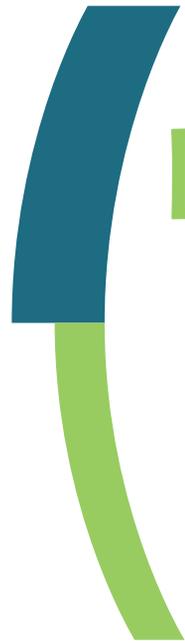


Le Marché Tunisien des Assurances en

2 0 1 6

Tunisian Insurance Market in

2 0 1 6



L'ASSURANCE TUNISIENNE en 2016

Mot du Président



Le comité directeur de la Fédération Tunisienne des sociétés d'assurances a l'honneur de vous présenter son rapport annuel 2016 et les indicateurs du secteur des assurances en Tunisie.

Les entreprises d'assurances et de réassurances tout en poursuivant leurs efforts habituels pour offrir les protections les plus complètes à leur clientèle (individus, ménages et entreprises) et l'indemnisation des souscripteurs et bénéficiaires des contrats d'assurances, ont entamé des projets structurants pour se mettre au diapason de l'innovation technologique de la modernisation et de l'amélioration des prestations fournis aux clients.

Ainsi, le secteur des assurances en Tunisie a connu une évolution considérable de son activité durant l'année 2016. En effet, les principaux indicateurs poursuivent un trend progressif avec un taux de croissance du chiffre d'affaires de 10,65 % pour atteindre 1 857 MDT et une accélération des dédommagements de 7,87 % à limite de 1 024 MDT,

Par ailleurs, les entreprises d'assurances ont affiché dans leurs bilans, un résultat excédentaire de l'ordre de 134 MD en 2016 contre 158 MD en 2015. Ce résultat conjugué d'une aggravation de la sinistralité, de l'augmentation des coûts de sinistres et des grands investissements.

Sur un autre plan et étant un investisseur institutionnel de premier ordre, le secteur a vu son rôle dans la contribution au financement de l'économie nationale croître. Les placements du secteur en 2016 ont progressé de 9 % par rapport à 2015 pour atteindre 4 470 MD contre 4 101 MDT pour l'exercice précédent.

Par conséquent, le total des ces placements des actifs en représentation des provisions techniques, permet à l'ensemble des compagnies du marché des assurances un taux de couverture de leurs engagements de l'ordre de 117 %. Une preuve supplémentaire de la robustesse financière du secteur renforçant la confiance de la clientèle en outre capacité de satisfaire leurs attentes et d'honorer convenablement tous nos engagements.

La Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances, renouvelle ses remerciements à tous ses partenaires et à tous ses assurés pour leur confiance renouvelée et s'engage à multiplier les efforts d'amélioration de la qualité des prestations et d'investir d'avantage dans l'innovation et la modernisation de nos entreprises pour mieux les servir.

Lassaad ZARROUK
Président de la FTUSA

La Présidence de la FTUSA est composée de

La Présidence

Président	Monsieur Lassaad ZARROUK
Vice président	Monsieur Habib Ben HASSINE

La Direction Exécutive

Le Directeur Exécutif Monsieur Kamel CHIBANI

Les Entreprises membres

1. Société Assurances Multirisques Ittihad «AMI»
2. Assurances BIAT
3. Compagnie d'Assurances et de Réassurances «ASTREE»
4. Société d'Assurances Takaful «AT-TAKAFULIA»
5. Société d'Assurances et de Capitalisation «ATTIJARI ASSURANCE»
6. Compagnie d'Assurances et de Réassurances Tuniso-Européenne «CARTE»
7. Compagnie Tuniso-Européenne d'Assurances «CARTEVIE»
8. Compagnie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances «COMAR»
9. Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur «COTUNACE»
10. Société Tunisienne d'Assurances Takaful «EL AMANA TAKAFUL»
11. GAT ASSURANCES
12. Compagnie d'assurances Vie et de Capitalisation «GAT VIE»
13. Groupe Tunisienne d'Assurances Mutuelles Agricoles «G/CTAMA»
14. Compagnie d'Assurances Vie et de Capitalisation «HAYETT»
15. La société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances «LLOYD TUNISIEN»
16. Mutuelle Assurances de l'Enseignement «M.A.E»
17. Société d'Assurances et de Réassurances «MAGHREBIA»
18. Société d'Assurances «MAGHREBIA-VIE»
19. Société d'Assurances «SALIM»
20. Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances «STAR»
21. Société Tunisienne de Réassurances «TUNIS RE»
22. Société d'Assurances Takaful «ZITOUNA TAKAFUL»

SOMMAIRE

Introduction

A. Le marché tunisien des assurances.....	12
B. Les données clés du secteur.....	13
C. Le cadre institutionnel	14

Première Partie

I - LES ASSURANCES DIRECTES

A. Les primes	32
B. Les sinistres réglés.....	32
C. Les frais de gestion.....	32
D. Les résultats techniques nets.....	33

II- LA RÉASSURANCE

A. Les acceptations.....	34
B. Les cessions.....	36
C. Les rétrocessions.....	37
D. Les opérations de réassurance effectuées par Tunis-Re.....	38

III- L'ACTIVITÉ GLOBALE (Assurances directes et acceptations)

A. Les primes.....	40
B. Les sinistres réglés et les provisions techniques.....	43
C. Les frais de gestion.....	44
D. Les résultats techniques nets	45
E. Les fonds propres, les placements et les revenus financiers	47

Deuxième Partie

I. Assurances Non Vie & Vie.....	50
----------------------------------	----

II. Etude par branche.....	53
----------------------------	----

A. L'Assurance automobile.....	53
B. L'Assurance groupe maladie.....	59
C. L'Assurance transport.....	63
D. L'Assurance incendie.....	67
E. L'Assurance des risques divers.....	71
F. L'Assurance crédit.....	75
G. L'Assurance des risques agricoles.....	78
H. L'Assurance vie.....	82

ANNEXES

A. Bilan du secteur des assurances en tunisie 2015/2016.....	88
B. Les primes émises par branche et par entreprise.....	89
C. Les sinistres réglés par branche et par entreprise.....	90
D. Le compte d'exploitation par branche (vie, non vie).....	91
E. Le compte d'exploitation par branche (Affaires directes, Acceptations).....	92
F. Tunisian Insurance Market in 2016.....	93
G. La liste des entreprises d'assurances et réassurance.....	105



«Ce rapport a été établi à partir des états statistiques des exercices 2014–2015 et 2016 transmis par les entreprises tunisiennes d'assurances et de réassurances régies par le code des assurances.

Les opérations des caisses d'assurances sociales (CNRPS, CNSS et CNAM) et des sociétés mutuelles de prévoyance régies par le décret du 18 février 1954 sont exclues».



INTRODUCTION

A. LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES

B. LES DONNÉES CLÉS DU SECTEUR

C. LE CADRE INSTITUTIONNEL

INTRODUCTION

A. Le marché tunisien des assurances

En 2016, le marché tunisien des assurances a enregistré les résultats suivants :

- Les primes émises du secteur des assurances se sont élevées à 1 857,027 MD en 2016 contre 1 678,235 MD en 2015, soit une augmentation de 10,65%.
- Les sinistres réglés ont enregistré une augmentation de 7,87 % passant de 949,372 MD en 2015 à 1 024,133 MD en 2016.
- Les frais de gestion ont totalisé un montant de 424,494 MD en 2016 contre 405,448 MD en 2015, soit une augmentation de 4,70 %.
- Les provisions techniques ont enregistré une augmentation de 7,71% en 2016 passant de 3 545,376 MD en 2015 à 3 818,821 MD en 2016.
- Les montants des placements inscrits aux actifs des bilans se sont élevés à 4 470,377 MD en 2016 contre 4 101,148 MD en 2015, soit un taux de croissance de 9,00 %.
- Le résultat technique de l'exercice s'est détérioré en 2016, il dégage un excédent de 127,007 MD contre un excédent de 133,908 MD en 2015.
- Les bilans consolidés ont dégagé en 2016 un bénéfice de 133,934 MD contre un bénéfice de 157,948 MD en 2015.

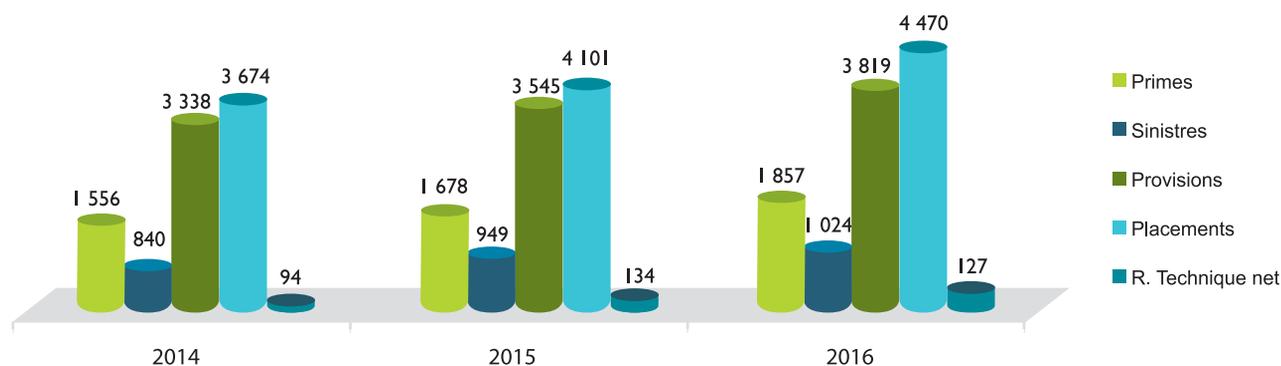
Les événements marquant l'année 2016 :

Les sinistres importants enregistrés en 2016 affectant les branches Incendie, Engineering et Automobile

- Incendie du STE FRIDATEX & OEUFRIJITS du 24 avril 2016 ; évalué à 100% pour 1.677 MDT.
- Incendie du STE FLEXIPACK du 12 avril 2016 ; évalué à 100% pour 2.964 MDT.
- Incendie du STE FRITEX du 20 mai 2016 ; évalué à 100% pour 1.300 MDT.
- Engineering STE SOPAT évalué à 100% pour 1.018 MDT.
- T.T.C Automobile du 27 septembre 2016 évalué à 100% pour 0.995MDT.

B. Les données clés du secteur

En MD



	2015	2016	Ev. 16/15 en %
Primes Emises (Affaires Directes)	1 661 948 862	1 841 338 641	10,79
Acceptations	16 286 063	15 688 066	-3,67
Primes Emises. (Affaires Directes+ Acceptations)	1 678 234 925	1 857 026 707	10,65
Sinistres Réglés (Affaires Directes)	942 056 463	1 016 368 936	7,89
Sinistres Réglés (Acceptations)	7 315 970	7 764 044	6,12
Sinistres Réglés (Affaires Directes + Acceptations)	949 372 433	1 024 132 980	7,87
Frais de Gestion (Affaires Directes)	404 037 185	422 085 008	4,47
Frais de Gestion (Acceptations)	1 410 735	2 408 941	70,76
Frais de Gestion (Affaires Directes + Acceptations)	405 447 920	424 493 949	4,70
Provisions Techniques	3 545 375 595	3 818 820 669	7,71
Cessions et Rétrocessions	356 741 052	356 437 764	-0,09
Placements	4 101 148 206	4 470 376 558	9,00
Solde Financier	173 363 605	148 749 352	-14,20
Solde de réassurance (résultats des cessions)	- 140 383 941	-159 935 996	13,93
Résultat technique	133 908 432	127 006 818	-5,15
Résultat aux Bilans	157 948 243	133 933 999	-15,20

C. Le cadre institutionnel

1. Code des Assurances

Promulgué par la Loi n° 92-24 du 9 mars 1992 tel que complété et modifié par :

- La Loi n° 94-10 du 31 janvier 1994
- La Loi n° 97-24 du 28 avril 1997
- La Loi n° 2001-91 du 7 août 2001
- La Loi n° 2002-37 du 1er avril 2002
- La Loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004.
- La Loi n° 2005-86 du 15 août 2005.
- La Loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006.
- La Loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- La Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014.

2. Le contrat d'assurance

A- Le contrat d'assurance en général (Titre I du code des assurances, articles 1 à 47)

- Les paragraphes 2 et 3 de l'article 34 et le paragraphe 2 de l'article 44 ont été ajoutés par la loi n°2002-37 du 01 avril 2002 (le paragraphe 2 de l'article 44 a été modifié par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008).
- Les articles 46 et 47 ont été modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 août 2001, portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993, fixant les modalités d'application de l'article 6 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 22 novembre 2001 fixant le modèle type des conditions générales des contrats d'assurances, tel que complété par l'arrêté du ministre des finances du 01 mars 2016.

B- Le contrat d'assurance maritime

- Articles 297 à 365 du code de commerce maritime promulgué par la loi n° 62-13 du 24 avril 1962.
- Décret n° 90-216 du 20 janvier 1990 portant augmentation de la somme limite de la responsabilité du transporteur maritime pour les pertes, avaries ou dommages subis par colis ou par unité habituelle de fret de marchandises (application de l'article 147 du code de commerce maritime).
- Loi n° 2004-3 du 20 janvier 2004, modifiant et complétant le code de commerce maritime.
- Article 16 du décret n° 2004-329 du 9 février 2004, relatif aux modalités d'application des dispositions de l'article 55 du code des ports maritimes de commerce et notamment les conditions d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce : L'obligation de la responsabilité civile du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce.

3. Les assurances obligatoires

A- L'assurance automobile

- Loi n° 2005-86 du 15 août 2005, portant insertion d'un cinquième titre au code des assurances relatif à l'assurance de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et au régime

d'indemnisation des préjudices résultant des atteintes aux personnes dans les accidents de la circulation (les articles 110 à 176 du code des assurances).

- L'article 113 bis a été ajouté au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 113 du code des assurances a été ajouté par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- L'article 19 de la loi n°2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006 relatif à la création du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 6 janvier 2006, portant inscription sur la liste des médecins légistes et des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, fixant les règles de fonctionnement du bureau central de tarification.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation du modèle-type des renseignements demandés en vue d'établir l'offre de transaction amiable.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation des statuts de l'association professionnelle chargée de l'application des conventions conclues avec les pays étrangers adhérents aux régimes de cartes internationales d'assurance.
- Décret n°2006-873 du 27 mars 2006, relatif aux conditions d'application des dispositions du premier chapitre du titre 5 du code des assurances pour les utilisateurs des véhicules terrestres à moteur non immatriculés dans d'une des séries d'immatriculation en usage en Tunisie ainsi que les modalités d'établissement et de validité des documents justificatifs de l'existence du contrat d'assurance , tel que modifié par le décret gouvernemental n°2015-880 du 23 juillet 2015(article 5).
- Arrêté du ministre des finances du 12 avril 2006, fixant la forme de l'attestation d'assurance et son contenu, tel que complété par l'arrêté du ministre des finances du 31 décembre 2015.
- Décret n°2006-1224 du 2 mai 2006, fixant les renseignements et les exemples obligatoires à inclure dans le procès-verbal d'enquête.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 1er juin 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre des finances, du ministre de la santé publique et du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 juin 2006, fixant les tarifs cadres des frais de soin des victimes des accidents de la circulation.
- Décret n°2006-2069 du 24 juillet 2006, fixant les taux des contributions au financement du Fonds de Garantie des Victimes des Accidents de la Circulation et leur mode de calcul.
- Décret n°2006-2336 du 28 août 2006, relatif aux modalités d'intervention du Fonds de Prévention des Accidents de la Circulation, son mode de fonctionnement, l'assiette et les taux des contributions qui lui sont réservées, tel que modifié par le décret n°2007-275 du 12 février 2007.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 2 septembre 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 28 novembre 2006, portant désignation du président et membres de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre des finances du 25 décembre 2006, portant approbation de la convention d'indemnisation pour le compte d'autrui.
- Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 11 juin 2007, portant approbation du barème des incapacités permanentes.

- Décret n°2007-1487 du 25 juin 2007, portant approbation de la convention qui fixe les droits et obligations des assureurs et de la caisse nationale d'assurance maladie en ce qui concerne le remboursement des montants versés ou exigibles au profit de la victime et résultant des accidents de la circulation revêtant le caractère d'accidents de travail.
- Décret n°2007-1871 du 17 juillet 2007, fixant le tableau de conversion des rentes et le mode de calcul du capital objet de la conversion.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 25 août 2008, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 3 février 2009, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 14 mai 2009, portant désignation d'un membre représentant de l'organisation de la défense du consommateur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 02 juin 2010, relatif à l'inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel et des médecins légistes.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 8 septembre 2010, portant nomination d'un membre représentant la FTUSA à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 15 novembre 2010, portant nomination d'un membre représentant le ministère de l'intérieur et du développement local à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 06 juin 2011, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 février 2012, portant nomination de deux membres de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation représentant le ministre des finances et le ministre de la santé publique.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mai 2012, portant nomination du président et membre de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice du 04 janvier 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 18 janvier 2013, portant nomination d'un représentant du ministère de l'intérieur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice du 03 juin 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice du 16 janvier 2014, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mars 2014, portant nomination des membres à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentants le secteur des assurances).
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 24 septembre 2014, portant nomination d'un membre à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentant l'organisation de défense du consommateur).

- Article 55 du loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi des finances pour l'année 2016 : non exigibilité des taxes dues sur les véhicules automobiles en cas de justification de leur nom circulation.
- Article 56 du loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi des finances pour l'année 2016 : Amélioration du recouvrement des taxes de circulation.
- Article 89 du loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi des finances pour l'année 2016 : prorogation des délais de paiement des taxes de circulation pour les véhicules destinés à la location et les véhicules acquis dans le cadre des contrats d'Ijora ou de leasing.
- Décret gouvernemental n°2016-292 du 01 mars 2016, modifiant le décret n°2000-146 du 24 janvier 2000, relatif à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique.
- Arrêté du ministre des finances du 16 février 2016, portant désignation des membres permanents et membres suppléants du bureau central de tarification.

B- L'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles

- Loi n° 94-28 du 21 février 1994, portant régime de réparation des préjudices résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles.
- Textes d'applications : plusieurs décrets et arrêtés ont été publiés en application de la loi susvisée.

C- L'assurance maladie

- Loi n° 2004- 71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n° 2005-321 du 16 février 2005, portant organisation administrative et financière et les modalités de fonctionnement de la caisse nationale d'assurance maladie.
- Décret n°2005-2192 du 9 août 2005, portant organisation du conseil national d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3030 du 21 novembre 2005, fixant les conditions et les procédures de prise en charge par les organismes de sécurité sociale du montant du ticket modérateur exigible des personnes handicapées au titre de leur soins et hospitalisation dans les structures publiques de santé.
- Décret n°2005-3031 du 21 novembre 2005, fixant les modalités et les procédures de l'exercice du contrôle médical prévu par la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3154 du 6 décembre 2005, portant détermination des modalités et procédures de conclusion et d'adhésion aux conventions régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 22 février 2006, portant approbation de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 1er juin 2006, fixant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, biologistes, médecins dentistes, psychologues cliniciens, sages-femmes et auxiliaires médicaux tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre de la santé publique du 29 octobre 2007, du 18 mars 2008 et du 1er mars 2010.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er août 2006, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins libéraux.

- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des biologistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat national des biologistes de libre pratique.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 13 avril 2007, fixant les listes des spécialités et des actes médicaux et paramédicaux, des médicaments, de l'appareillage, des frais de transport sanitaire, ainsi que la liste des prestations nécessitant l'accord préalable, pris en charge par le régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 2 mai 2007, portant approbation de la Cadre institutionnel convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Décret n°2007-1073 du 02 mai 2007, portant classement de certains centres en centres spécialisés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 4 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées .
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er juin 2007, portant approbation de la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie d'une part, et les syndicats des pharmaciens d'officine de jour et des pharmaciens d'officine de nuit d'autre part.
- Décret n° 2007-1366 du 11 juin 2007, portant détermination des étapes d'application de la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie aux différentes catégories d'assurés sociaux mentionnés dans les différents régimes légaux de sécurité sociale.
- Décret n° 2008-756 du 24 mars 2008, modifiant le décret n° 2007-1367 du 11 juin 2007, portant détermination des modalités de prise en charge, procédures et taux des prestations de soins au titre du régime de base d'assurance maladie.
- Décret n° 2007-1406 du 18 juin 2007, fixant l'assiette de calcul des taux de cotisations dues au titre de régime de base d'assurance maladie et ses étapes d'application.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 25 juin 2007, portant fixation de la liste des affections lourdes ou chroniques prises en charge intégralement par la caisse nationale d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 29 juin 2007, portant fixation de la liste des prestations d'hospitalisation dispensées dans les établissements sanitaires privés conventionnés avec la caisse nationale d'assurance maladie et prises en charge dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 15 août 2007, relatif à la fixation de la liste des médicaments génériques servant de base pour la détermination des prix de référence des médicaments dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 15 août 2007, modifiant et complétant l'arrêté du 19 septembre 2002, fixant la liste des établissements publics hospitaliers autorisés à effectuer les prélèvements ou les greffes d'organes humains.

- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclu entre la CNAM et le syndicat Tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n° 1 et l'avenant n° 2 à la convention sectorielle des cliniques privées conclus entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 12 décembre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins spécialistes adhérents au syndicat tunisien des médecins spécialistes libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 5 octobre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux physiothérapeutes.
- Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 22 février 2008, fixant le tarif applicable à la délivrance des produits sanguins à usage thérapeutique au titre de leur transformation, analyse, conservation ainsi que de la préparation de leurs dérivés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 3 juin 2008, portant fixation du plafond annuel des montants des prestations de soins ambulatoires prises en charge par le régime de base d'assurance maladie, au titre de la filière privée de soins ou du système de remboursement, tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 24 juin 2010 .
- Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 7 juillet 2008, portant modification de l'arrêté du 19 décembre 1996, fixant les tarifs de prise en charge des malades payants dans les structures sanitaires publiques relevant du ministère de la santé publique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation des avenants n° 2, n° 3 et n° 4 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation des avenants n° 5 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 18 août 2008, portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 octobre 2008, portant approbation de l'avenant n° 6 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 janvier 2009, portant fixation du membre des commissions régionales de contrôle médical, leur attribution territoriale, leur composition et leurs modalités de fonctionnement créées auprès de la CNAM.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 5 février 2009, portant création du comité technique de la sécurité des malades et organisation de ses modalités de fonctionnement tel que complété par l'arrêté du 17 avril 2009.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 16 juin 2009, fixant la liste des établissements sanitaire à vocation universitaire, des hôpitaux régionaux, des hôpitaux de circonscription et des groupements de santé de base relevant du ministère de la santé public.

- Arrêté du ministre des affaires sociales du 30 juin 2014, portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclu entre la CNAM et le syndicat des pharmaciens d'officine de Tunisie.

D- L'assurance incendie

- Les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance incendie.
- Décret n° 81-1595 du 24 novembre 1981, fixant les conditions de l'obligation d'assurance incendie édictée par les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980.
- Décret-loi n° 2011-40 du 19 mai 2011 relatif à la réparation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Décret n° 2011-790 du 27 juin 2011 fixant les modalités, les procédures et les règles de fonctionnement du décret-loi n° 2011-40 du 19 mai 2011, tel que modifié par le décret n° 2011-3165 du 24 octobre 2011.
- Arrêté du ministre des finances du 05 décembre 2011, portant désignation des membres de la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014, portant désignation d'un membre à la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires (représentant la FTUSA).

E- L'assurance transport des marchandises à l'importation

- Les articles 30, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation.
- Décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981, fixant les conditions d'application de l'obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation édictée par les articles 30, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980.
- Décret n° 99-2364 du 27 octobre 1999, modifiant le décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981.

F- L'assurance dans le domaine de la construction

- Loi n° 94-9 du 31 janvier 1994 relative à la responsabilité et au contrôle technique dans le domaine de la construction.
- Titre III du code des assurances (articles 95 à 100 ajoutés par la loi n° 94-10 du 31 janvier 1994), instituant l'obligation d'assurance dans le domaine de la construction.
- Décret n° 95-415 du 6 mars 1995, fixant la liste des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance de la responsabilité décennale des intervenants dans leur réalisation, tel qu'il a été complété par le décret n° 97-1360 du 14 juillet 1997.
- Décret n° 95-416 du 6 mars 1995 relatif à la définition des missions du contrôleur technique et aux conditions de l'octroi de l'agrément.

G- L'assurance de responsabilité professionnelle

- Campements de tourisme : article 13 de l'arrêté du ministre du commerce du 25 septembre 1978, portant réglementation des campements de tourisme.
- L'hébergement touristique à temps partagé : décret n° 2009-1935 du 15 juin 2009, portant fixation des conditions d'obtention de l'autorisation préalable à l'exercice de l'activité d'hébergement touristique à temps partagé (article 3).

- L'agent immobilier : Loi n° 81-55 du 23 juin 1981, portant l'organisation de la profession d'agent immobilier ;
- Décret n° 81-1814 du 22 décembre 1981 fixant les modalités de la délivrance de la carte professionnelle à l'agent immobilier (article 3).
- Commerçants des ascenseurs : loi n° 87-49 du 2 août 1987 réglementant le commerce des ascenseurs et assimilés (articles 3 et 5).
- Agence de voyage : décret 87-273 du 17 février 1987 relatif à la composition et modalités de fonctionnement de la commission de délivrance des licences des agences de voyage.
- Etablissements sanitaires privés : loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, portant organisation sanitaire (articles 48 et 59).
- Organisation et développement de l'éducation physiques et des activités sportives : Loi n°94-104 du 3 août 1994 (article 27).
- Transitaires : loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008 et l'arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession transitaire.
- Décret n°2010-1079 du 17 mai 2010, fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par la loi n° 95-32 du 14 avril 1995 relative aux transitaires, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice de l'activité de transitaire prévue par l'article 19 de la loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Les entreprises qui produisent ou transportent ou gèrent les déchets : Loi n° 96-41 du 10 juin 1996, relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination (articles 34 et 47).
- Les établissements privés de protection des personnes âgées : Décret n° 96-1766 du 30 septembre 1996 fixant les conditions de création des établissements privés de protection des personnes âgées et les modalités de leur fonctionnement (titre II).
- Liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires : loi n° 97-71 du 11 novembre 1997, relative aux liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires (article 39) et l'arrêté du ministre de la justice du 15 avril 1999, portant fixation du montant minimum du contrat d'assurance sur la responsabilité civile de ces professionnels.
- Centre d'hémodialyse : arrêté du ministère de la santé publique du 27 avril 1998 fixant la liste des documents exigés lors de la constitution du dossier préliminaire et du dossier définitif en vue de l'obtention de l'accord de principe et de l'autorisation pour l'exploitation, l'extension, le transfert ou la cession d'un centre d'hémodialyse (article 4).
- Les sociétés professionnelles d'avocats : loi n° 98-65 du 20 juillet 1998, relative aux sociétés professionnelles d'avocats (article 29).
- Activités dans les ports maritimes et commerciaux : loi n° 2009-48 du 8 juillet 2009, portant promulgation du code des ports maritimes (article 120) (Loi n° 99-25 du 18 mars 1999, relative à la promulgation du code des ports maritimes et commerciaux a été abrogée par la loi n° 2009-48 du 8 juillet 2009).
- Commerce électronique : Loi n° 2000-83 du 9 août 2000, relative aux échanges et au commerce électronique.
- fournisseur de services de certification électronique : Décret n° 2001-1667 du 17 juillet 2001, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de l'activité de fournisseur de services de certification électronique.
- Structures professionnelles de production et de diffusion des arts dramatiques : Décret n° 2001-1986 du 27 août 2001 fixant les conditions de ces structures (article Premier, cahier de charge).

- Les établissements touristiques d'animation musicale : article 2 de l'arrêté du ministre du tourisme du 10 juin 2009 fixant les normes minimales de classement de ces établissements (l'obligation de souscrire des contrats d'assurances pour couvrir les risques d'incendie et de responsabilité civile et professionnelle).
- La représentation des sociétés étrangères de classification de navires : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de représentation des sociétés étrangères de classification de navires.
- Ravitailleur de navires : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de ravitailleur de navires.
- Courtier d'affrètement : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de courtier d'affrètement.
- Courtier d'affrètement : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de courtier d'affrètement.
- La profession de pilote : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de pilote.
- Expert maritime : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession d'expert maritime.
- Consignataire de navires : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de consignataire de navires.
- Consignataire de la cargaison : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de consignataire de la cargaison.
- L'assistance, le sauvetage et de remorquage en mer : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession d'assistance, le sauvetage et de remorquage en mer.
- La gestion des navires de commerce : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de gestion des navires de commerce.
- Les professions maritimes : loi n° 2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes (articles 2 et 15).
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice des professions maritimes prévue par l'article 15 de la loi n° 2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.
- Décret n° 2010-1080 du 17 mai 2010, fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par loi n° 2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.

4. Les autres assurances

A- L'assurance Vie

- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation.
- Arrêté du ministre des finances du 3 mars 2012, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance vie.
- Circulaire Comité Général des Assurances N° 01/2016 concernant la branche d'assurance vie et capitalisation.

B- L'assurance à l'exportation (Titre IV du code des assurances : articles 101 à 109)

- Les articles 101 à 109 ont été ajoutés par la loi n° 97- 24 du 28 avril 1997.
- Décret n° 98-1690 du 31 août 1998 fixant les modalités et les conditions de fonctionnement du fonds de garantie des risques à l'exportation tel que modifié par le décret n° 2002-2074 du 10 septembre 2002 (l'article 11 du décret a été abrogé).
- Loi n° 99-95 du 6 décembre 1999, relative à la création d'un fonds de garantie de financement des exportations avant expédition.
- Décret n° 2000-23 du 3 janvier 2000, fixant les conditions et les modalités de fonctionnement du fonds de garantie de financement des exportations avant expédition et la création de la commission de garantie de financement des exportations.
- L'article 5 de la loi n°2008-79 du 30 décembre 2008, portant mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques pour poursuivre leurs activités.
- Loi n° 2008-80 du 30 décembre 2008, autorisant l'Etat à souscrire à l'augmentation du capital la compagnie Tunisienne pour l'assurance du commerce extérieur.

C - Les calamités agricoles

- Fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles (articles 52, 53, 54, 55 et 56 de la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986, portant loi de finances pour la gestion 1987).
- Décret n° 88-948 du 21 mai 1988, fixant à partir de la campagne agricole 1988-1989 le champ d'intervention, le montant de la contribution et le taux d'indemnisation des agriculteurs relatifs au fonds de mutualités pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles.
- Décret n° 88-949 du 21 mai 1988, fixant les modalités et les conditions d'intervention et de gestion du fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages dus aux calamités naturelles.

D – Assurance TAKAFUL (titre 7 du code des assurances)

- Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014, amendant et complétant le code des assurances : insertion au code des assurances un 7^{ème} titre s'intitulant «l'assurance Takaful» et comportant les articles 201 à 217.

5. Les professions d'assurances

A- Les entreprises d'assurances (titre II chapitre I du code des assurances : articles 48 à 66)

- Les articles 48, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61 et 66 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Les articles 48, 50, 51, 54, 58, 60,61 et 63 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008- 8 du 13 février 2008.
- L'article 58 bis a été ajouté par la loi n° 2002- 37 du 1er avril 2002.
- Les paragraphes : 3 de l'article 48, 3 de l'article 50, 2 et 3 de l'article 54, 3 de l'article 62 et 2 de l'article 65, ont été ajoutés par l'article 4 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Les articles 50 bis et 50 ter ont été ajoutés au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le dernier paragraphe de l'article 61 du code des assurances a été abrogé par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2257 du 31 décembre 1992, fixant les dispositions-types des statuts des sociétés d'assurances à forme mutuelle.
- Arrêté du ministre des finances du 26 juin 2000, portant approbation des normes comptables sectorielles relatives aux opérations spécifiques aux entreprises d'assurances et/ou de réassurances, à la présentation de leurs états financiers, à leur contrôle interne et à l'organisation comptable.

- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation, tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre des finances du 28 mars 2005, du 5 janvier 2009, du 06 juin 2011 et du 03 mars 2012 et de 01 mars 2016.
- Arrêté du ministre des finances du 3 octobre 2005, fixant les documents constitutifs du rapport annuel prévu par l'article 60 du code des assurances : il a abrogé les dispositions de l'arrêté du ministre des finances du 31 juillet 2001.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993 fixant la liste, des catégories d'assurances prévues à l'article 49 du code des assurances, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du ministre des finances du 8 août 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 2 septembre 2002 fixant le contenu du dossier prévu à l'article 48 du code des assurances (constitution d'une société de réassurance).
- Arrêté du ministre des finances du 7 mars 2003, fixant la liste et la forme des documents et des états de conjoncture des entreprises d'assurance et de réassurance, tels que prévus par l'article 60 (nouveau) du code des assurances.

B- Les intermédiaires, les experts en assurance et les commissaires d'avaries (titre II chapitre II du code des assurances, articles 69 à 81)

- Les articles 69,73 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Le dernier paragraphe de l'article 79, l'article 80 et le dernier paragraphe de l'article 81 du code des assurances sont modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 Août 2001 portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent.
- Les articles 69, 70,76 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi de finance n° 2003- 80 du 29 décembre 2003.
- Les articles 70, 71,75 et 79 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission des intermédiaires prévue à l'article 71 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n°2009-39 du 5 janvier 2009.
- Décret n° 2002-543 du 5 mars 2002, portant fixation des conditions d'exercice de l'activité d'actuaire habilité à certifier les tarifs d'assurance vie, prévues à l'article 47 du code des assurances.
- Décret n° 2002-544 du 5 mars 2002, fixant les conditions d'inscription et de radiation des experts et des commissaires d'avaries, prévues à l'article 80 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charge fixant les conditions d'exercice des missions d'actuariat pour la certification des tarifs d'assurance vie.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'exercice des missions d'expertise en assurance et de commissariat aux avaries.
- Arrêté du ministre des finances du 8 août 2002, fixant les catégories d'assurances prévues à l'article 69 du code des assurances (opérations d'assurances qui peuvent être présentées au public par l'entremise des banques), modifié par l'arrêté du ministre des finances du 10 mars 2004.
- Arrêté du ministre des finances du 3 février 2009, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 29 août 2001, relatif aux prestations administratives fournies par les services du ministère des finances et aux conditions de leur octroi.

C- contrôle (titre II chapitre III du code des assurances, articles 82 à 90)

- Le paragraphe 3 de l'article 88 du code des assurances a été modifié par la loi n°2001-91 du 7 août 2001 et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

- Les articles 82, 83, 88 et 89 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- l'article 89 bis du code des assurances a été modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Les articles 82, 84, 86, 87 et 88 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

6. Les autres organismes d'assurances

A- Les entreprises d'assurances et de réassurances non résidentes

- Articles 67 et 68 du code des assurances, ont été modifiés par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 68 du code des assurances a été ajouté par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Loi n° 85-108 du 6 décembre 1985 portant encouragement d'organismes financiers et bancaires travaillant essentiellement avec les non-résidents (article 28).

B- Le fonds de garantie des assurés :

- Articles 35 à 39 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001 relative à la création du fonds de garantie des assurés.
- Décret n° 2002-418 du 14 février 2002, fixant les conditions d'intervention, les modalités de fonctionnement et les modes de financement du fonds de garantie des assurés, modifié par le décret n° 2002-2123 du 23 septembre 2002, le décret n° 2005-2025 du 18 juillet 2005, le décret n° 2011-789 du 24 juin 2011 (a ajouté à l'article 2 relatif à la 2ème paragraphe cotisation des assurés) et par le décret n° 2011-4651 du 06 décembre 2011.
- Arrêté du ministre des finances du 13 août 2003 désignant les membres de la commission de garantie des assurés prévue par l'article 3 du décret n° 2002-418 du 14 février 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014 désignant des membres à la commission de garantie des assurés.

C- Les mutuelles agricoles

- Décret du 26 mars 1931 relatif aux assurances mutuelles agricoles, tel que modifié par le décret du 07 juillet 1955.

D- Les sociétés mutuelles de prévoyances

- Décret du 18 février 1954 relatif aux sociétés mutuelles.
- Arrêté des secrétaires d'Etat au plan et aux finances et à la santé et aux affaires sociales du 26 mai 1961, portant établissement des statuts-types des sociétés mutualistes et rendant obligatoires certaines dispositions des dits statuts.
- Arrêté des ministres des finances et des affaires sociales du 17 septembre 1984, portant amendement des statuts-types des sociétés mutualistes.

7. L'organisation de la profession

A- Le comité général des assurances : autorité de tutelle

- Loi n° 2008-8 du 13 février 2008, modifiant et complétant le code des assurances portant insertion d'un sixième titre intitulé «le comité général des assurances» et comportant les articles 177 à 200.
- Décret n° 2001-2729 du 26 novembre 2001, modifiant le décret n° 91-556 du 23 avril 1991 portant organisation du ministre des finances.
- Décret n° 2012-1049 du 26 juillet 2012, désignant le président du comité général des assurances.
- Décret n° 2008-2046 du 2 juin 2008, fixant la rémunération et les avantages accordés au président du comité général des assurances prévus par l'article 196 du code des assurances.

- Décret n° 2008-2047 du 2 juin 2008, fixant l'indemnité allouée aux membres du collège du comité général des assurances, prévue par l'article 184 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n° 2012-629 du 13 juin 2012.
- Décret n° 2008-2553 du 7 juillet 2008, fixant les taux des redevances revenant au comité général des assurances et prévues par l'article 198 du code des assurances ainsi que leurs montants et les modalités de leur perception, tel que modifié par le décret gouvernemental n° 2015-220 du 21 mai 2015 (article 1).
- Décret n° 2008-2730 du 4 août 2008, portant nomination de membres du collège du comité général des assurances.
- Décret n° 2009-39 du 5 janvier 2009, modifiant le décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission prévue à l'article 71 du code des assurances.
- Décret n° 2011-668 du 23 mai 2011, fixant le règlement général des fonctionnaires du comité général des assurances.
- Décret n° 2012-411 du 17 mai 2012, portant approbation de l'organigramme du comité général des assurances.

B- L'association professionnelle des entreprises d'assurances (titre II chapitre IV du code des assurances, articles 91 à 92)

- Articles 91 et 92 du code des assurances a été modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- L'article 92 du code des assurances a été modifié par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

C- Le conseil national des assurances et la commission consultative des assurances (titre II chapitre IV du code des assurances, articles 93 à 94)

- Articles 93 et 94 du code des assurances.
- Les dispositions de l'article 94 du code des assurances ont été abrogées par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2258 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement du conseil national des assurances et de la commission consultative des assurances, modifié par le décret n° 2002-512 du 27 février 2002.

8. Le régime fiscal des opérations d'assurances

- Articles 38, 39 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989.
- Articles 40, 45, 100 et 101 du code des droits d'enregistrement et de timbre promulgué par la loi n° 93-53 du 17 mai 1993.
- Articles 144 à 149 du code des droits d'enregistrement et de timbre (troisième partie autres taxes : titre I : taxe unique sur les assurances) ajoutés par les articles 34, 35 et 36 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997.
- Articles 46, 47 et 48 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997 instituant un fonds de la protection civile et de la sécurité routière et fixant les contributions des assurés et des entreprises d'assurances à ce fonds.
- Articles 51, 52, 53 et 54 de la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour la gestion 1998 relatifs à l'encouragement de l'épargne dans le cadre des contrats d'assurance vie.
- Article 45 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001, relatif à la réduction du taux de la taxe unique sur les assurances sur les contrats d'assurances des risques agricoles et de pêches.

- Article 74 de la loi n° 2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 : mise à jour des dispositions relatives à la contribution au profit du fonds de la protection civile et de la sécurité routière et unification de son assiette avec celle des taxes sur les assurances.
- Loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002 :
 - Article 33 relatif à la liste des provisions techniques des entreprises d'assurances déductibles pour la détermination du bénéfice imposable.
 - Articles 45 à 47 relatifs à la déduction des primes d'assurance vie collective de l'assiette de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés.
- Décret n° 2003-1098 du 19 mai 2003, fixant la liste des avantages exclus de l'assiette de cotisation au titre des régimes de sécurité sociale telles que les primes supportées par l'employeur au titre de l'assurance collective sur la vie au profit de ses employés.
- Article 43 de la loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des commissions payées par les entreprises d'assurance aux intermédiaires en assurance.
- Article 44 de la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération des rentes viagères servies dans le cadre des contrats d'assurance vie de l'impôt sur le revenu.
- Articles 76 et 77 de la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004 relatifs à l'exonération des quittances du droit de timbre.
- Article 61 de la loi n° 2004-90 du 31 décembre 2004, portant loi de finances pour l'année 2005 relatif à la rationalisation du bénéfice des avantages fiscaux au titre de l'assurance vie.
- Article 81 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007 : précision du champ d'application de la retenue à la source au titre des marchés.
- Articles 45 et 46 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : ont modifié l'article 48 du code de l'impôt (relèvement du taux des provisions déductibles de l'assiette imposable de 30% à 50%).
- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les articles 145 et 147 du code des droits d'enregistrement et de timbre relatifs à l'exonération des contrats d'assurance des risques agricoles et de pêche de la taxe unique sur les assurances.
- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les deux alinéas et le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 39 du code de l'impôt sur les revenus (relèvement du plafond déductible des primes d'assurances vie et assouplissement du bénéfice des avantages fiscaux à ce titre).
- Article 35 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a abrogé les dispositions des 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} alinéa du paragraphe I et des 1^{ère} et 2^{ème} alinéas du paragraphe I bis et du paragraphe I ter de l'article 48 du code de l'impôt sur le R.P.P.I.S (amélioration du régime fiscal des provisions en fonction des particularités de l'activité des entreprises du secteur financier).
- Article 36 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a ajouté aux dispositions du paragraphe VII terdecies et du paragraphe IX de l'article 48 du code de l'impôt sur le R.P.P.I.S des dispositions relatives à l'extension de la déduction des pertes découlant des opérations d'abandon de créances au profit des entreprises en difficultés économiques à toutes les entreprises dont les comptes sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes.
- Article 46 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a ajouté au code de l'impôt sur le R.P.P.I.S deux articles 39 quinquies et 48 sexies relatifs à la rationalisation des avantages fiscaux au titre des opérations de réinvestissement.

- Articles 41 et de la loi n°2010-58 du 17 décembre 2010 portant loi des finances pour l'année 2011 : ont modifié les articles 38 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés (rationalisation de l'exonération de la plus value provenant de la cession des titres et déduction des rémunérations du gérant de la base de l'impôt sur les sociétés).
- Articles 42 de la loi n°2012-1 du 16 mai 2012 portant loi des finances complémentaire pour l'année 2012 : relèvement du plafond déductible des primes d'assurance vie et d'élargissement de leur champ d'application.
- Article 24 du Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi des finances pour l'année 2014 : Encouragement de l'épargne à long terme en matière d'assurance vie : exclusion des impôts les primes de réassurance rétrocédées et les primes d'assurance payées aux réassureurs sous réserve de réciprocité.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance –vie.

9. Autres textes

- Décret n° 2002- 21 du 8 janvier 2002, portant création du conseil national de la sécurité routière et organisant les modalités de son fonctionnement, modifié et complété par le décret n° 2003- 2241 du 27 octobre 2003.
- Arrêté du ministre des finances du 22 octobre 2003 désignant les membres du conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 28 février 2003, portant promulgation du barème des honoraires des auditeurs des comptes des entreprises de Tunisie, tel que modifié par l'arrête du ministre des finances du 01 mars 2016.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 25 mai 2004 désignant les membres de la commission consultative du conseil national de la sécurité routière.
- Loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005, relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 30 mars 2006, portant nomination des membres du conseil national des assurances.
- Décret n° 2006-1294 du 8 mai 2006, portant application des dispositions de l'article 23 de la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 17 juin 2006, portant fixation du contenu de la déclaration annuelle signée et présentée aux commissaires aux comptes par les organes de direction et les chargés des affaires financières et comptables des sociétés commerciales soumises à l'obligation de désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie.
- Décret n° 2006-1826 du 26 juin 2006, portant création du conseil national des services et fixant ses attributions et les modalités de son fonctionnement.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2007, portant désignation de deux membres au conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 9 juillet 2007, portant nomination de membres au conseil national de la comptabilité.
- Loi n° 2009-64 du 12 août 2009, portant promulgation du code de prestation des services financiers aux non-résidents.
- Loi n° 2009-66 du 12 août 2009, modifiant et complétant certaines dispositions du code de la route.
- Décret n° 2010-262 du 15 février 2010, fixant la liste des contraventions aux dispositions du code de la route et à ses textes d'application.
- Loi n° 2010-26 du 21 mai 2010, relative aux activités de volontariat : article 22 a prévu l'obligation d'assurance contre les accidents et les maladies professionnelles.

- Loi n° 2010-33 du 21 juin 2010, modifiant et complétant la loi n° 93-61 du 23 juin 1993 relative aux experts judiciaires.
- Arrêté du ministre du commerce et de l'artisanat du 18 février 2010, portant nomination des membres du conseil national des services.
- Décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions micro finance, qui a été modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014.
- Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du micro crédit et des conditions de son octroi par les institutions de micro finance.
- Décret loi n° 2011-13 du 14 mars 2011, portant confiscation d'avoirs et de biens meuble et immeubles.
- Article 28 de la loi n° 2011-7 du 31 décembre 2011, portant loi de finances pour l'année 2012 : instauration d'un régime fiscal spécifique au financement islamique.
- Article 13 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 : clarification de l'application du régime fiscal relatif à la finance islamique.
- Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de micro finance et leur évolution institutionnelle, tel que modifié par l'arrêté du ministre des finances du 19 août 2013.
- Décret n° 2013-4056 du 19 septembre 2013, portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'un bureau de représentation à Tunis travaillant essentiellement avec les non résidents, de la société Ivoirienne de réassurance «AVENI RE».
- Décret n° 2013-4521 du 19 septembre 2013, relatif à l'approbation de la fermeture de la société de réassurance non résident «Best RE» en Tunisie.
- Décret n° 2014-967 du 24 janvier 2014, portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'une filiale non résident de la société Nigérienne de réassurance «Continental Reinsurance».
- Article 25 du Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi des finances pour l'année 2014 : Institution d'un régime fiscal spécifique aux Sukuk islamiques et au Fonds commun de Sukuk.
- Article 16 du loi n° 2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi des finances pour l'année 2016 : Adaptation du régime fiscal aux spécificités des mécanismes de la finance islamique.
- Loi organique n° 2015-26 du 07 août 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchissement d'argent : cette loi a abrogé les dispositions de la loi n°2003-75 du 10 décembre 2003 relative au soutien des efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchissement d'argent telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n°2009-65 du 12 août 2009.
- Décret gouvernemental n° 2015-1777 du 25 novembre 2015, portant organisation de la commission nationale de la lutte contre le terrorisme et des modalités de fonctionnement.
- Loi n° 2015-36 du 15 septembre 2015 relative à la réorganisation de la concurrence et des prix.
- Arrêté du ministre de la justice du 25 mars 2016, fixant les spécialités des experts judiciaires.
- Arrêté du ministre de la justice du 22 avril 2016, fixant le plafond des avocats désignés par les organismes publics.
- Arrêté du ministre de la justice et du ministre du commerce du 22 avril 2016, fixant les honoraires des avocats chargés de la représentation des organismes publics.
- Arrêté du ministre des finances du 1er mars 2016, portant fixation des montants prévus aux articles 100, 107, 108, 114 et 140 de loi n°2015-26 du 07 août 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent.



PREMIÈRE PARTIE

I- LES ASSURANCES DIRECTES

II- LA RÉASSURANCE

III- L'ACTIVITÉ GLOBALE (AFF.DIR & ACCEPTATIONS)

**IV- LES FONDS PROPRES, LES PLACEMENTS
& LES REVENUS FINANCIERS.**

I. Les assurances directes

A- Primes

Le montant des primes émises des entreprises d'assurances qui pratiquent les opérations directes totalise 1 841,339 MD en 2016 contre 1 661,949 MD en 2015 et 1 540,015 MD en 2014, soit une progression de 10,79 % en 2016 contre une évolution de 7,92 % en 2015.

Les entreprises privées spécialisées en assurance Vie : GAT VIE, HAYETT, MAGHREBIA VIE, CARTE VIE et ATTIJARI ASSURANCES ont réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 202,331 MD contre 170,171 MD en 2015 et 146,241 MD en 2014, soit une augmentation de 18,90 %.

B- Les sinistres réglés :

Les sinistres réglés au titre des affaires directes s'élèvent à 1 016,369 MD en 2016 contre 942,056 MD en 2015 et 831,379 MD en 2014 soit une augmentation de 7,89 % en 2016.

C- Les frais de gestion :

Les frais de gestion se composent des frais d'acquisition et des autres charges de gestion nettes. Ils s'élèvent à 422,085 MD en 2016 contre 404,037 MD en 2015 et 356,953 MD en 2014, soit une progression de 4,47 % en 2016. Rapportés aux primes émises des affaires directes, les frais de gestion représentent 22,92 % en 2016 contre 24,31 % en 2015 et 23,18% en 2014.

C.1. Les frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition totalisent 224,271 MD en 2016 contre 196,405 MD en 2015 et 186,703 MD en 2014, soit une progression de 14,19 % en 2016.

Le taux de commissionnement moyen est de l'ordre de 12,18 % en 2016 contre 11,82 % en 2015 et 12,12% en 2014.

C.2. Les autres charges de gestion nettes :

Les autres charges de gestion nettes se composent des frais d'administration et des autres charges techniques. Elles s'élèvent à 197,814 MD en 2016 (10,74 % des primes émises des affaires directes) contre 207,632 MD en 2015 (12,49 % des primes émises des affaires directes) et 170,250 MD en 2014 (11,06 % des primes émises des affaires directes).

Evolution des frais de gestion

En DT

Libellés	2014			2015			2016		
	Montant	En % des Primes	Evolution en %	Montant	En % des Primes	Evolution en %	Montant	En % des Primes	Evolution en %
Frais d'acquisition	186 703 005	12,12	17,67	196 404 730	11,82	5,20	224 271 317	12,18	14,19
Autres charges de gestion	170 249 623	11,06	20,31	207 632 455	12,49	21,96	197 813 691	10,74	-4,73
Frais de gestion	356 952 628	23,18	18,91	404 037 185	24,31	13,19	422 085 008	22,92	4,47



D- Résultat technique net (affaires directes)

D.1. Solde de souscription :

Le solde de souscription dégage un excédent de 555,551 MD en 2016 contre un excédent de 497,248 MD en 2015 et un excédent de 444,745 MD en 2014.

D.2. Frais de gestion :

Les frais de gestion passent de 356,953 MD en 2014 à 404,037 MD en 2015 et à 422,085 MD en 2016.

D.3. Solde financier :

Le solde financier s'élève à 148,447 MD en 2016 contre 172,674 MD en 2015 et 132,595 MD en 2014, soit une baisse de 14,03 % en 2016.

D.4. Solde de réassurance (résultats des cessions) :

Le solde de réassurance (résultats des cessions) dégage un déficit de 159,408 MD en 2016 contre un déficit de 140,205 MD en 2015 et un déficit de 132,841 MD en 2014.

D.5. Résultat Technique:

Le résultat technique dégage un excédent de 122,505 MD en 2016 (6,53 % des primes émises des affaires directes) contre un excédent 125,679 MD en 2015 (7,56 % des primes émises des affaires directes) et un excédent 87,547 MD en 2014 (5,68 % des primes émises des affaires directes).

II. La réassurance

Les opérations de réassurance effectuées par les entreprises d'assurances exploitant les assurances directes sont les suivantes :

I. Les Acceptations :

A. Les primes :

Le montant des primes acceptées s'élève en 2016 à 15,688 MD contre 16,286 MD en 2015 et 16,054 MD en 2014. Les acceptations en 2016 représentent 0,84 % du chiffre d'affaires total contre 0,98 % en 2015 et 1,03 % en 2014.

Evolution des primes acceptées

En MD

Année	Primes Acceptées	Taux de Croissance En %	En % des Primes Emises du Marché
2014	16,054	6,51	1,03
2015	16,286	1,45	0,98
2016	15,688	-3,67	0,84

B. Les sinistres :

Les sinistres réglés en 2016 au titre des acceptations atteignent 7,764 MD contre 7,316 MD MD en 2015 et 8,626 MD en 2014 enregistrant ainsi une augmentation de 6,12 % par rapport à 2015.

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de (-0,864 MD) en 2014 et (-1,577 MD) MD en 2015 à 2,484 MD en 2016.

Pour les opérations d'acceptations, le rapport sinistres aux primes acquises sans tenir compte des frais de gestion s'est détérioré de 20,32 passant de 38,54 % en 2015 à 58,86 % en 2016.

En MD

	2014	2015	Variation en %	2016	Variation en %
- Sinistres réglés net de recours	8,626	7,316	-15,19	7,764	6,12
- Dotation à la provision pour sinistres à payer	-0,864	-1,577	82,50	2,484	--
- Charge de sinistres	7,762	5,739	-26,06	10,248	78,58
- Primes acquises	16,278	14,892	-8,52	17,410	16,91
- Rapports sinistres aux primes acquises en %	47,68	38,54	-9,14	58,86	20,32

C. Les frais de gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) de la branche acceptation s'élèvent à 2,409 MD en 2016 contre 1,411 MD en 2015 et 1,861 MD en 2014 soit une augmentation de 70,76 % en 2016.

En 2016 les frais de gestion représentent 15,36 % des primes acceptées contre 8,66 % en 2015 et 11,59% en 2014.

Evolution de l'ensemble des frais de gestion

En MD

	2014			2015			2016		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance
Frais d'acquisition	0,927	5,77	-63,50	0,324	1,99	-65,05	1,318	8,40	306,79
Autres charges de Gestion nettes	0,934	5,82	19,59	1,087	6,67	16,35	1,091	6,96	0,37
Frais de gestion	1,861	11,59	-43,96	1,411	8,66	-24,19	2,409	15,36	70,76

Compte tenu des frais de gestion le rapport sinistres aux primes acceptées s'élève à 72,70 % en 2016 contre 48,01 % en 2015 et 59,11% en 2014. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est détérioré de 24,69 %.

Le rapport sinistres aux primes émises frais de gestion compris s'élève à 80,68% en 2016.

D. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 7,137 MD en 2016 contre 9,129 MD en 2015 et 8,334 MD en 2014.

Par ailleurs, les frais de gestion sont passés de 1,861 MD en 2014 et de 1,411 MD en 2015 à 2,409 MD en 2016.

La branche acceptation dégage en 2016 un solde financier de 0,302 MD contre un solde de 0,690 MD en 2015 et de 0,515 MD en 2014.

Le solde de réassurance (résultats des cessions) s'est passé d'un déficit de 0,181 MD en 2014 et un déficit de 0,179 MD en 2015 à un déficit de 0,528 MD en 2016.

Le résultat technique dégage un excédent de 4,502 MD en 2016 contre un excédent de 8,229 MD en 2015 et un excédent de 6,808 MD en 2014.

Compte d'exploitation de la branche acceptation

En DT

- Primes acquises	17 410 092
- Primes émises	15 688 066
-Variation des provisions pour primes non acquises	1 722 026
- Charge de prestation	-10 273 588
- Prestation et frais payés	-7 764 044
-Variation des provisions pour sinistres à payer	-2 483 954
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-
- Autres charges techniques	-25 590
SOLDE DE SOUSCRIPTION	7 136 504
SOLDE DE GESTION	-2 408 941
SOLDE FINANCIER	301 923
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-527 567
RÉSULTAT TECHNIQUE	4 501 919

II. Les Cessions :

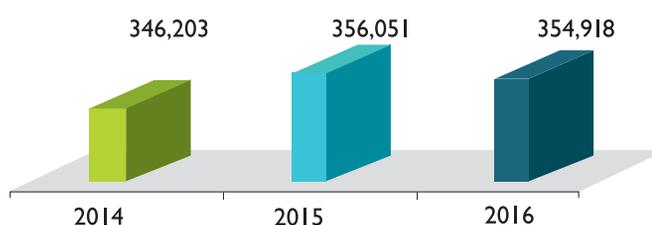
A. Les primes cédées : (Affaires directes)

Les primes cédées par les entreprises d'assurances sur les affaires directes totalisent un montant de 354,918 MD en 2016 contre 356,051 MD en 2015 et 346,203 MD en 2014 soit une baisse de 0,32 % par rapport à 2015.

Le taux de cession est de 19,27 % des primes émises en 2016 contre 21,42 % en 2015 et 22,48% en 2014.

Les branches incendie, transport, risques agricoles, crédit et risques techniques et divers demeurent fortement réassurées avec des taux de cession respectifs de 75,67%, 69,14%, 67,17%, 66,39% et 61,44%.

EN DT



Primes cédées par branche

EN DT

BRANCHE	2015			2016		
	PRIMES CEDEES	TAUX DE CESSION	ÉVOL.N EN %	PRIMES CEDEES	TAUX DE CESSION	ÉVOL.N EN %
AUTOMOBILE	84 741 519	11,06	13,71	63 875 486	7,66	-24,62
GROUPE MALADIE	5 539 547	2,33	-4,30	7 345 521	2,77	32,60
TRANSPORT	51 067 514	72,03	-2,60	40 647 711	69,14	-20,40
INCENDIE	84 326 931	74,92	2,70	90 943 347	75,67	7,85
RISQUES AGRICOLES	4 102 659	72,41	-14,35	3 754 912	67,17	-8,48
RISQUES DIVERS	89 899 440	58,28	0,91	102 542 938	61,44	14,06
VIE	28 201 943	9,33	-4,19	36 276 411	9,64	28,63
CRÉDIT	8 171 507	65,96	3,36	9 531 554	66,39	16,64
TOTAL AFFAIRES DIRECTES	356 051 060	21,42	2,89	354 917 880	19,27	-0,32
PRIMES RETROCEDEES	689 992	4,24	-0,75	1 519 884	9,69	120,28
TOTAL	356 741 052	21,26	2,88	356 437 764	19,19	- 0,09

B. Sinistres à la charge des réassureurs au titre des affaires directes :

Les sinistres à la charge des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent à 78,543 MD en 2016 contre 98,427 MD en 2015 et 111,804 MD en 2014 soit une baisse de 20,20 % en 2016. Ils représentent 7,73 % du total des règlements des sinistres au titre des opérations directes en 2016 contre 10,45 % en 2015 et 13,45 % en 2014.

Les sinistres réglés à la charge des réassureurs au titre des opérations directes dans les branches transport, incendie et Risques Agricoles sont les plus importants, ils représentent respectivement 76,10% et 62,08% et 52,20%.

C. Commission reçue des réassureurs au titre des affaires directes :

Les commissions reçues des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent en 2016 à 85,933 MD contre 78,797 MD en 2015 et 71,728 MD en 2014.

Les taux des commissions reçues des branches Vie, Crédit et Incendie sont les plus élevés, ils représentent respectivement 41,17%, 29,83% et 27,43%.

Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre des opérations directes sont retracés dans le tableau ci-après :

Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre Des affaires directes par branche en 2016 (rétrocession non comprise)

En DT

Branches	sinistres à la charge des réassureurs	en % des sinistres réglés	en % des primes émises	comm. à la charge des réassureurs	en % des primes cédées
Automobile	16 936 183	2,98	2,06	17 643 170	27,62
Groupe Maladie	2 183 222	0,94	0,82	664 004	9,04
Accidents de Travail	27 026	0,88	-	-	-
Transport	8 913 841	76,10	15,16	6 456 135	15,88
Incendie	21 059 038	62,08	17,52	24 943 067	27,43
Risques Agricoles	1 420 510	52,20	25,41	854 654	22,76
Risques Divers	18 776 754	43,59	11,25	17 593 670	17,16
Vie	8 429 795	6,97	2,24	14 934 975	41,17
Crédit	796 134	46,20	5,55	2 842 835	29,83
TOTAL CESSIONS	78 542 503	7,73	4,27	85 932 510	24,21

D. Résultat des cessions :

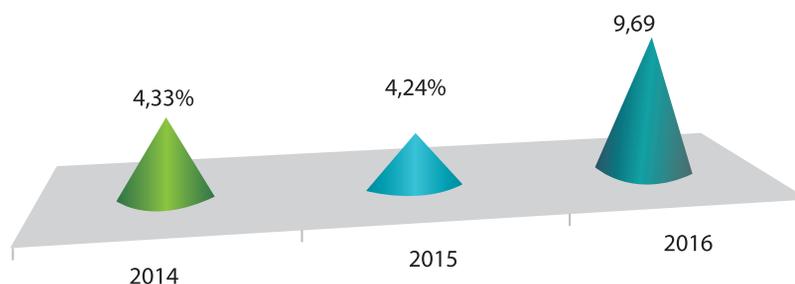
Les opérations des cessions au titre des opérations directes (rétrocessions non comprises) dégagent un résultat déficitaire de 159,408 MD en 2016 contre un déficit de 140,205 MD en 2015 et un déficit de 132,841 MD en 2014.

III. Rétrocessions

Les Primes rétrocédées s'élèvent à 1,520 MD en 2016 contre 0,690 MD en 2015 et 0,695 MD en 2014.

Le taux de rétrocession est de 9,69 % en 2016 contre 4,24 % en 2015 et 4,33 % en 2014.

Evolution du taux de rétrocession



Les Opérations de Réassurance Effectuées par Tunis Ré

A. Les primes

En 2016, le chiffre d'affaires de Tunis Ré a atteint 113,434 MD contre 100,586 en 2015 et 97,634 MD en 2014 marquant ainsi une augmentation de 13 %.

A noter que le chiffre d'affaires de 2016 tient compte du chiffre d'affaires de l'activité Retakaful qui a atteint 9,036 MD contre un chiffre d'affaires de 6,575 MD en 2015 soit une évolution de 37%.

Le chiffre d'affaires des acceptations conventionnelles est passé de 65,608 MD en 2015 à 69,442 MD en 2016, enregistrant ainsi une amélioration de 6 %.

Le chiffre d'affaires des acceptations facultatives est passé de 34,978 MD en 2015 à 43,992 MD en 2016, enregistrant ainsi une progression de 26 %.

La répartition des primes acceptées par branche est retracée dans le tableau suivant :

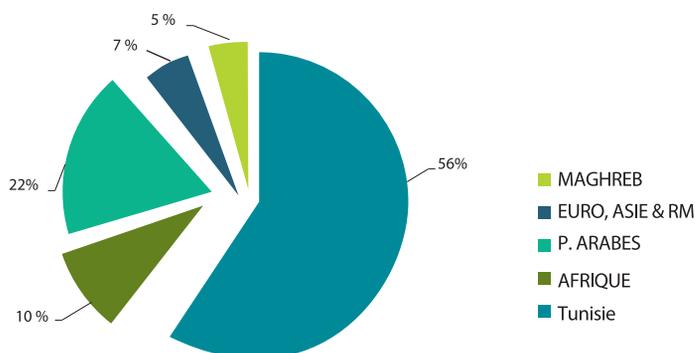
Primes par branches

En MD

	BILAN 2014		BILAN 2015		EVOL 14/ 13 En %	BILAN 2016		EVOL 15/ 14 En %
	Montant	Structure En %	Montant	Structure En %		Montant	Structure En %	
INCENDIE	32,265	33	34,902	35	8	42,083	37	21
A R D	11,517	12	14,666	15	27	15,110	13	3
R.TECH	18,145	18	17,251	17	-5	22,771	20	32
TRANSPORT	14,751	15	14,966	15	1	14,977	13	0
AVIATION	16,277	17	12,806	13	-21	10,263	10	-20
VIE	4,679	5	5,994	6	28	8,230	7	37
TOTAL	97,634	100	100,586	100	3	113,434	100	13

La répartition du chiffre d'affaires par zone, confirme sur les cinq dernières années une croissance soutenue aussi bien sur le marché tunisien (en moyenne +5%), que sur le marché Étranger (en moyenne +11).le chiffre d'affaires 2016 est distribué entre 56% sur le marché national et 44% sur le marché étranger.

Chiffre d'affaires par zone en 2016



B. Charges des sinistres & Frais généraux :

La charge de sinistre constituée des sinistres réglés et de la variation de la provision pour sinistres à payer au niveau des acceptations, ont atteint 55,821 MD en 2016 contre 50,988 MD en 2015 et 51,587 MD en 2014 enregistrant ainsi une hausse de 9 %.

Dans cette charge de sinistre est comprise une charge de 3,670 MD relative à l'activité Retakaful.

C. Provisions techniques :

Les provisions techniques constituées des provisions pour primes non acquises et des provisions pour sinistres à payer ont atteint 204,902 MD en 2016 contre 184,554 MD en 2015 enregistrant ainsi un renforcement de 9 %.

D. Placements & revenus financiers :

Les placements de Tunis Re englobent les placements financiers, monétaires, immobiliers et des dépôts auprès des cédantes. Ils s'élèvent en 2016 à 327,6 MD contre 312,5 MD en 2015, soit une évolution de 5%.

E. Résultat :

Le résultat après rétrocession en 2016 est excédentaire de 14,310 MD contre 13,990 MD en 2015 marquant une amélioration de 2% par rapport au résultat 2015.

I. L'activité globale (affaires directes & acceptations)

A. Les primes

En 2016 le chiffre d'affaires global du secteur des assurances (affaires directes et acceptations) s'élève à 1 857,027 MD contre 1 678,235 MD en 2015 et 1 556,069 MD en 2014 soit un taux de croissance de 10,65 % en 2016 contre 7,85% en 2015 et 10,15% en 2014.

En DT

INTITULES	2014		2015			2016		
	Montant	En %	Montant	En %	T.C 15/14 en %	Montant	En %	T.C 16/15 en %
1. STAR	288 208 060	18,52	305 541 625	18,21	6,01	322 124 647	17,35	5,43
2. COMAR	157 472 765	10,12	161 646 012	9,63	2,65	170 911 670	9,20	5,73
3. AMI	123 885 336	7,96	138 161 309	8,23	11,52	156 030 016	8,40	12,93
4. GAT	132 926 044	8,54	133 488 294	7,95	0,42	137 658 824	7,41	3,12
5. MAGHREBIA	120 413 488	7,74	120 811 416	7,20	0,33	136 751 082	7,36	13,19
6. ASTREE	117 918 061	7,58	124 525 778	7,42	5,60	131 025 243	7,06	5,22
7. CARTE	81 739 259	5,25	87 051 217	5,19	6,50	98 608 233	5,31	13,28
8. ASS. BIAT	69 408 657	4,46	78 119 923	4,65	12,55	96 005 222	5,17	22,89
9. MAE	85 597 088	5,50	91 137 048	5,43	6,47	95 850 715	5,16	5,17
10. G/CTAMA	73 557 099	4,73	71 673 634	4,27	-2,56	79 017 032	4,26	10,25
11. LLOYD	69 844 432	4,49	75 251 403	4,48	7,74	75 642 549	4,07	0,52
12. SALIM	50 125 869	3,22	61 507 963	3,67	22,71	73 276 947	3,95	19,13
13. ATTIJARI.ASS.	40 419 234	2,60	47 591 244	2,84	17,74	53 118 460	2,86	11,61
14. HAYETT	30 556 834	1,96	38 563 259	2,30	26,20	50 978 426	2,75	32,19
15. MAGHREBIA.VIE	39 390 071	2,53	41 585 333	2,48	5,57	45 817 277	2,47	10,18
16. ZITOUNA .TAKAFUL	19 304 035	1,24	27 256 012	1,62	41,19	35 718 126	1,92	31,05
17. CARTEVIE	28 075 685	1,80	29 001 227	1,73	3,30	33 844 506	1,82	16,70
18. EI AMANA TAKAFUL	5 290 800	0,34	12 521 900	0,75	136,67	22 171 863	1,19	77,06
19. GAT VIE	7 798 944	0,50	13 429 891	0,80	72,20	18 572 560	1,00	38,29
20. At-TAKAFULIA	4 501 774	0,29	9 515 247	0,56	111,37	12 775 787	0,69	34,27
21. COTUNACE	9 635 418	0,62	9 855 190	0,59	2,28	11 127 431	0,60	12,91
TOTAL	1 556 068 953	100	1 678 234 925	100	7,85	1 857 026 707	100	10,65

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

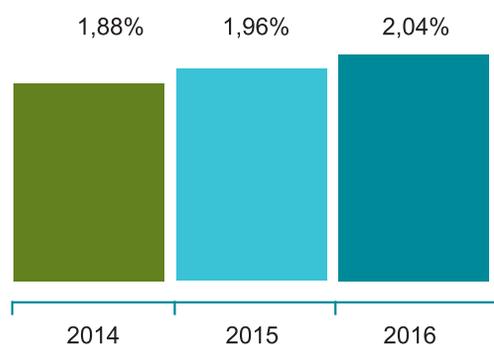
2014		2015		2016	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
STAR	37,18	STAR	36,07	STAR	34,95
COMAR					
GAT					
		AMI		AMI	

La part des trois premières entreprises dans l'activité globale est passée de 37,18% en 2014 et de 36,07% en 2015 à 34,95 % en 2016.

13 entreprises ont un taux de croissance supérieur à la moyenne du marché 10,65 %

A.1. Taux de pénétration :

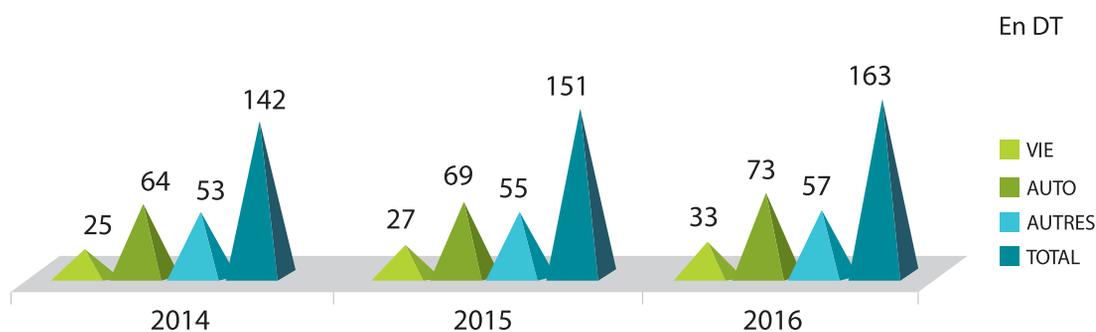
Le taux de pénétration de l'assurance tunisienne dans l'économie (total des primes émises par rapport au produit intérieur brut) est passé de 1,88% en 2014 et 1,96 % en 2015 à 2,04 % en 2016.



A.2. Primes par habitant :

La prime d'assurance moyenne par habitant est passée de 141,680 DT en 2014 (117,079 DT en assurance non vie et 24,601 DT en assurance vie), à 151,056 DT en 2015 (123,862 DT en assurance non vie et 27,194 DT en assurance vie) et à 162,897 DT en 2016 (129,897 DT en assurance non vie et 33,000 DT en assurance vie).

Cette prime moyenne par habitant n'a cessé de croître durant les trois dernières années. Elle comporte une part importante afférente à l'assurance automobile dont la prime moyenne par habitant est de 73,153 dinars en 2016 contre 68,944 dinars en 2015 et 64,370 dinars en 2014.



A.3. Primes émises par branche

La structure du marché reste inchangée, l'assurance automobile occupe toujours la première place des émissions totales avec 44,91 % en 2016 contre 45,64 % en 2015 et 45,43% en 2014. Elle est suivie par la branche assurance vie qui représente 20,26 % en 2016 contre 18,00 % en 2015 et 17,36 % en 2014.

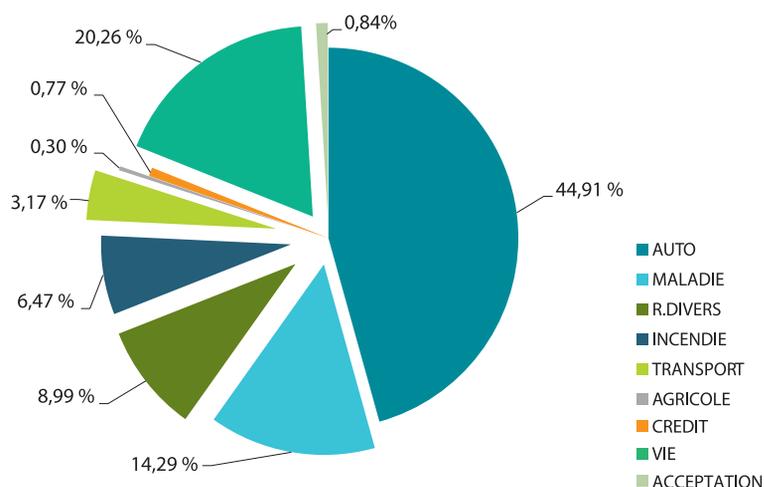
Les branches Vie et Crédit ont connu les taux de croissance les plus élevés en 2016 avec respectivement 24,52% et 15,89%.

L'évolution des primes émises par branche

En DT

Branche	2014		2015			2016		
	Primes émises	STRU EN %	Primes émises	STRU EN %	EVOL. EN %	Primes émises	STRU EN %	EVOL. EN %
Automobile	706 943 439	45,43	765 964 213	45,64	8,35	833 949 362	44,91	8,88
Accident de travail	-	-	-	-	-	-90	-	-
Groupe Maladie	217 755 483	13,99	238 077 150	14,19	9,33	265 352 901	14,29	11,46
Transport	72 427 777	4,65	70 901 145	4,22	-2,11	58 794 276	3,17	-17,08
Incendie	106 871 133	6,87	112 559 881	6,71	5,32	120 184 389	6,47	6,77
Risques Agricoles	7 526 176	0,48	5 666 018	0,34	-24,72	5 590 141	0,30	-1,34
Risques divers	146 746 191	9,43	154 266 105	9,19	5,12	166 901 998	8,99	8,19
Vie	270 193 555	17,36	302 125 753	18,00	12,82	376 208 832	20,26	24,52
Crédit	11 551 570	0,74	12 388 597	0,74	7,25	14 356 832	0,77	15,89
TOTAL A.D.	1 540 015 324	98,97	1 661 948 862	99,03	7,92	1 841 338 641	99,16	10,79
Acceptations	16 053 629	1,03	16 286 063	0,97	1,45	15 688 066	0,84	-3,67
TOT° primes émises	1 556 068 953	100	1 678 234 925	100	7,85	1 857 026 707	100	10,65

Primes émises par branche en 2016



B. Les Sinistres et les Provisions Techniques :

B.1. Sinistres :

Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 1 024,133 MD en 2016 contre 949,372 MD en 2015 et 840,005 MD en 2014 enregistrant ainsi une augmentation de 7,87 %.

Le montant des sinistres réglés au titre des branches automobile et assurance groupe maladie représente 78,03 % en 2016 du total des règlements contre 74,75 % en 2015 et 77,51% en 2014, alors que les primes encaissées au titre de ces deux branches représentent 59,20 % en 2016 contre 59,83 % en 2015 et 59,42 % en 2014.

Les sinistres réglés au titre de la branche accident du travail s'élèvent à 3,062 MD en 2016 contre 2,980 MD en 2015 et 3,098 MD en 2014 bien que la gestion de ce risque soit transférée à la CNSS depuis le 1er janvier 1995.

Les branches Incendie et Risques divers ont connu le taux de croissance le plus élevé des règlements de sinistres avec des taux de croissance respectifs de 36,09% et 34,33 %.

L'évolution des sinistres par branche

En DT

Branche	2014		2015			2016		
	Sinistres Réglés	En %	Sinistres Réglés	En %	EVOL. En %	Sinistres Réglés	En %	EVOL. En %
Automobile	458 447 549	54,58	504 731 993	53,16	10,10	567 661 389	55,43	12,47
Groupe Maladie	192 634 460	22,93	204 946 439	21,59	6,39	231 459 517	22,60	12,94
Accident du T.	3 097 547	0,37	2 979 587	0,31	-3,81	3 061 647	0,30	2,75
Transport	10 245 292	1,22	24 531 326	2,58	139,44	11 714 018	1,14	-52,25
Incendie	58 432 401	6,96	24 925 527	2,63	-57,34	33 922 123	3,31	36,09
Risques Agricoles	5 808 246	0,69	3 009 621	0,32	-48,18	2 721 292	0,27	-9,58
Risques divers	32 326 161	3,85	32 069 372	3,38	-0,79	43 079 155	4,21	34,33
Vie	66 517 472	7,92	141 792 953	14,94	113,17	121 026 414	11,82	-14,65
Crédit	3 872 673	0,46	3 069 645	0,32	-20,74	1 723 381	0,17	-43,86
Total A.D.	831 378 801	98,97	942 056 463	99,23	13,31	1 016 368 936	99,24	7,89
Acceptations	8 625 712	1,03	7 315 970	0,77	-15,18	7 764 044	0,76	6,12
TOTAL	840 004 513	100	949 372 433	100	13,02	1 024 132 980	100	7,87

B.2. Les Provisions Techniques

Les provisions techniques totalisent en 2016 un montant de 3 818,821 MD contre 3 545,376 MD en 2015 et 3 338,044 MD en 2014 soit une augmentation de 7,71 % par rapport à 2015.

Evolution des provisions techniques

En DT

PROVISIONS TECHNIQUES	2014	2015	2016
Provision pour primes non acquises	372 648 747	401 365 867	428 369 473
Provision Mathématique vie	843 260 187	959 823 741	1 137 738 074
Provision pour sinistre à payer vie	69 693 926	78 113 054	88 392 356
Provision pour sinistre à payer non vie	1 901 528 848	1 970 834 483	2 030 621 714
Provision pour PB vie	7 969 706	9 089 411	10 721 361
Provision pour PB non vie	23 663 368	30 624 221	28 766 805
Provision pour Egalisation/Equilibrage	22 606 607	23 423 118	24 928 800
Autres Provisions Techniques vie	39 374 058	13 776 038	16 406 980
Autres Provisions Techniques non vie	57 298 381	58 325 662	52 875 106
TOTAL	3 338 043 828	3 545 375 595	3 818 820 669

B.3. Rapport sinistres aux primes

La dotation à la provision pour sinistres à payer au 31 décembre 2016 a enregistré une augmentation de 39,99 % passant de 245,317 MD en 2014 et 181,286 MD en 2015 à 253,785 MD en 2016.

Pour l'activité globale le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est détérioré de 1,30 en 2016 en passant de 68,54% en 2015 à 69,84% en 2016.

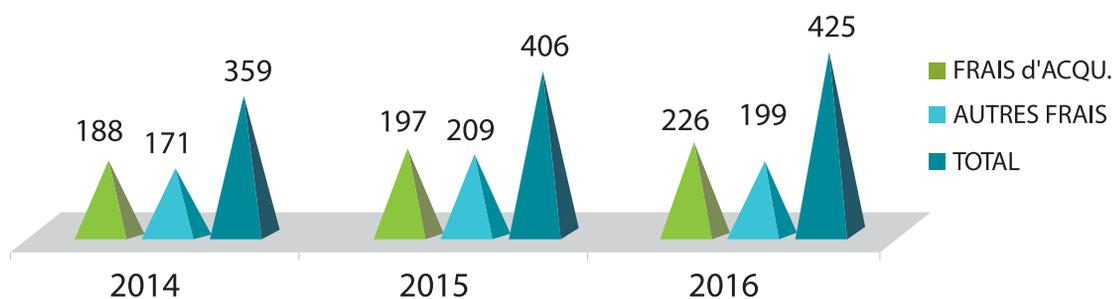
En MD

	2014	2015	Variation	2016	Variation en %
• Sinistres payés net de recours	840,005	949,372	13,02	1 024,133	7,87
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	245,317	181,286	-26,10	253,785	39,99
• Charges sinistres	1 085,322	1 130,658	4,18	1 277,918	13,02
• Primes acquises	1 532,415	1 649,564	7,64	1 829,712	10,92
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	70,82%	68,54 %	-2,28	69,84	1,30

C. Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent à 424,494 MD en 2016 contre 405,448 MD en 2015 et 358,814 MD en 2014 soit une augmentation de 4,70% en 2016.

Evolution du Frais de gestion



Rapportés aux primes émises les frais de gestion représentent 22,86 % en 2016 contre 24,16 % en 2015 et 23,06 % en 2014.

Evolution du Frais de gestion

EN DT

Libellé	2014			2015			2016		
	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %
Frais d'acquisition	187 630 220	12,06	16,39	196 728 747	11,72	4,85	225 589 007	12,15	14,67
Autres charges de gestion nettes	171 183 533	11,00	20,30	208 719 173	12,44	21,93	198 904 942	10,71	-4,70
Frais de gestion	358 813 753	23,06	18,23	405 447 920	24,16	13,00	424 493 949	22,86	4,70

Compte tenu des frais de gestion le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 93,04 % en 2016 contre 93,12% en 2015 et 94,23% en 2014. Ainsi, le rapport sinistres aux primes acquises (frais de gestion compris) s'est amélioré de 0,08 en 2016.

D. Résultats Techniques :

D.1. Solde de souscription

Le solde de souscription dégage un excédent de 562,687 MD en 2016 contre 506,377 MD en 2015 et 453,080 MD en 2014.

D.2. Frais de gestion

Les frais de gestion sont passés de 358,814 MD en 2014 et de 405,448 MD en 2015 à 424,494 MD en 2016.

D.3. Solde financier

Les affaires totales (affaires directes et acceptations) dégagent en 2016 un solde financier de 148,749 MD contre 173,364 MD en 2015 et 133,111 MD en 2014.

D.4. Solde de réassurance (résultat des cessions)

Le solde de réassurance (résultat des cessions) dégage un déficit de 159,936 MD en 2016 contre un déficit de 140,384 MD en 2015 et un déficit de 133,022 MD en 2014.

D.5. Résultat Technique

Le résultat technique atteint un excédent de 127,007 MD en 2016 contre un excédent de 133,908 MD en 2015 et un excédent 94,355 MD en 2014.

Résultat technique net par branche

En DT

Branches	2015			2016		
	Résultat Technique	Résultat Financier	Résultat Technique net	Résultat Technique	Résultat Financier	Résultat Technique net
Automobile	37 769	94 520	-56 751	51 083	71 379	-20 295
Groupe Maladie	-3 349	4 409	-7 758	-10 597	5 109	-15 706
Accidents de Trav.	1 145	3 051	-1 906	-1 123	1 310	-2 434
Transport	10 005	1 862	8 143	8 041	-1 872	9 913
Incendie	16 956	5 587	11 369	12 325	5 516	6 809
Risques Agricole	0 874	0 523	0 351	1 052	0 296	0 756
Risques Divers	21 045	11 122	9 923	15 623	9 961	5 662
Vie	40 688	50 206	-9 518	43 858	55 555	-11 692
Crédit	546	1 394	-0 848	2 242	1 198	1 044
TOTAL 1	125 679	172 674	-46 995	122 505	148 447	-25 942
CESSIONS ET RETROCESSIONS	8 229	690	7 539	4 502	0 302	4 200
TOTAL 2	133 908	173 364	-39 456	127 007	148 749	-21 742

Compte d'exploitation en 2016 «Affaires directes + acceptations»

En DT

- Primes acquises	1 829 711 747
- Primes émises	1 857 026 707
- Variation des provisions pour primes non acquises	-27 314 960
- Charge de prestation	-1 267 024 336
- Prestation et frais payés	-1 024 132 980
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-253 784 970
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-2 124 383
- Autres charges techniques	13 017 997
SOLDE DE SOUSCRIPTION	562 687 411
SOLDE DE GESTION	-424 493 949
SOLDE FINANCIER	148 749 352
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-159 935 996
RÉSULTAT TECHNIQUE	127 006 818

E. Fonds propres, Placements & Revenus financiers

E.1. Fonds propres :

Constitués par le capital social ou le fonds commun des sociétés d'assurances à forme mutuelles, les réserves et les primes liées au capital, les fonds propres des entreprises d'assurances ont atteint 1 084,176 MD en 2016 contre 1 069,326 MD en 2015 et 876,300 MD en 2014.

Fonds propres

En MD

	2014	2015	2016
Fonds commun et capital social	364,219	422,073	452,852
Les réserves et les primes liées au capital	512,081	647,253	631,324
Fonds propres	876,300	1 069,326	1 084,176

E.2. Les placements

Les placements des entreprises d'assurances figurant à l'actif du bilan s'élèvent à 4 470,377 MD en 2016 contre 4 101,148 MD en 2015 et 3 674,296 MD en 2014 soit une augmentation de 9,00 % par rapport à 2015.

Placements

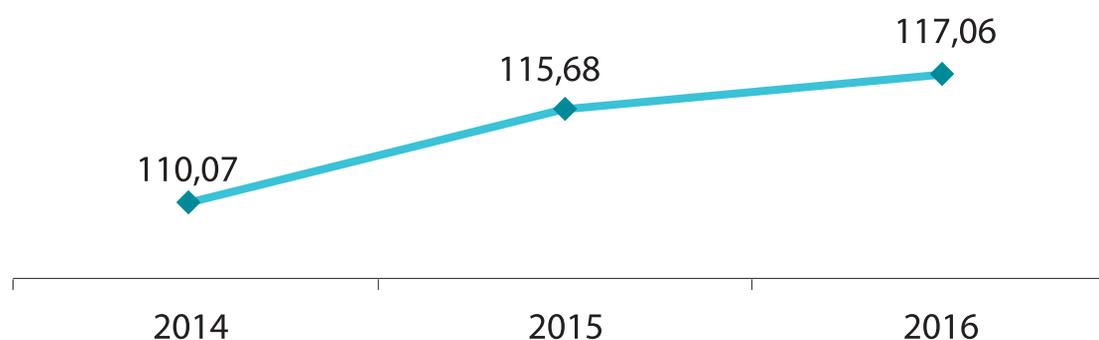
En MD

	2014	2015	Taux de Croissance %	2016	Taux de Croissance %
Placements	3 674,296	4 101,148	11,62	4 470,377	9,00

le taux de couverture (c'est le ratio des placements sur les provisions techniques) s'élève à 117,06 % en 2016 contre 115,68 % en 2015 et 110,07% en 2014.

Les taux de couverture réalisés durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau ci-après :

Taux de Couverture en %



E.3. Les Revenus financiers

Les revenus des placements (valeurs mobilières et immeubles) totalisent 161,963 MD en 2016 contre 184,525 MD en 2015 et 142,475 MD en 2014 soit une diminution de 12,23 % par rapport à 2015.

Le taux de rendement moyen de ces titres représente 3,62 % en 2016 contre 4,50% en 2015 et 3,88% en 2014.

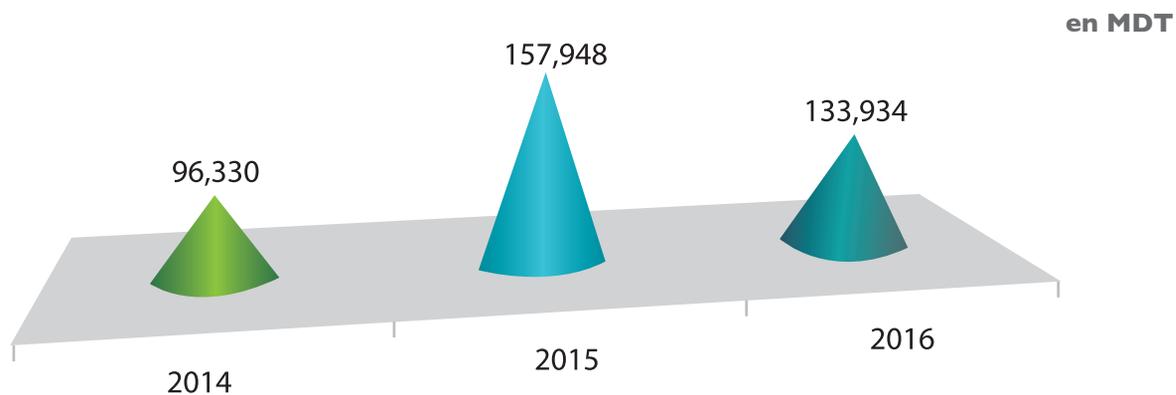
Taux de Rendement en %

	2014	2015	Taux de Croissance %	2016	Taux de Croissance %
Revenus financiers	142,475	184,525	29,51	161,963	-12,23
Placements admis	3 674,296	4 101,148	11,62	4 470,377	9,00
Taux de rendement en %	3,88	4,50	0,62	3,62	-0,88

E.4. Résultat aux bilans :

Les bilans consolidés des entreprises d'assurances dégagent un résultat bénéficiaire de 133,934 MD en 2016 (7,21 % des primes émises) contre 157,948 MD en 2015 (9,41 % des primes émises) et un bénéfice de 96,330 MD en 2014 (6,19% des primes émises).

Résultat aux bilans





DEUXIÈME PARTIE

A – ASSURANCES NON VIE & VIE

B – ETUDE PAR BRANCHE

I. AUTOMOBILE

II. GROUPE MALADIE

III. TRANSPORT

IV. INCENDIE

V. RISQUES DIVERS

VI. CRÉDIT

VII. RISQUES AGRICOLES

VIII. VIE

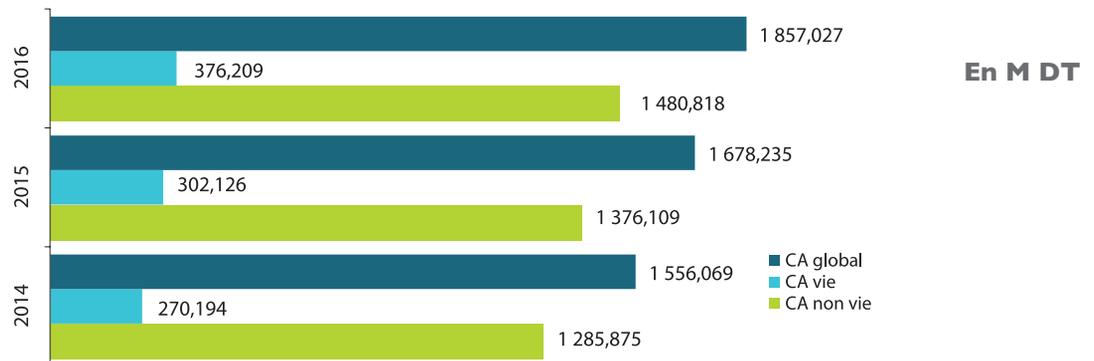
ASSURANCES NON VIE & VIE

I. Les primes

En 2016 le chiffre d'affaires global du secteur des assurances s'élève à 1 857,027 MD contre 1 678,235 MD en 2015 et 1 556,069 MD en 2014 soit un taux de croissance de 10,65 % en 2016 contre 7,85 % en 2015 et 10,15% en 2014. Les primes émises en assurance non vie s'élève à 1 480,818 MD en 2016 contre 1 376,109 MD en 2015 et 1 285,875 MD en 2014 enregistrant une augmentation de 7,61 % par rapport à 2015 elles représentent 79,74 % du total des émissions contre 82,00 % en 2015 et 82,64 % en 2014.

Les primes émises en assurance vie s'élève à 376,209 MD en 2016 contre 302,126 MD en 2015 et 270,194 MD en 2014. Enregistrant une augmentation de 24,52 % contre une augmentation de 11,82 % en 2015 elles représentent 20,26 % du total des émissions contre 18,00 % en 2015 et 17,36% en 2014.

Evolution des sinistres réglés Non Vie & Vie 2014-2016



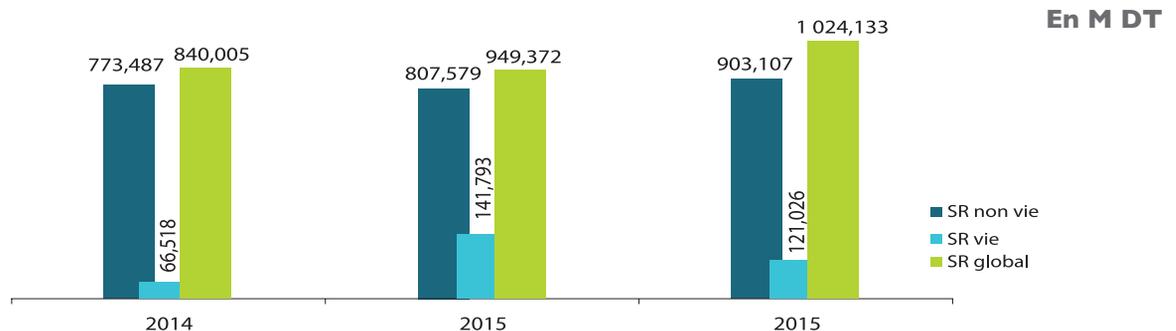
2. Sinistres

Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 1 024,133 MD en 2016 contre 949,372 MD en 2015 et 840,005 MD en 2014 enregistrant ainsi une augmentation de 7,87%.

Le montant des sinistres réglés au titre des assurances non vie s'élève à 903,107 MD en 2016 contre 807,579 MD en 2015 et 773,487 MD en 2014, soit une hausse de 11,83 % par rapport à 2015. Il représente 88,18 % des totales des indemnités payées en 2016 contre 85,06 % en 2015 et 92,08% en 2014.

Pour l'assurance vie, les sinistres réglés représentent 11,82 % du montant global des indemnités payées en 2016 contre 14,94 % en 2015 et 7,92 % en 2014. Le montant des ces indemnités est de 121,026 MD en 2016 contre 141,793 MD en 2015 et 66,518 MD en 2014.

Evolution des sinistres réglés Non Vie & Vie 2014-2016



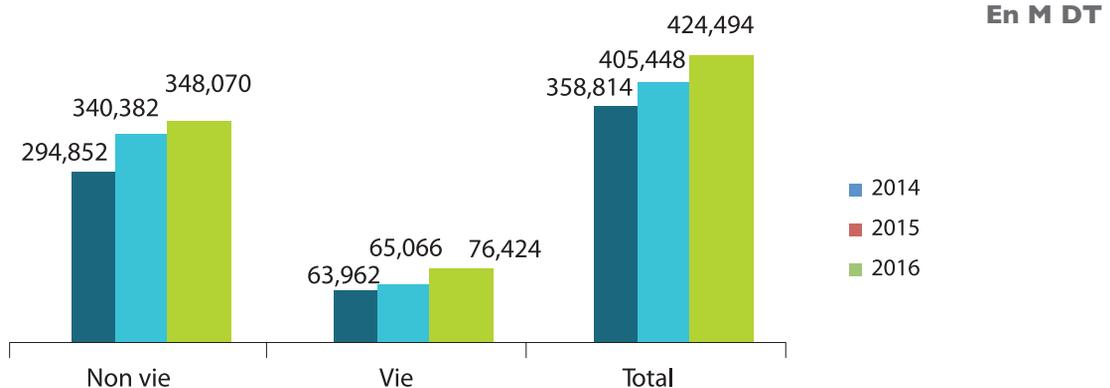
3. Frais de Gestion

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) totalisent 424,494 MD en 2016 contre 405,448 MD en 2015 et 358,814 MD en 2014, soit une augmentation de 4,70% par rapport à 2015.

Pour les assurances non vie les frais de gestion s'élèvent à 348,070 MD en 2016 contre 340,382 MD en 2015 et 294,852 MD en 2014, soit une évolution de 2,26 % par rapport à 2015.

Les frais de gestion de la branche vie ont augmenté de 17,46 % passant de 63,962 MD en 2014 et 65,066 MD en 2015 à 76,424 MD en 2016.

Evolution des frais de gestion Non Vie & Vie 2014-2016



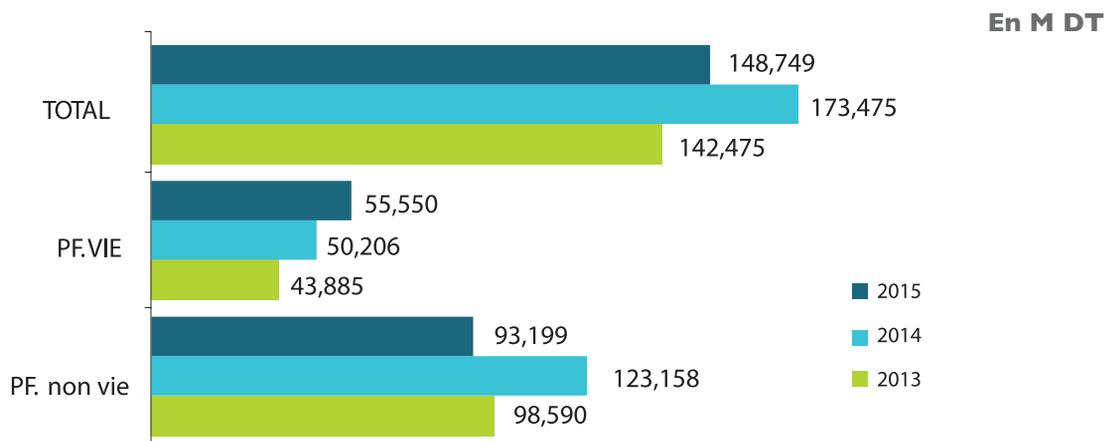
4. Produits financiers

Les produits financiers du secteur d'assurance totalisent 148,749 MD en 2016 contre 173,364 MD en 2015 et 142,475 MD en 2014 soit une baisse de 14,20 % par rapport à 2015.

En effet pour les assurances non vie Les produits financiers enregistrent une baisse de 24,32 % passant de 98,590 MD en 2014 et de 123,158 MD en 2015 à 93,199 MD en 2016.

En outre les produits financiers de l'assurance vie ont enregistré une augmentation de 10,64 % passant de 43,885 MD en 2014 et de 50,206 MD en 2015 à 55,550 MD en 2016.

Evolution des Produits financiers Non Vie & Vie 2014 - 2016



5. Résultats Techniques

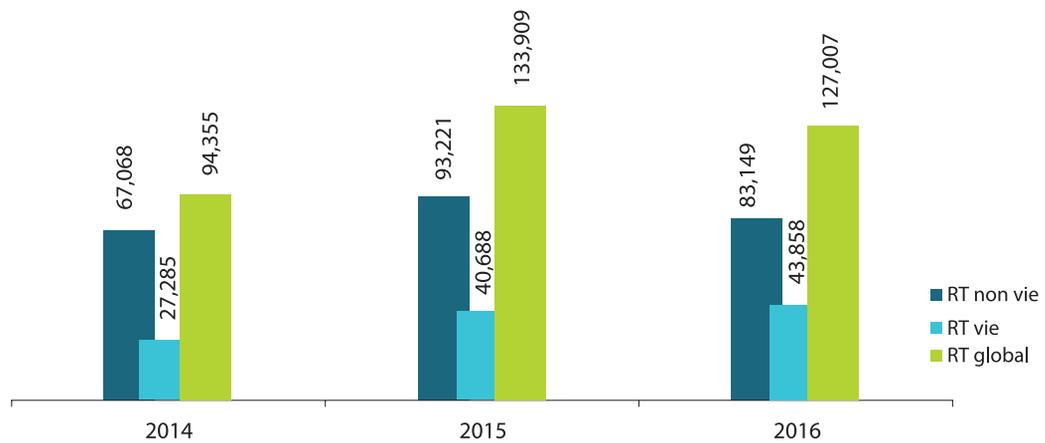
Le résultat technique a connu en 2016 une baisse de 5,15 %, passant de 94,355 MD en 2014 et 133,908 MD en 2015 à 127,007 MD en 2016.

Pour les assurances non vie le résultat technique passe de 67,068 MD en 2014 et 93,221 MD en 2015 à 83,149 MD en 2016.

Pour l'assurance vie le résultat technique atteint 43,858 MD en 2016 contre 40,688 MD en 2015 et 27,287 MD en 2014.

Evolution des résultats Techniques 2014-2016

En M DT



ETUDE PAR BRANCHE

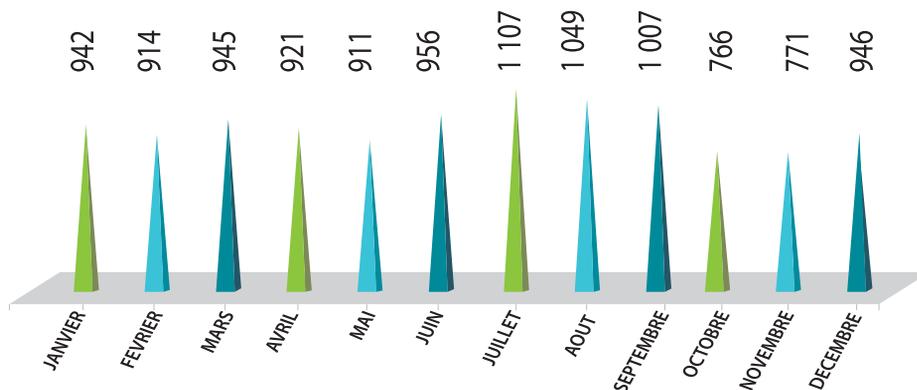
I. l'Assurance automobile

I- Permis de conduire, le parc des véhicules et les accidents :

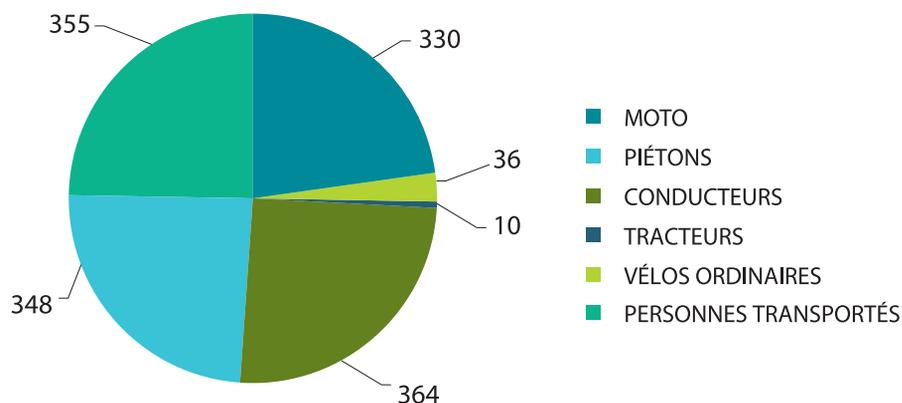
L'évolution du nombre de permis de conduire, du parc des véhicules, des accidents de la circulation et des victimes de ces accidents (tués et blessés) est retracée dans le tableau suivant :

	2014	Ev. En % 14/13	2015	Ev. En % 15/14	2016	Ev. En % 16/15
Parc des Véhicules	1 830 076	5,28	1 922 707	5,06	2 019 190	5,02
N. de Permis de Conduire	2 864 477	5,50	3 007 826	5,00	3 148 407	4,67
N. d'Accidents	7 971	-10,22	7 225	-9,36	7 227	0,03
N. de Tués	1 565	3,99	1 407	-10,10	1 443	2,56
N. de Blessés	12 354	-8,75	10 882	-11,92	11 035	1,41

Répartition des accidents de la route par mois en 2016



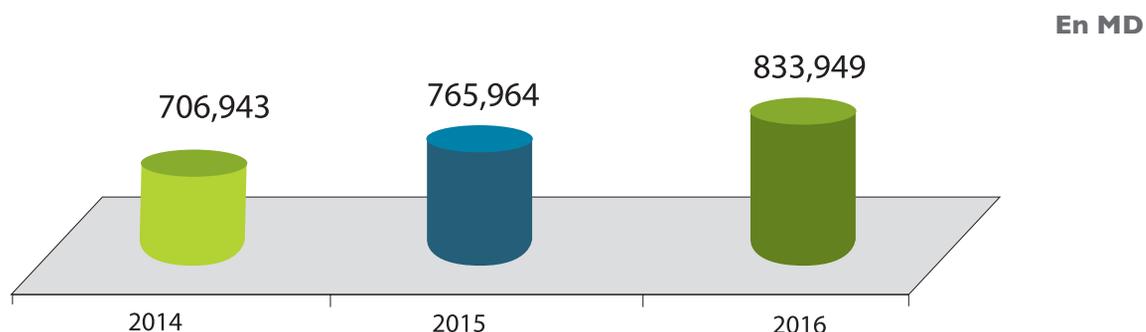
Répartition des Tués des accidents de la route par Parties impliquées en 2016



2- Les Primes :

En 2016 le montant des primes émises en assurance automobile s'élève à 833,949 MD contre 765,964 MD en 2015 et 706,943 MD en 2014, soit un taux de croissance de 8,88 % en 2016 contre 8,35 % en 2015 et 10,20 % en 2014. La part des primes de l'assurance automobile dans les émissions totales en 2016 représente 44,91% contre 45,64% en 2015 et 45,43% en 2014.

Primes de l'assurance automobile



Les primes émises par entreprise en assurance automobile sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2014	En %	2015	En %	2016	En %
1. STAR	153 826 939	21,76	168 733 484	22,03	182 990 230	21,94
2. AMI	109 056 981	15,43	120 471 569	15,73	134 695 405	16,15
3. COMAR	84 608 564	11,97	90 117 445	11,77	97 043 706	11,64
4. MAE	75 095 817	10,62	79 499 071	10,38	82 639 444	9,91
5. GAT	65 541 399	9,27	65 178 206	8,51	66 189 938	7,94
6. MAGHREBIA	40 566 527	5,74	43 466 623	5,67	49 737 838	5,96
7. ASTREE	39 685 107	5,61	43 296 615	5,65	47 045 559	5,64
8. LLOYD	36 780 984	5,20	41 043 257	5,36	41 613 508	4,99
9. G. CTAMA	31 421 957	4,44	28 318 129	3,70	34 339 443	4,12
10. CARTE	24 249 439	3,43	25 152 963	3,28	25 962 027	3,11
11. ASS.BIAT	17 625 964	2,49	18 575 844	2,43	19 931 178	2,39
12. ZITOUNA.TAK	10 095 133	1,43	13 963 791	1,82	18 455 614	2,21
13. SALIM	11 401 061	1,61	15 180 309	1,98	17 501 277	2,10
14. EI AMANA.TAK	3 510 140	0,50	7 027 050	0,92	8 206 459	0,98
15. At-TAKAFULIA	3 477 427	0,49	5 939 857	0,77	7 597 736	0,91
TOTAL	706 943 439	100	765 964 213	100	833 949 362	100
TAUX DE CROISSANCE En %	10,20		8,35		8,88	
EN % Du CA Totales	45,43		45,64		44,91	

La part des trois premières entreprises dans les émissions de la branche assurance automobile est passée de 49,16% en 2014 et de 49,52% en 2015 à 49,73 % en 2016.

2014		2015		2016	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR	49,16	STAR	49,52	STAR	49,73
AMI		AMI		AMI	
COMAR		COMAR		COMAR	

La prime moyenne a augmenté de 3,67 % en 2016 passant de 386,282 dinars en 2014 et de 398,378 dinars en 2015 à 413,012 dinars en 2016.

Primes moyenne

En MD

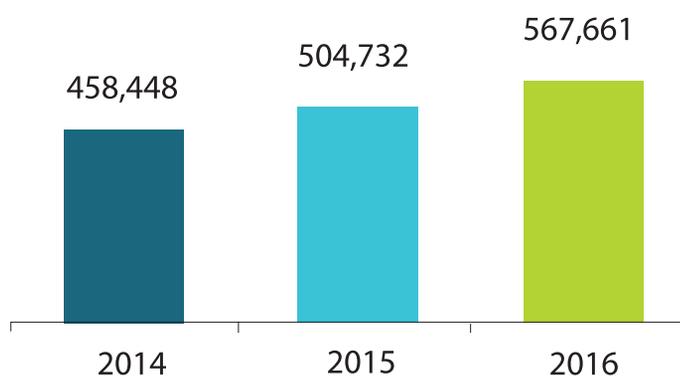
	2014	2015	2016	Ev. 16/15
Parc des véhicules	1 830 123	1 922 707	2 019 190	5,02
Primes émises (en dinars)	706 943 439	765 964 213	833 949 362	8,88
Prime moyenne (en dinars)	386,282	398,378	413,012	3,67

3- Les sinistres :

Les sinistres payés en 2016 ont atteint le montant de 567,661 MD contre 504,732 MD en 2015 et 458,448 MD en 2014, enregistrant ainsi une augmentation de 12,47 % en 2016.

Sinistres réglés de l'assurance automobile

En MD



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2014	2015	En %	2016	En %	Evolution 16/15 En %
1- STAR	98 926 583	111 732 656	22,14	131 571 917	23,18	17,76
2- AMI	73 835 294	74 923 594	14,84	92 511 672	16,30	23,47
3- MAE	47 335 011	51 134 477	10,13	60 905 193	10,73	19,11
4- COMAR	53 239 005	57 468 591	11,39	59 965 963	10,56	4,35
5- GAT	45 864 848	49 850 100	9,88	49 437 793	8,71	-0,83
6- LLOYD	32 358 218	27 055 472	5,36	30 597 933	5,39	13,09
7- MAGHREBIA	21 565 402	25 557 098	4,53	30 439 896	5,36	33,14
8- ASTREE	22 194 655	37 718 008	5,06	29 375 758	5,17	14,94
9- G. CTAMA	23 674 531	22 863 177	7,47	28 389 805	5,00	-24,73
10- CARTE	17 209 607	17 001 665	3,37	17 613 661	3,10	3,60
11- ASS.BIAT	12 734 883	13 816 368	2,74	13 216 680	2,33	-4,34
12- SALIM	7 491 947	8 956 601	1,77	11 354 492	2,00	26,77
13- ZITOUNA .Tak	1 443 944	3 666 680	0,73	6 605 214	1,16	80,14
14- EIAMANA.Tak	244 514	1 922 841	0,38	3 505 447	0,62	82,31
15- AT-TAKAFULIA	329 107	1 064 665	0,21	2 169 965	0,38	103,82
TOTAL	458 447 549	504 731 993	100	567 661 389	100	12,47

La dotation à la provision pour sinistres à payer a enregistré une diminution de 33,14% passant de 79,910 MD en 2014 et 60,681 MD en 2015 à 40,570 MD en 2016.

Pour la branche automobile, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 0,90 en passant de 77,95 % en 2014 et 76,19 % en 2015 à 75,29 % en 2016.

En MD

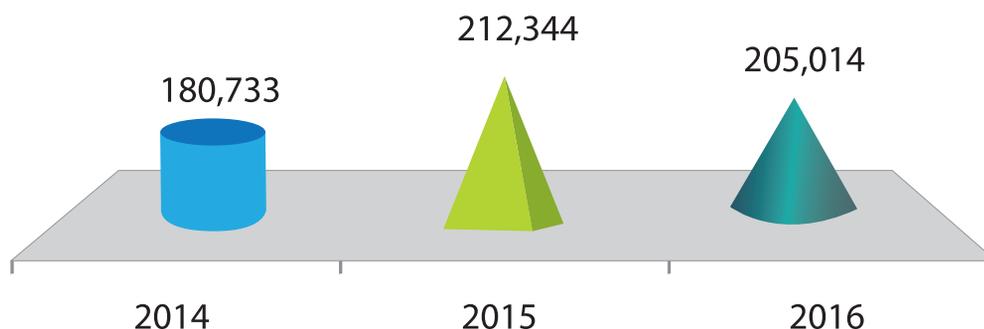
	2014	Variat°. %	2015	Variat°. %	2016	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	458,448	8,75	504,732	10,10	567,661	12,47
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	79,910	-23,84	60,681	-24,06	40,570	-33,14
• Charges sinistres	538,358	2,26	565,413	5,03	608,231	7,57
• Primes acquises	690,640	11,40	742,093	7,45	807,835	8,86
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	77,95	-6,97	76,19	-1,76	75,29	-0,90

4- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche automobile s'élèvent à 204,624 MD en 2016 contre 212,344 MD en 2015 et 180,733 MD en 2014 soit une baisse de 3,64 % par rapport à 2015.

Frais de gestion de l'assurance automobile

En MD



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche automobile s'élève à 25,33 % en 2016 contre 28,61 % en 2015 et 26,17% en 2014.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche automobile s'établit à 24,53 % en 2016 (12,28% pour les frais d'acquisitions et 12,25% pour les charges de gestion) contre 27,72 % en 2015 (12,04 % pour les frais d'acquisitions et 15,68% pour les charges de gestion) et 25,57 % en 2014 (11,85 % pour les frais d'acquisitions et 13,72% pour les charges de gestion).

Frais de gestion de l'assurance automobile

En MD

	2014			2015			2016		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	83,749	11,85	23,85	92,236	12,04	10,13	102,446	12,28	11,07
Autres charges de gestions nettes	96,984	13,72	38,95	120,108	15,68	23,84	102,178	12,25	-14,93
TOTAL	180,733	25,57	31,52	212,344	27,72	17,49	204,624	24,53	-3,65

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 100,62 % en 2016 contre 104,80 % en 2015 et 104,12% en 2014.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 97,47 % en 2016 contre 101,54% en 2015 et 101,82% en 2014.

5- Résultat Technique

Le solde de souscription est excédentaire de 211,104 MD en 2016 contre un excédent de 172,067 MD en 2015 et un excédent de 158,390 MD en 2014.

Les frais de gestion s'élève à 204,624 MD en 2016 contre 212,344 MD en 2015 et 180,733 MD en 2014.

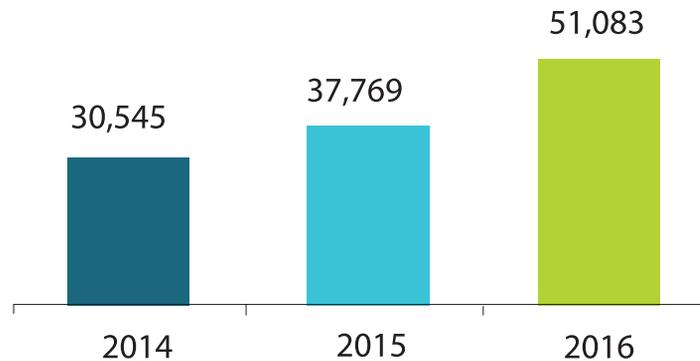
Le solde financier est passé de 69,042 MD en 2014 à 94,520 MD en 2015 et à 71,379 MD en 2016, soit une baisse de 24,48 %.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 26,775 MD en 2016 contre un déficit de 16,477 MD en 2015 et un déficit de 16,154 MD en 2014.

Ainsi, le résultat technique dégage un excédent de 51,083 MD en 2016 contre un excédent de 37,769 MD en 2015 et un excédent de 30,545 MD en 2014. Il représente 6,13 % des primes émises en 2016.

Résultat Technique de l'assurance automobile

En MD



Compte d'exploitation de la branche automobile

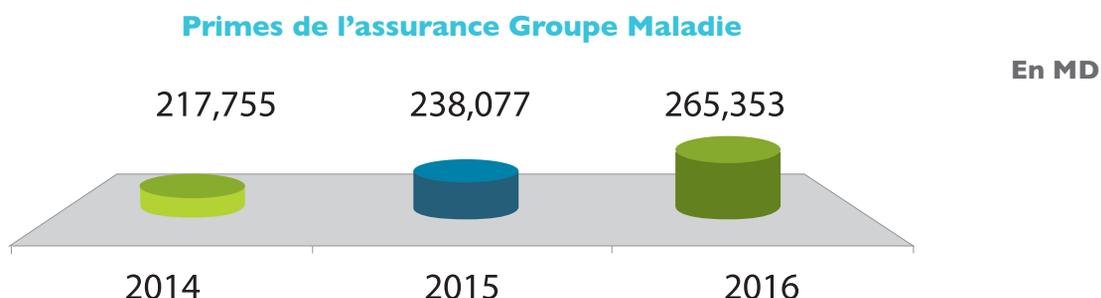
En DT

- Primes acquises	807 835 074
- Primes émises	833 949 362
- Variation des provisions pour primes non acquises	-26 114 288
- Charge de prestation	-596 730 992
- Prestation et frais payés	-567 661 389
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-40 570 145
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	11 500 542
SOLDE DE SOUSCRIPTION	211 104 082
SOLDE DE GESTION	-204 624 320
SOLDE FINANCIER	71 378 610
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-26 774 916
RÉSULTAT TECHNIQUE	51 083 456

II. l'Assurance Groupe Maladie

I - Les Primes :

En 2016 le montant des primes émises en assurance groupe maladie s'élève à 265,353 MD contre 238,077 MD en 2015 et 217,755 MD en 2014, soit un taux de croissance de 11,46 % en 2016.



Les primes émises par entreprise en assurance groupe maladie sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2014	En %	2015	EN %	2016	EN %
1. STAR	74 506 828	34,22	75 520 995	31,72	81 698 913	30,79
2. MAGHREBIA	32 035 909	14,71	31 306 693	13,15	36 535 047	13,77
3. ASTREE	21 055 410	9,67	25 385 025	10,66	27 750 525	10,46
4. GAT	23 609 125	10,84	26 405 134	11,09	27 621 563	10,41
5. COMAR	13 718 356	6,30	16 811 568	7,06	18 584 098	7,00
6. SALIM	8 454 816	3,88	12 924 180	5,43	16 034 360	6,04
7. ASS-BIAT	12 382 001	5,69	11 722 406	4,92	12 729 526	4,80
8. CARTE	10 566 196	4,85	10 737 945	4,51	11 766 254	4,43
9. G.CTAMA	7 128 602	3,27	8 847 046	3,72	8 884 046	3,35
10. AMI	5 444 648	2,50	6 870 583	2,89	8 685 919	3,27
11. LLOYD	6 475 379	2,97	6 842 362	2,87	7 123 192	2,68
12. EI AMANA .TAK	-	-	1 314 076	0,55	3 123 003	1,18
13. ZITOUNA.TAK	990 583	0,45	1 407 929	0,59	2 029 412	0,76
14. MAE	1 290 403	0,59	1 335 482	0,56	1 791 688	0,68
15. At-TAKAFULIA	97 227	0,04	645 726	0,27	995 355	0,38
TOTAL	217 755 483	100	238 077 150	100	265 352 901	100
TAUX DE CROISSANCE En %	7,60		9,33		11,46	
EN % Du CA Totales	13,99		14,19		14,29	

La part des primes de l'assurance groupe maladie dans les émissions totales représente en 2016 un taux de 14,29 % contre 14,19 % en 2015 et 13,99% en 2014.

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche assurance groupe maladie durant les trois dernières années est passée de 59,77% en 2014 et 55,96 % en 2015 à 55,02 % en 2016.

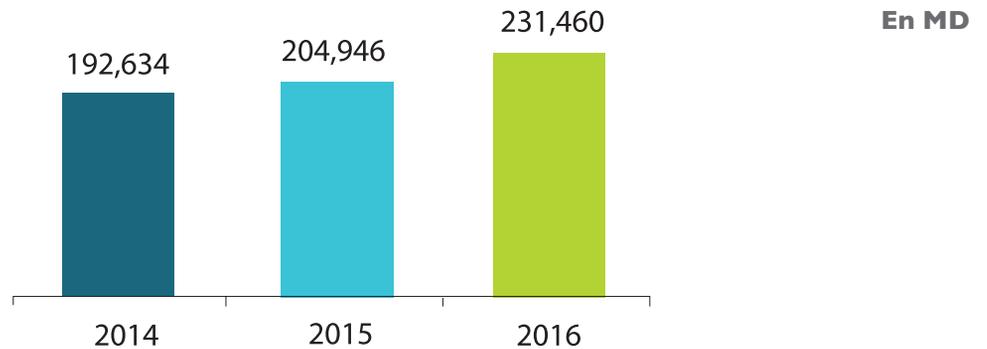
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2014		2015		2016	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR	59,77	STAR	55,96	STAR	55,02
MAGHREBIA		MAGHREBIA		MAGHREBIA	
GAT		GAT		ASTREE	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2016 ont atteint le montant de 231,460 MD contre 204,946 MD en 2015 et 192,634 MD en 2014 enregistrant une augmentation de 12,94 % en 2016.

Sinistres de l'assurance Groupe Maladie



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2014	2015	En %	2016	En %	Evolution 16/15 %
1- STAR	64 702 981	64 700 813	31,57	71 503 200	30,89	10,51
2- MAGHREBIA	27 744 169	27 306 811	13,32	29 040 089	12,55	6,35
3- ASTREE	19 575 728	25 223 382	12,31	24 773 058	10,70	-1,79
4- GAT	21 003 760	22 011 516	10,74	24 734 159	10,69	12,37
5-SALIM	5 800 198	8 632 277	4,21	15 757 778	6,81	82,54
6-COMAR	12 497 407	14 051 793	6,86	15 410 625	6,66	9,67
7-G.CTAMA	9 222 671	9 987 596	4,87	10 178 472	4,40	1,91
8- CARTE	8 762 756	8 958 909	4,37	9 963 673	4,30	11,22
9-ASS.BIAT	10 109 170	9 566 023	4,67	9 857 381	4,26	3,05
10- AMI	5 212 170	5 237 220	2,56	8 174 400	3,53	56,08
11-LLOYD	6 337 932	6 013 114	2,93	6 172 881	2,67	2,66
12- EI AMANA.TAK	-	598 799	0,29	2 119 477	0,92	253,95
13- ZITOUNA.TAK	985 765	1 341 974	0,65	1 905 240	0,82	41,97
14- MAE	618 538	842 521	0,41	1 011 000	0,44	20,00
15-At-TAKAFULIA	61 215	473 691	0,23	858 084	0,37	81,15
TOTAL	192 634 460	204 946 439	100	231 459 517	100	12,94

La dotation à la provision pour sinistres à payer a enregistré une augmentation en 2016 passant ainsi de 2,159 MD en 2014 à 0,814 MD en 2015 et à 5,928 MD en 2016.

Pour l'assurance groupe maladie, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 89,66% en 2014 à 86,52 % en 2015 et à 89,46 % en 2016.

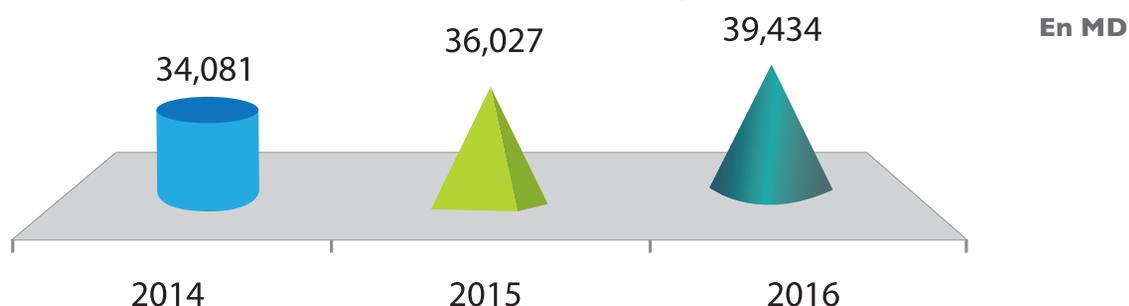
En MD

	2014	Variat°. %	2015	Variat°. %	2016	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	192 634	8,04	204,946	6,39	231,460	12,94
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	2 159	-71,34	0,814	-62,30	5,928	628,26
• Charges sinistres	194 793	4,82	205,760	5,63	237,388	15,37
• Primes acquises	217 268	7,51	237,815	9,46	265,367	11,59
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	89,66	-2,30	86,52	-3,14	89,46	2,94

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche groupe maladie s'élèvent à 39,434 MD en 2016 contre 36,027 MD en 2015 et 34,081 MD en 2014 enregistrant une augmentation de 9,46 % en 2016.

Frais de Gestion de l'assurance Groupe Maladie



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 14,86 % en 2016 contre 15,15 % en 2015 et 15,65% en 2014.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 14,86 % en 2016 (6,78 % pour les frais d'acquisition et 8,08 % pour les charges de gestion) contre 15,13 % en 2015 (5,93 % pour les frais d'acquisition et 9,20 % pour les charges de gestion) et 15,65% en 2014 (6,05% pour les frais d'acquisition et 9,60% pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Groupe Maladie

EN MD

	2014			2015			2016		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	13,184	6,05	12,82	14,114	5,93	7,05	17,983	6,78	27,41
Autres charges de gestions nettes	20,897	9,60	19,46	21,913	9,20	4,86	21,451	8,08	-2,11
TOTAL	34,081	15,65	16,80	36,027	15,13	5,71	39,434	14,86	9,46

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 104,32 % en 2016 contre 101,67 % en 2015 et 105,35% en 2014. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises, frais de gestion compris, s'est détérioré de 2,65.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 104,32 % en 2016 contre 101,56 % en 2015 et 105,11% en 2014.

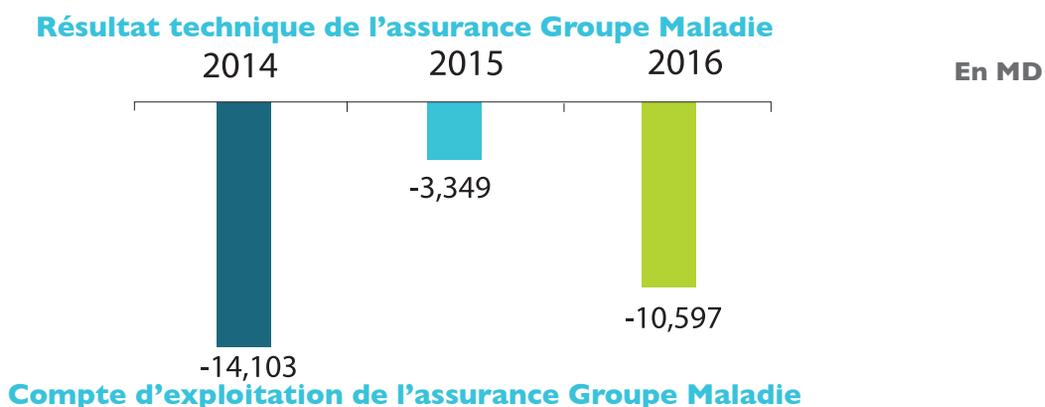
4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 27,538 MD en 2016 contre 31,566 MD en 2015 et 21,078 MD en 2014. Les frais de gestion s'élève à 39,434 MD en 2016 contre 36,027 MD en 2015 et 34,081 MD en 2014.

Le résultat financier de la branche Groupe Maladie dégage un solde de 5,109 MD en 2016 contre 4,409 MD en 2015 et 1,987 MD en 2014.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 3,810 MD en 2016 contre un déficit de 3,297 MD en 2015 et un déficit de 3,088 MD en 2014.

Le résultat technique dégage un déficit de 10,597 MD en 2016 contre un déficit de 3,349 MD en 2015 et un déficit de 14,103 MD en 2014. Il représente 3,99 % des primes émises en 2016.



En DT

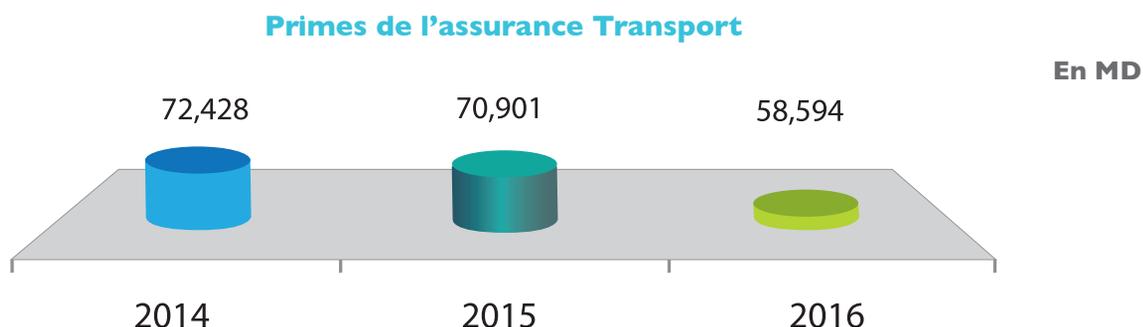
- Primes acquises	265 367 222
- Primes émises	265 352 901
-Variation des provisions pour primes non acquises	14 321
- Charge de prestation	-237 829 646
- Prestation et frais payés	-231 459 517
-Variation des provisions pour sinistres à payer	-5 927 618
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-566 465
- Autres charges techniques	123 954
SOLDE DE SOUSCRIPTION	27 537 576
SOLDE DE GESTION	-39 433 516
SOLDE FINANCIER	5 108 585
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-3 809 691
RÉSULTAT TECHNIQUE	-10 597 046

III. l'Assurance Transport

I - Les Primes :

En 2016 le montant des primes émises en assurance transport s'élève à 58,794 MD contre 70,901 MD en 2015 et 72,428 MD en 2014, soit une diminution de 17,08 % en 2016.

La part des primes de l'assurance transport dans les émissions totales représente 3,17 % en 2016 contre 4,22 % en 2015 et 4,65% en 2014.



Les primes émises par entreprises en assurance transport sont retracées dans le tableau ci-après :

En DT

Intitulé	2014	En %	2015	En %	2016	En %
1. GAT	11 122 112	17,73	10 833 091	15,28	11 582 341	19,70
2. STAR	12 838 227	15,36	13 080 854	18,45	10 053 499	17,10
3. COMAR	8 695 381	11,92	7 555 051	10,66	7 054 937	12,00
4. CARTE	8 632 158	12,89	8 287 280	11,69	6 435 844	10,95
5. ASTREE	9 338 991	12,01	8 106 123	11,43	4 970 182	8,45
6. MAGHREBIA	4 381 965	8,17	3 846 181	5,42	3 791 789	6,45
7. LLOYD	3 281 394	6,05	3 250 295	4,58	2 784 266	4,74
8. SALIM	2 591 429	3,58	3 620 725	5,11	2 290 247	3,90
9. ASS.BIAT	5 920 426	4,53	4 936 231	6,96	2 016 567	3,43
10. ZITOUNA.TAK	971 347	1,34	1 626 795	2,29	1 648 816	2,80
11. M A E	1 048 075	2,55	1 435 497	2,02	1 499 939	2,55
12. AMI	1 845 272	1,45	1 587 849	2,24	1 355 348	2,31
13. G/CTAMA	1 398 129	1,93	1 387 020	1,96	1 322 452	2,25
14. EI AMANA.TAK	216 227	0,20	650 873	0,92	1 182 550	2,01
15. At-TAKAFULIA	146 644	0,30	697 280	0,98	805 499	1,37
TOTAL	72 427 777	100	70 901 145	100	58 813 927	100
TAUX DE CROISSANCE En %	0,01		-2,11		-17,08	
EN % Du CA Totales	4,65		4,22		3,17	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche transport est passée durant les trois dernières années de 45,98 % en 2014 et 45,42 % en 2015 à 48,80 % en 2016.

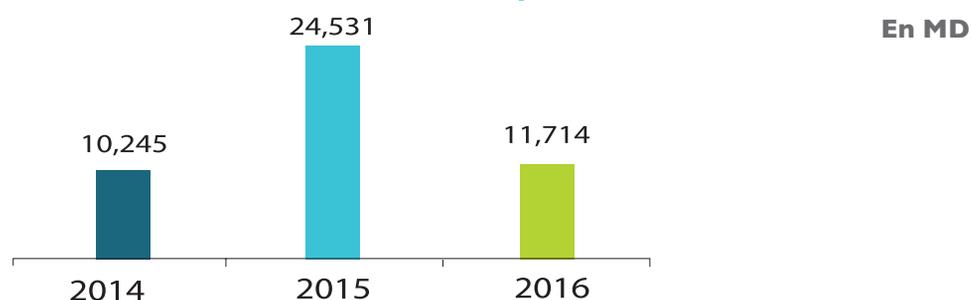
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2014		2015		2016	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR	45,98	STAR	45,42	GAT	48,80
GAT		GAT		STAR	
ASTREE		ASTREE		COMAR	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2016 ont atteint le montant de 11,714 MD contre 24,531 MD en 2015 et 10,245 MD en 2014 enregistrant une diminution de 52,25 % en 2016.

Sinistres de l'assurance Transport



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2014	2015	En %	2016	En %	Evolution 16/15
1 - G/CTAMA	772 532	78 823	0,32	2 866 633	24,47	3536,08
2 - STAR	2 106 877	742 716	3,03	2 045 171	17,46	175,36
3 - GAT	1 807 543	1 435 242	5,85	1 717 328	14,66	19,65
4 - CARTE	207 059	16 373 188	66,74	1 002 323	8,56	-93,88
5 - MAGHREBIA	682 730	1 329 783	5,42	873 238	7,45	-34,33
6 - EIAMANA.TAK	6 107	98 904	0,40	687 445	5,87	595,06
7 - ASS.BIAT	1 129 884	1 104 025	4,50	598 065	5,11	-45,83
8 - LLOYD	847 978	175 537	0,72	525 963	4,49	199,63
9 - COMAR	1 626 758	1 374 876	5,60	472 689	4,04	-65,62
10 - ASTREE	646 950	704 200	2,87	319 099	2,72	-54,69
11 - ZITOUNA.TAK	200 234	325 961	1,33	280 629	2,40	-13,91
12 - SALIM	51 992	702 089	2,86	251 941	2,15	-64,12
13 - ATTAKAFULIA	-	13 475	0,05	53 011	0,45	293,40
14 - AMI	154 654	55 691	0,23	20 483	0,17	-63,22
15 - MAE	3 994	16 816	0,07	-	-	-
TOTAL	10 245 292	24 531 326	100	11 714 018	100	-52,25

La dotation à la provision pour sinistres à payer a passé de 12,254 MD en 2014 et de (-7,917) MD en 2015 à (-7,210) MD en 2016.

Pour la branche transport, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est détérioré de 15,91 passant de 31,14 % en 2014 à 23,32 % en 2015 et à 7,41 % en 2016.

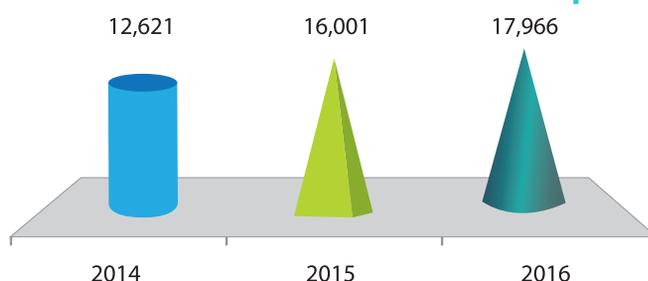
EN MD

	2014	Variât. %	2015	Variât. %	2016	Variât. %
• Sinistres payés net de recours	10,245	-43,80	24 531	139,45	11,714	-52,25
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	12,254	-	-7 917	-	-7,210	8,93
• Charges sinistres	24,499	32,82	16,614	-26,16	4,504	-72,89
• Primes acquises	72,255	1,15	71 234	-1,41	60,762	-14,70
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	31,14	7,42	23,32	-7,82	7,41	-15,91

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche transport s'élèvent à 17,966 MD en 2016 contre 16,001 MD en 2015 et 12,621 MD en 2014 soit une augmentation de 12,29 % par rapport à 2015.

Frais de Gestion de l'assurance transport


En MD

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 29,56 % en 2016 contre 22,46 % en 2015 et 17,47% en 2014.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 30,56 % en 2016 (15,54 % pour les frais d'acquisition et 15,02 % pour les charges de gestion) contre 22,57 % en 2015 (11,32 % pour les frais d'acquisition et 11,25 % pour les charges de gestion) et 17,43% en 2014 (11,03% pour les frais d'acquisition et 6,39% pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Transport

EN MD

	2014			2015			2016		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	7,990	11,04	3,96	8,025	11,32	0,44	9,137	15,54	13,86
Autres charges de gestions nettes	4,631	6,39	-49,70	7,976	11,25	72,23	8,829	15,02	10,69
TOTAL	12,621	17,43	-25,29	16,001	22,57	26,78	17,966	30,56	12,28

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 36,98 % en 2016 contre 45,78 % en 2015 et 48,61% en 2014. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 8,80. Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 38,22 % en 2016 contre 46,00 % en 2015 et 48,49% en 2014.

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 57,764 MD en 2016 contre un excédent de 52,970 MD en 2015 et un excédent de 49,378 MD en 2014.

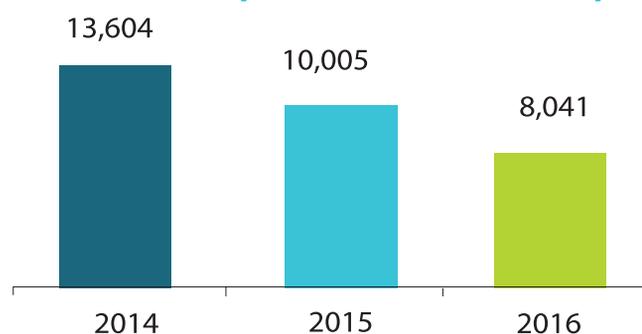
Les frais de gestion s'élèvent à 17,965 MD en 2016 contre 16,001 MD en 2015 et 12,621 MD en 2014.

Le solde financier de la branche transport dégage un résultat de (-1,872) MD en 2016 contre 1,862 MD en 2015 et 2,980 MD en 2014.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 29,885 MD en 2016 contre un déficit de 28,826 MD en 2015 et un déficit de 26,133 MD en 2014.

Le résultat technique dégage un excédent de 8,041 MD en 2016 contre un excédent de 10,005 MD en 2015 et un excédent de 13,604 MD en 2014. Il représente 13,68 % des primes émises en 2016.

Résultat technique de l'assurance Transport



En MD

Compte d'exploitation de l'assurance Transport

En DT

- Primes acquises	60 762 342
- Primes émises	58 794 276
-Variation des provisions pour primes non acquises	1 968 066
- Charge de prestation	-2 998 609
- Prestation et frais payés	-11 714 018
-Variation des provisions pour sinistres à payer	7 201 413
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	1 504 996
SOLDE DE SOUSCRIPTION	57 763 733
SOLDE DE GESTION	-17 965 471
SOLDE FINANCIER	-1 871 848
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-29 885 300
RÉSULTAT TECHNIQUE	8 041 114

IV. l'Assurance Incendie

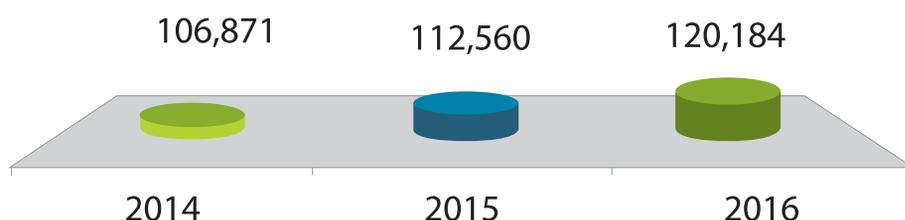
I- Les Primes :

En 2016 le montant des primes émises en assurance incendie s'élève à 120,184 MD contre 112,560 MD en 2015 et 106,871 MD en 2014, soit une augmentation de 6,47 % en 2016.

La part des primes de l'assurance incendie dans les émissions totales est passée de 6,87% en 2014 à 6,71 % en 2015 et à 6,77 % en 2016.

Primes de l'assurance Incendie

En MD



Les primes émises par entreprise en assurance incendie sont retracées dans le tableau ci-après :

En DT

Intitulé	2014	En %	2015	En %	2016	En %
1. MAGHREBIA	19 949 012	18,67	20 458 504	18,18	22 515 824	18,73
2. GAT	14 075 434	13,17	14 293 976	12,70	17 456 968	14,53
3. COMAR	16 708 535	15,63	16 176 749	14,37	16 475 588	13,71
4. STAR	15 391 940	14,40	16 327 089	14,51	14 780 472	12,30
5. ASTREE	12 323 428	11,53	12 109 565	10,76	11 788 169	9,81
6. CARTE	6 518 312	6,10	7 810 736	6,94	10 838 848	9,02
7. ASS.BIAT	7 412 606	6,94	8 105 687	7,20	7 354 996	6,12
8. LLOYD	5 111 071	4,78	6 418 472	5,70	6 118 996	5,09
9. SALIM	3 218 200	3,01	3 808 212	3,38	4 455 590	3,71
10. ZITOUNA.TAKAFUL	1 661 322	1,55	1 926 331	1,71	2 242 833	1,87
11. G/CTAMA	2 227 099	2,08	1 926 331	2,06	2 138 842	1,78
12. AMI	1 269 829	1,19	2 314 734	1,47	2 077 359	1,73
13. EL AMANA.TAKAFUL	640 335	0,60	1 650 842	0,43	989 348	0,82
14. At-TAKAFULIA	175 730	0,16	488 908	0,44	744 091	0,62
15. MAE	188 280	0,18	179 617	0,16	206 465	0,17
TOTAL	106 871 133	100	112 559 881	100	120 184 389	100
TAUX DE CROISSANCE En %	12,32		5,32		6,77	
EN % Du CA Totales	6,87		6,71		6,47	

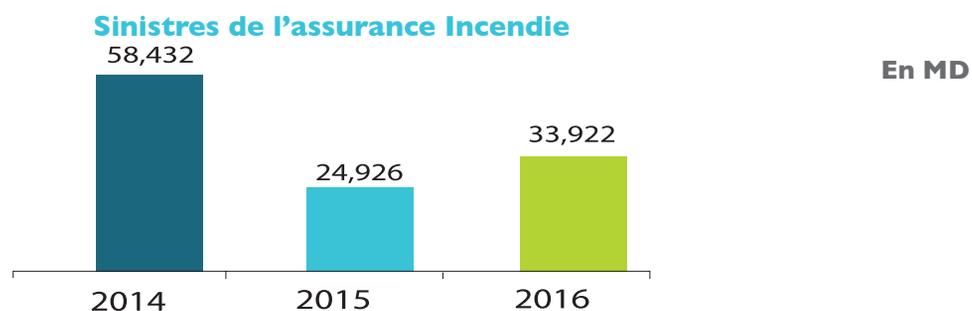
La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche incendie est passée de à 48,70% en 2014 à 47,06 % en 2015 et à 46,97 % en 2016.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2014		2015		2016	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
MAGHREBIA	48,70	MAGHREBIA	47,06	MAGHREBIA	46,97
COMAR		STAR		GAT	
STAR		COMAR		COMAR	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2016 ont atteint 33,922 MD contre 24,926 MD en 2015 et 58,432 MD en 2014, enregistrant ainsi une baisse de 36,09 % par rapport à 2015.



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2014	2015	En %	2016	En %	Evolution 16/15 %
1. COMAR	16 854 944	6 430 060	25,80	6 094 113	17,97	-5,22
2. STAR	3 600 535	3 423 040	13,73	5 588 469	16,47	63,26
3. MAGHREBIA	13 410 765	4 107 363	16,48	4 014 728	11,84	-2,26
4. ASTREE	4 145 431	1 653 119	6,63	3 889 501	11,47	135,28
5. GAT	1 626 380	2 116 347	8,49	3 342 310	9,85	57,93
6. ASS.BIAT	9 362 491	2 145 591	8,61	3 041 566	8,97	41,76
7. LLOYD	3 388 635	855 695	3,43	2 246 842	6,62	162,58
8. G/CTAMA	4 201 709	2 370 764	9,51	1 877 785	5,54	-20,79
9. CARTE	296 657	297 129	1,19	1 523 523	4,49	412,75
10. ZITOUNA.TAK	690 795	929 466	3,73	644 353	1,90	-30,67
11. SALIM	14 902	0 616	0,00	673 200	1,98	-
12-. AMI	386 967	229 584	0,92	637 729	1,88	177,78
13. EI AMANA.TAK	26 310	49 652	0,20	183 762	0,54	270,10
14. At-TAKAFULIA	405 687	304 363	1,22	115 114	0,34	-62,18
15. MAE	20 193	12 738	0,05	49 128	0,14	285,68
TOTAL	58 432 401	24 925 527	100	33 922 123	100	36,09

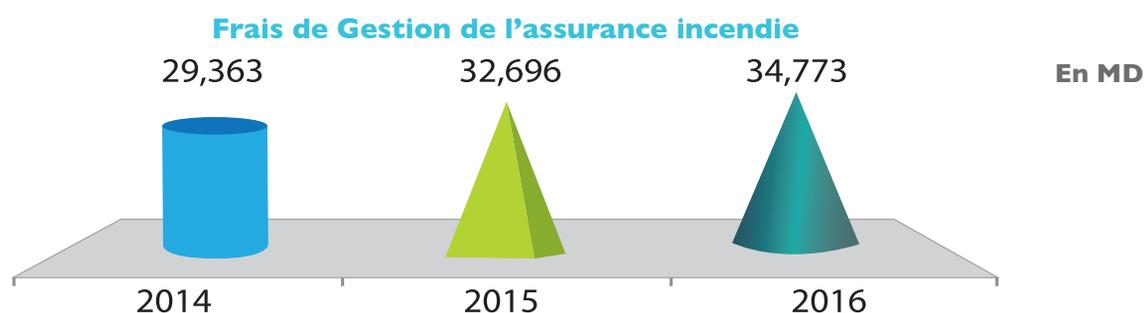
La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de (-12,278) MD en 2014 et de (-2,706) MD en 2015 à 6,533 MD en 2016.

Pour la branche incendie, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est détérioré de 14,04 passant de 43,51% en 2014 et de 20,19 % en 2015 à 34,23 % en 2016.

	2014	Variat°. %	2015	Variat°. %	2016	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	58,432	-48,06	24,926	-57,34	33,922	36,09
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	-12,278	-83,86	-2,706	-77,96	6,533	-341,43
• Charges sinistres	46,154	26,74	22,220	-51,86	40,455	82,07
• Primes acquises	106,074	17,11	110,042	3,74	118,184	7,40
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	43,51	3,31	20,19	-23,32	34,23	14,04

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche incendie s'élèvent à 34,773 MD en 2016 contre 32,696 MD en 2015 et 29,363 MD en 2014.



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 29,42 % en 2016 contre 29,71 % en 2015 et 27,68% en 2014.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'élèvent à 28,93 % en 2016 (16,60 % pour les frais d'acquisition et 12,34 % pour les charges de gestion) contre 29,05 % en 2015 (16,16 % pour les frais d'acquisition et 12,89 % pour les charges de gestion) et 27,48% en 2014 (16,03% pour les frais d'acquisition et 11,45% pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance incendie

EN MD

	2014			2015			2016		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	17,130	16,03	22,48	18,191	16,16	6,19	19,946	16,60	9,25
Autres charges de gestions nettes	12,233	11,45	6,89	14,505	12,89	18,57	14,827	12,34	2,22
TOTAL	29,363	27,48	15,46	32,696	29,05	11,35	34,773	28,93	6,35

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 62,59 % en 2016 contre 49,90 % en 2015 et 71,19% en 2014.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 63,65 % en 2016 contre 48,79 % en 2015 et 70,67% en 2014.

4- Résultats Techniques:

Le solde de souscription est excédentaire de 77,890 MD en 2016 contre un excédent de 88,063 MD en 2015 et excédent de 67,207 MD en 2014.

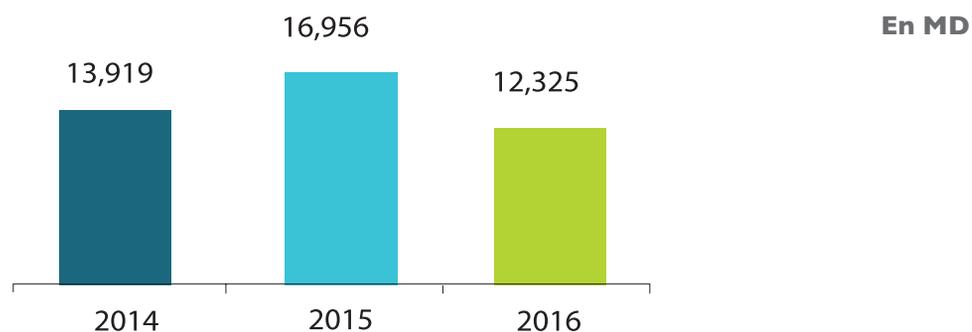
Les frais de gestion s'élèvent à 34,773 MD en 2016 contre 32,696 MD en 2015 et 29,363 MD en 2014.

Le solde financier de la branche incendie dégage un résultat de 5,516 MD en 2016 contre 5,587 MD en 2015 et 6,216 MD en 2014.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est amélioré en 2016 passant d'un déficit de 30,140 en 2014 à un déficit de 43,997 MD en 2015 et à un déficit de 36,308 MD en 2016.

Ainsi le résultat technique dégage un excédent de 12,325 MD en 2016 contre un excédent de 16,956 MD en 2015 et un excédent de 13,919 MD en 2014. Il représente 10,26 % des primes émises en 2016.

Résultat Technique de l'assurance incendie



Compte d'exploitation de l'assurance incendie

En DT	
- Primes acquises	118 183 767
- Primes émises	120 184 389
-Variation des provisions pour primes non acquises	-2 000 622
- Charge de prestation	-40 293 783
- Prestation et frais payés	-33 922 123
-Variation des provisions pour sinistres à payer	-6 533 026
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	161 366
SOLDE DE SOUSCRIPTION	77 889 984
SOLDE DE GESTION	-34 772 914
SOLDE FINANCIER	5 516 310
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-36 307 911
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	12 325 469

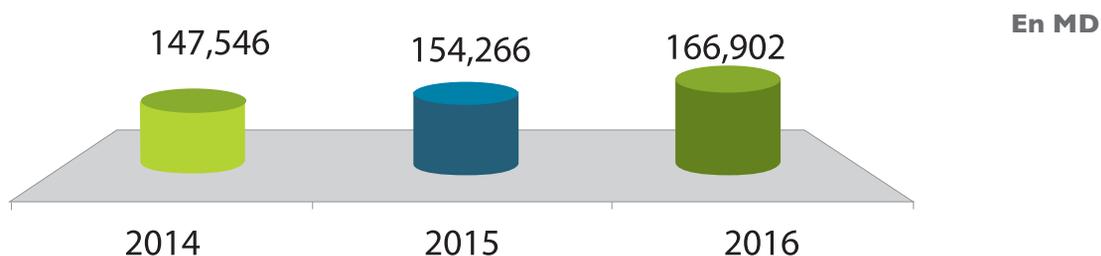
V. l'Assurance Risques divers

I - Les Primes :

En 2016 le montant des primes émises de la branche des risques divers s'élève à 166,902 MD contre 154,266 MD en 2015 et 146,746 MD en 2014, soit une légère augmentation de 8,19 % en 2016.

La part de ces primes dans les émissions totales représente 8,99% en 2016 contre 9,19% en 2015 et 9,43% en 2014.

Primes de l'assurance Risques Divers



Les primes émises par entreprise en assurance risques divers sont retracées dans le tableau ci-après :

En DT

Intitulé	2014	En %	2015	En %	2016	En %
1. CARTE	31 072 871	21,17	33 563 831	21,76	41 310 783	24,75
2. MAGHREBIA	23 480 075	13,34	21 733 415	14,09	24 170 584	14,48
3. COMAR	16 464 389	16,00	15 612 611	10,12	17 365 522	10,40
4. STAR	19 580 637	11,34	23 161 499	15,01	17 337 727	10,39
5. GAT	11 653 970	7,94	12 660 050	8,21	10 253 968	6,14
6. ASS.BIAT	6 929 539	6,58	7 253 057	4,70	9 894 558	5,93
7. LLOYD	9 659 627	5,95	10 401 453	6,74	9 787 157	5,86
8. ASTREE	8 725 390	4,72	8 122 012	5,26	9 091 130	5,45
9. G.CTAMA	7 908 403	5,39	7 010 346	4,54	8 192 781	4,91
10. MAE	4 096 052	2,79	4 655 642	3,02	5 053 801	3,03
11. SALIM	3 573 538	2,44	3 680 809	2,39	4 518 444	2,71
12. ZITOUNA.TAK	1 058 115	0,72	2 552 591	1,65	4 070 078	2,44
13. AMI	2 007 273	1,37	2 256 833	1,46	2 749 646	1,65
14. EI AMANA.TAK	66 807	0,05	1 068 491	0,69	2 419 264	1,45
15. At-TAKAFULIA	287 505	0,20	533 465	0,35	686 555	0,41
TOTAL	146 546 191	100	154 266 105	100	166 901 998	100
TAUX DE CROISSANCE En %	-0,66		5,12		8,19	
EN % Du CA Totales	9,43		9,19		8,99	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche risques divers est passée de 50,52% en 2014 à 50,86% en 2015 et à 49,63 % en 2016.

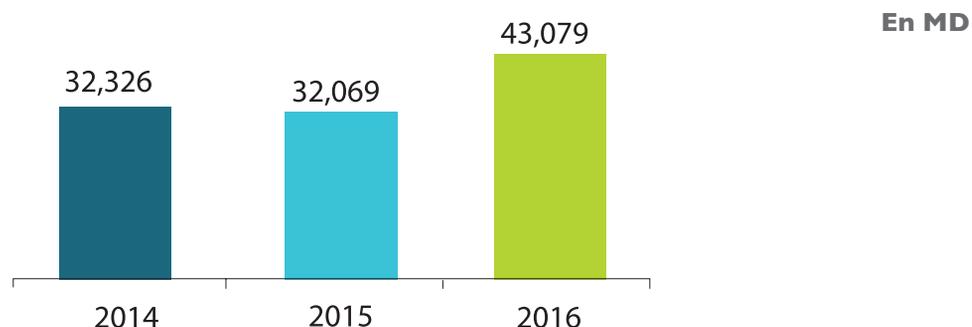
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2014		2015		2016	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
CARTE	50,52	CARTE	50,86	CARTE	49,63
MAGHREBIA		MAGHREBIA		MAGHREBIA	
STAR		STAR		COMAR	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2016 ont atteint le montant de 43,079 MD contre 32,069 MD en 2015 et 32,326 MD en 2014 enregistrant ainsi une augmentation de 34,33 % en 2016.

Sinistres de l'assurance Risques Divers



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2014	2015	En %	2016	En %	Evolution 16/15 en %
1. STAR	8 679 405	7 842 616	24,46	9 803 843	22,76	25,01
2. MAGHREBIA	5 074 132	5 799 263	18,08	8 975 980	20,84	54,78
3. CARTE	3 114 410	3 129 508	9,76	5 478 176	12,72	75,05
4. LLOYD	3 359 953	2 487 350	7,76	4 801 097	11,14	93,02
5. COMAR	4 071 904	3 280 899	10,23	4 746 642	11,02	44,68
6. ASS.BIAT	2 415 923	3 593 228	11,20	3 328 155	7,73	-7,38
7. GAT	2 624 122	2 730 071	8,51	3 610 824	8,38	32,26
8. ASTREE	1 085 274	1 148 398	3,58	807 377	1,87	-29,70
9. AMI	169 502	764 708	2,38	555 647	1,29	-27,34
10. MAE	888 557	184 504	0,58	271 821	0,63	47,33
11. SALIM	70 594	425 032	1,33	227 354	0,53	-46,51
12. EI AMANA.Tak.	650 791	21 799	0,07	190 755	0,44	775,06
13. G/ CTAMA	115 611	326 374	1,02	142 015	0,33	-56,49
14. ZITOUNA.TAK	1 996	333 278	1,04	122 933	0,29	-63,11
15. At-TAKAFULIA	3 987	2 344	0,01	16 536	0,04	605,46
TOTAL	32 326 161	32 069 372	100	43 079 155	100	34,33

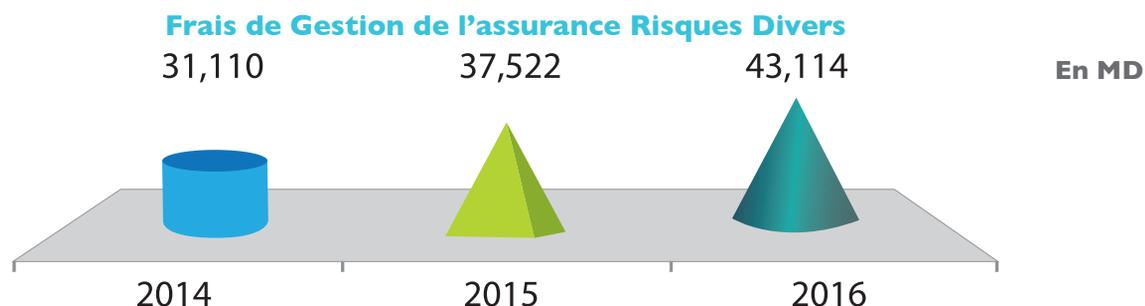
La dotation à la provision pour sinistres à payer a passée de 9,832 MD en 2014 et de 31,752 MD en 2015 à 11,761 MD en 2016.

Pour la branche risques divers le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 8,09 passant de 29,91% en 2014 et 41,55 % en 2015 à 33,46% en 2016.

	2014	Variation En %	2015	Variation En %	2016	Variation En %
• Sinistres payés net de recours	32,326	6,40	32,069	-0,80	43,079	34,33
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	9,832	0,48	31,752	222,95	11,761	-62,96
• Charges sinistres	42,158	4,95	63,821	51,39	54,840	-14,07
• Primes acquises	140,952	-1,71	153,601	8,97	163,902	6,71
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	29,91	1,90	41,55	11,64	33,46	-8,09

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques divers s'élèvent à 43,114 MD en 2016 contre 37,522 MD en 2015 et 31,110 MD en 2014. Soit une augmentation de 14,90 % en 2016.



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 26,30 % en 2016 contre 24,43 % en 2015 et 22,07% en 2014.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 25,83 % en 2016 (12,93 % pour les frais d'acquisition et 12,90 % pour les charges de gestion) contre 24,33 % en 2015 (11,97 % pour les frais d'acquisition et 12,36 % pour les charges de gestion) et 21,20% en 2014 (11,45% pour les frais d'acquisition et 9,75 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Risques Divers

EN MD

	2014			2015			2016		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	16,804	11,24	22,30	16,804	11,45	1,22	18,449	11,96	9,79
Autres charges de gestions nettes	14,306	11,45	7,46	14,306	9,75	-15,29	18,475	11,98	29,14
TOTAL	31,110	21,20	-7,11	37,522	24,33	20,61	43,114	25,83	14,90

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 59,76% en 2016 contre 65,98% en 2015 et 51,98% en 2014. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 6,22.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 58,69% en 2016 contre 65,69% en 2015 et 49,93% en 2014.

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 107,831 MD en 2016 contre un excédent de 89,124 MD en 2015 et un excédent de 97,710 MD en 2014.

Les frais de gestion sont passés de 31,110 MD en 2014 et de 37,522 MD en 2015 à 43,114 MD en 2016.

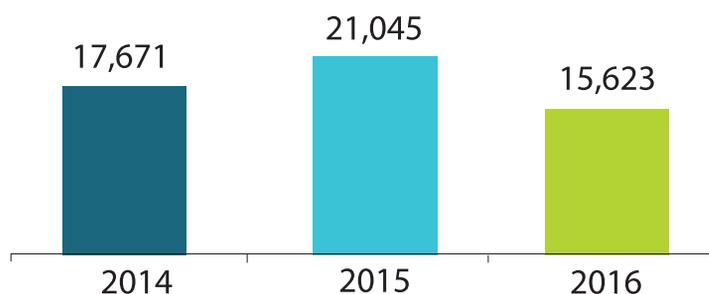
Le solde financier dégage un résultat de 9,961 MD en 2016 contre 11,122 MD en 2015 et 8,142 MD en 2014.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est détérioré, passant d'un déficit de 57,071 MD en 2014 et un déficit de 41,679 MD en 2015 à un déficit de 59,056 MD en 2016.

Le résultat technique est excédentaire de 15,623 MD en 2016 contre 21,045 MD en 2015 et 17,671 MD en 2014. Il représente 9,36 % des primes émises en 2016.

Résultat Technique de l'assurance Risques Divers

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Risques Divers

En DT

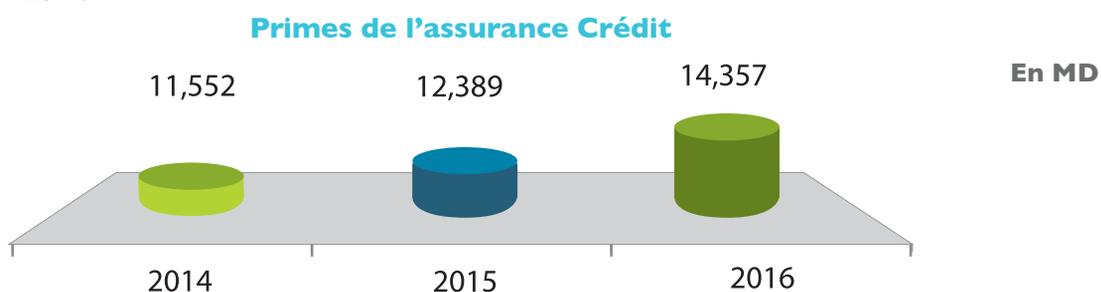
- Primes acquises	163 902 298
- Primes émises	166 901 998
-Variation des provisions pour primes non acquises	-2 999 700
- Charge de prestation	- 56 070 976
- Prestation et frais payés	- 43 079 155
-Variation des provisions pour sinistres à payer	- 11 761 144
- Provisions pour égalisation et équilibrage	- 117 049
- Autres charges techniques	- 1 113 628
SOLDE DE SOUSCRIPTION	107 831 322
SOLDE DE GESTION	- 43 113 617
SOLDE FINANCIER	9 961 312
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	- 59 055 939
RÉSULTAT TECHNIQUE	15 623 078

VI. l'Assurance Crédit

I- Les Primes :

En 2016 le montant des primes émises en assurance crédit s'élève à 14,357 MD contre 12,389 MD en 2015 et 11,552 MD en 2014, enregistrant ainsi une augmentation de 15,89 % en 2016.

La part des primes de l'assurance crédit dans les émissions totales représente 0,77 % en 2016 contre 0,74% en 2015 et 0,74% en 2014.

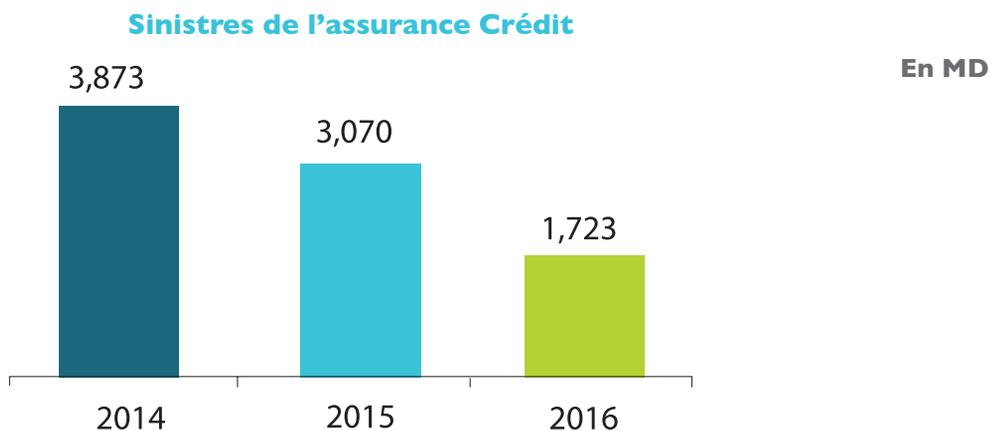


Les primes émises par entreprises en assurance crédit sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2014	En %	2015	En %	2016	En %
1. COTUNACE	9 635 418	83,41	9 855 190	79,55	11 127 431	77,51
2. CARTE	346 239	3,00	1 208 525	9,76	2 261 191	15,75
3. ASTREE	850 130	7,36	873 860	7,05	732 176	5,10
4. COMAR	713 561	6,18	448 498	3,62	236 034	1,64
5. ASS.BIAT	6 222	0,05	2 524	0,02	-	-
TOTAL	11 551 570	100	12 388 597	100	14 356 832	100
TAUX DE CROISSANCE En %	1,86		7,25		15,89	
EN % Du CA Totales	0,74		0,74		0,77	

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2016 ont atteint le montant de 1,723 MD contre 3,070 MD en 2015 et 3,873 MD en 2014 enregistrant ainsi une baisse de 20,74 % en 2015.



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2014	2015	En %	2016	En %
1. COTUNACE	4 268 002	1 925 778	62,74	357 401	78,76
2. CARTE	3 317	721 838	23,52	230 893	13,40
3. COMAR	-433 850	33 993	1,10	105 378	6,12
4. ASTREE	34 986	388 036	12,64	29 709	1,72
5. ASS.BIAT	0 218	-	-	-	-
TOTAL EN % Du CA Totales	3 872 673	3 069 645	100	1 723 381	100

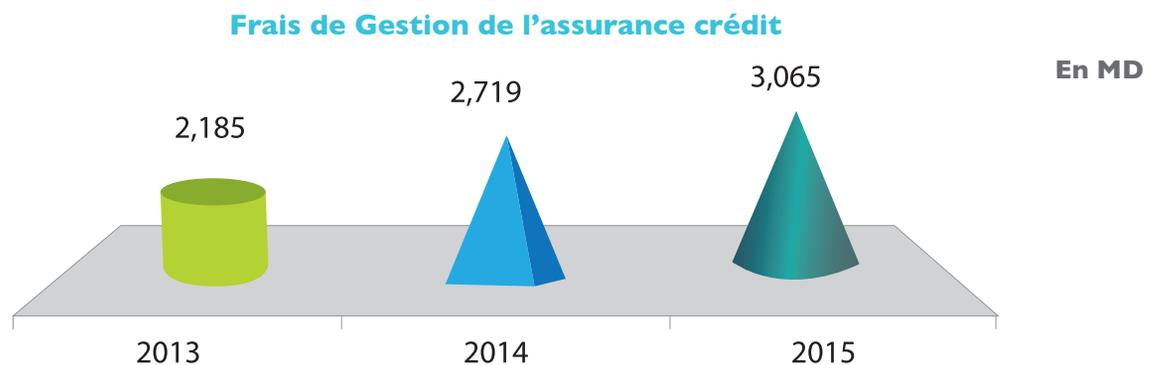
La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de 0,241 MD en 2014, à 1,099 MD en 2015 et à 7,014 MD en 2016.

Pour la branche crédit le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est détérioré de 27,72 % passant 35,55% en 2014 et de 34,12% en 2015 à 61,84 % en 2016.

	2014	2015	Variat°. %	2016	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	3,873	3,070	-20,74	1,723	-43,88
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	0,241	1,099	356,02	7,014	538,22
• Charges sinistres	4,114	4,169	1,34	8,737	109,57
• Primes acquises	11,574	12,217	5,56	14,129	15,65
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	35,55	34,12	-1,42	61,84	27,72

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche Crédit, s'élèvent en 2016 à 3,065 MD contre 2,719 MD en 2015 et 2,185 MD en 2014 soit une augmentation de 12,73% par rapport à 2015. La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 21,69 % en 2016 contre 22,26% en 2015 et 18,88 % en 2014.



La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 21,35 % en 2016 (10,52% pour les frais d'acquisition et 10,83 % pour les charges de gestion) contre 21,95% en 2015 (11,17% pour les frais d'acquisition et 10,78 % pour les charges de gestion) et 18,91% en 2014 (10,66% pour les frais d'acquisition et 8,25% pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Crédit
EN MD

	2014		2015			2016		
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	1,232	10,66	1,383	11,17	12,26	1,510	10,52	9,18
Autres charges de gestions nettes	0,953	8,25	1,336	10,78	40,19	1,555	10,83	16,39
TOTAL	2,185	18,91	2,719	21,95	24,44	3,065	21,35	12,73

4- Résultats Techniques :

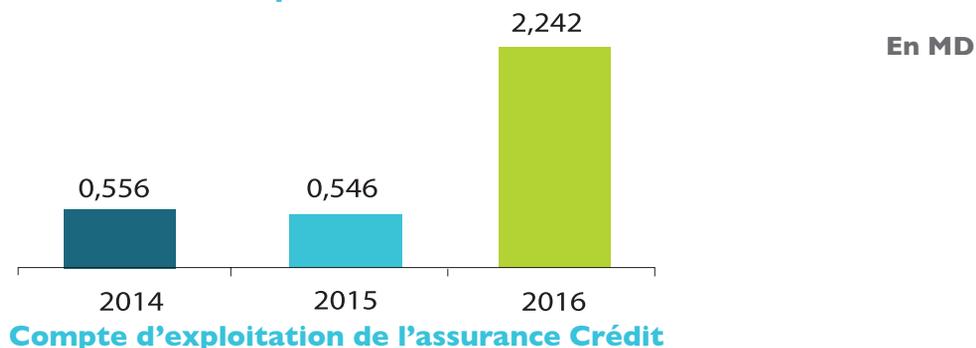
Le solde de souscription s'est soldé par un excédent de 3,297 MD en 2016 contre un excédent de 6,074 MD en 2015 et un excédent de 5,140 MD en 2014.

Les frais de gestion sont passés de 2,184 MD en 2014 à 2,719 MD en 2015 et à 3,065 MD en 2016.

Le solde financier est passé de 0,597 MD en 2014, à 1,394 MD en 2015 et à 1,198 MD en 2016.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 2,996 MD en 2014 et d'un déficit de 4,202 MD en 2015 et à un excédent de 0,813 MD en 2016.

Ainsi le résultat technique s'est soldé par un excédent de 2,242 MD en 2016 contre un excédent de 0,546 MD en 2015 et un excédent de 0,556 MD en 2014. Il représente 15,62 % des primes émises en 2016.

Résultat Technique de l'assurance Crédit

En DT

- Primes acquises	14 129 415
- Primes émises	14 356 832
- Variation des provisions pour primes non acquises	-227 417
- Charge de prestation	-10 832 421
- Prestation et frais payés	-1 723 381
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-7 014 382
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-931 684
- Autres charges techniques	-1 162 974
SOLDE DE SOUSCRIPTION	3 296 994
SOLDE DE GESTION	-3 065 347
SOLDE FINANCIER	1 198 273
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	812 200
RÉSULTAT TECHNIQUE	2 242 120

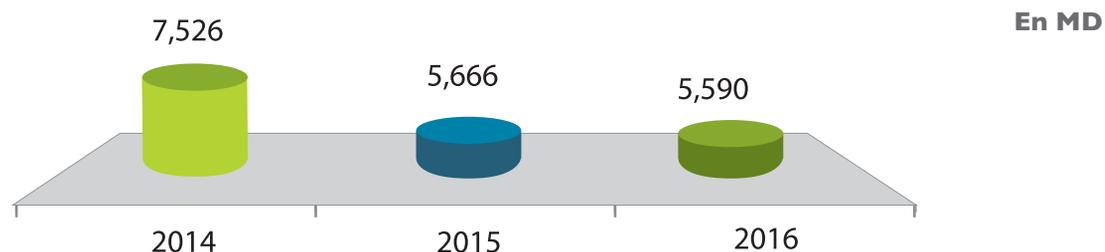
VII. l'Assurance Risques Agricoles

I- Les Primes :

En 2016 le montant des primes émises en assurance risques agricoles s'élève à 5,590 MD contre 5,666 MD en 2015 et 7,526 MD en 2014, enregistrant ainsi une baisse de 1,34 % en 2016.

La part des primes de l'assurance risques agricoles dans les émissions totales représente 0,30 % en 2016 contre 0,34 % en 2015 et 0,48% en 2014

Primes de l'assurance Risques Agricoles



Les primes émises par entreprise en assurance risques agricoles sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2014	En %	2015	En %	2016	En %
1- G/CTAMA	3 432 222	45,60	3 027 578	53,43	2 938 655	52,57
2- COMAR	949 847	12,62	927 585	16,37	713 250	12,76
3- ASTREE	1 965 565	26,12	964 269	17,02	650 053	11,63
4- STAR	380 841	5,06	-	-	588 983	10,54
5- GAT	534 863	7,11	559 954	9,88	355 385	6,36
6- LLOYD	262 838	3,49	186 632	3,30	343 815	6,14
TOTAL	7 526 176	100	5 666 018	100	5 590 141	100
TAUX DE CROISSANCE En %	29,98		-24,72		-1,34	
EN % Du CA Totales	0,48		0,34		0,30	

La concentration des primes émises des deux premières entreprises

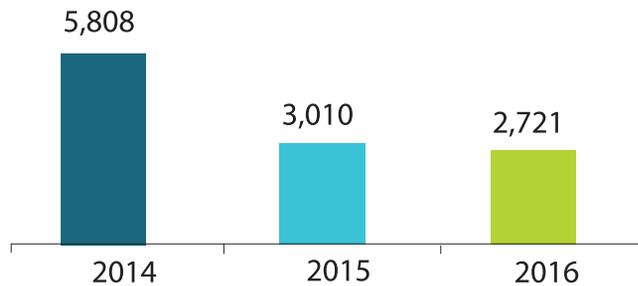
2014		2015		2016	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
G/CTAMA ASTREE	71,72	G/CTAMA ASTREE	70,45	G/CTAMA COMAR	65,33

La part des deux premières entreprises dans les émissions totales de la branche risques agricoles durant les trois dernières années est passée de 71,72% en 2014 à 70,45 % en 2015 à 65,33 % en 2016.

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2016 ont atteint le montant de 2,721 MD contre 3,010 MD en 2015 et 5,808 MD en 2014. Enregistrant ainsi une baisse de 9,60% en 2016.

Sinistres de l'assurance Risques Agricoles



En MD

Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2014	2015	En %	2016	En %	Evolution 16/15 %
1- G/CTAMA	3 677 555	1 559 336	51,81	1 088 229	39,99	-30,21
2- GAT	490 744	317 145	10,54	522 886	20,32	74,33
3- STAR	375 466	-	-	438 815	16,13	-
4- COMAR	804 445	613 407	20,38	340 017	12,49	-44,57
5- ASTREE	437 636	353 155	11,73	281 452	10,34	-20,30
6- LLOYD	22 400	166 578	5,53	19 893	0,73	-88,06
TOTAL	5 808 246	3 009 621	100	2 721 292	100	-9,60

La dotation à la provision pour sinistres à payer est passée de (- 1,064) MD en 2014 et à (-1,461) MD en 2015 et à (-0,246) MD en 2016.

Pour la branche risques agricoles le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 66,06% en 2014 et 27,94 % en 2015 à 41,86 % en 2016.

EN MD

	2014	Variat° %	2015	Variat° %	2016	Variat° %
• Sinistres payés net de recours	5,808	13,28	3,010	-48,17	2,721	-9,60
• Dotation à la provision pour sinistres à payer	-1,064	143,48	-1,461	37,31	-0,246	-83,16
• Charges sinistres	4,744	1,15	1,549	-67,35	2,475	59,78
• Primes acquises	7,181	21,96	5 545	-22,78	5,913	6,64
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	66,06	-13,59	27,94	-38,13	41,86	13,92

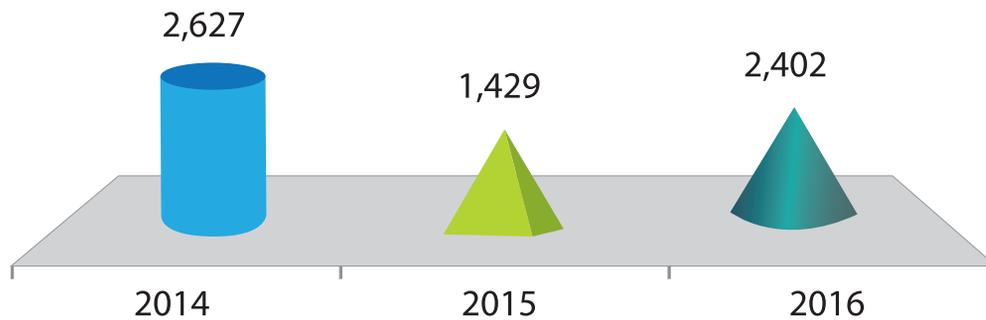
3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques agricoles, s'élèvent en 2016 à 2,402 MD contre 1,429 MD en 2015 et 2,627 MD en 2014 soit une augmentation de 68,09% par rapport à 2015.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 40,62 % en 2016 contre 25,78 % en 2015 et 36,58 % en 2014.

Frais de Gestion de l'assurance Risques Agricoles

En MD



La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 42,97% en 2016 (20,50% pour les frais d'acquisition et 22,47 % pour les charges de gestion) contre 25,23% en 2015 (13,61 % pour les frais d'acquisition et 11,62 % pour les charges de gestion) et 34,91% en 2014 (16,94% pour les frais d'acquisition et 17,96 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Risques Agricoles

EN MD

	2014			2015			2016		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	1,275	16,94	43,26	0,771	13,61	-39,53	1,146	20,50	48,64
Autres charges de gestions nettes	1,352	17,96	50,06	0,658	11,62	-51,33	1,256	22,47	90,88
TOTAL	2,627	34,91	46,68	1,429	25,23	-45,60	2,402	42,97	68,09

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 82,48 % en 2016 contre 53,71 % en 2015 et 116,23% en 2014. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises frais de gestion compris s'est détérioré de 28,77.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 87,25 % en 2016 contre 52,56 % en 2015 et 115,91% en 2014.

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un excédent de 4,806 MD en 2016 contre un excédent de 3,937 MD en 2015 et excédent de 2,172 MD en 2014.

Les frais de gestion sont passés de 2,627 MD en 2014, à 1,429 MD en 2015 et à 2,402 MD en 2016.

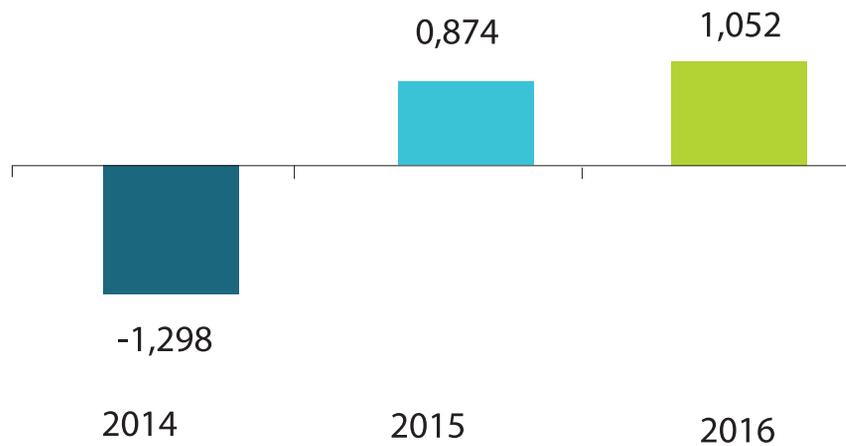
Le solde financier est passé de 0,280 MD en 2014, à 0,523 MD en 2015 et à 0,296 MD en 2016.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé un déficit de 1,123 MD en 2014 et un déficit de 2,157 MD en 2015 à un déficit de 1,648 MD en 2016.

Ainsi le résultat technique s'est soldé par un excédent de 1,052 MD en 2016 contre un excédent de 0,874 MD en 2015 et un déficit de 1,298 MD en 2014. Il représente 18,82 % des primes émises en 2016.

Résultat Technique de l'assurance Risques Agricoles

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Risques Agricoles

En DT

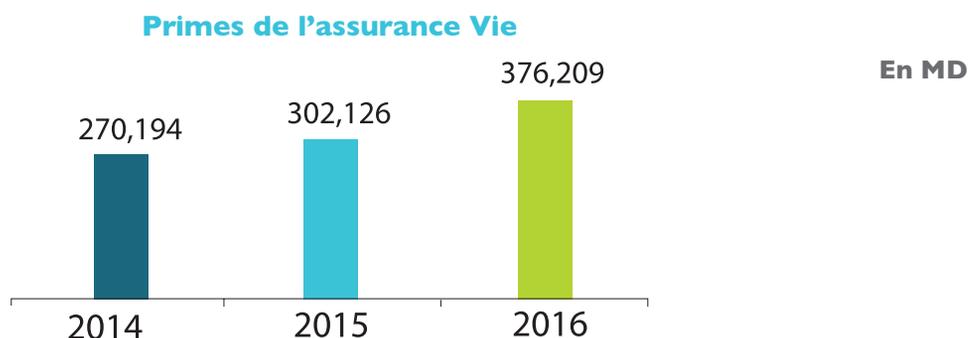
- Primes acquises	5 912 795
- Primes émises	5 590 141
- Variation des provisions pour primes non acquises	322 654
- Charge de prestation	-1 106 627
- Prestation et frais payés	-2 721 292
- Variation des provisions pour sinistres à payer	245 924
- Provisions pour égalisation et équilibrage	367 684
- Autres charges techniques	1 001 057
SOLDE DE SOUSCRIPTION	4 806 168
SOLDE DE GESTION	-2 402 021
SOLDE FINANCIER	296 144
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-1 648 304
RÉSULTAT TECHNIQUE	1 051 987

VII. l'Assurance Vie

I- Les Primes :

En 2016 le montant des primes émises de la branche assurance vie s'élève à 376,209 MD contre 302,126 MD en 2015 et 270,194 MD en 2014, soit une augmentation de 24,52 % en 2016.

La part des primes de l'assurance vie dans les émissions totales est passée de 17,36% en 2014 et 18,00 % en 2015 à 20,26 % en 2016.



Les primes émises par entreprise en assurance vie sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2014		2015		2016	
	En DT	En %	En DT	En %	En DT	En %
1. ATTIJARI.ASS	40 419 234	14,96	47 591 244	15,75	53 118 460	14,12
2. HAYETT	30 556 834	11,31	38 563 259	12,76	50 978 426	13,55
3. MAGHREBIA VIE	39 390 071	14,58	41 585 333	13,76	45 817 277	12,18
4. ASS-BIAT	19 131 899	7,08	27 524 174	9,11	44 078 397	11,72
5. CARTEVIE	28 075 685	10,39	29 001 227	9,60	33 844 506	9,00
6. SALIM	20 344 074	7,53	21 613 039	7,15	28 477 029	7,57
7. ASTREE	23 622 820	8,74	24 582 289	8,14	27 891 841	7,41
8. G.CTAMA	20 040 687	7,42	20 580 202	6,81	20 988 398	5,58
9. GAT VIE	7 798 944	2,89	13 429 891	4,45	18 572 560	4,94
10. STAR	9 536 701	3,53	6 721 424	2,22	12 565 920	3,34
11. LLOYD	7 724 976	2,86	6 507 568	2,15	7 433 140	1,98
12. ZITOUNA.TAKAFUL	4 527 535	1,68	5 778 575	1,91	7 271 373	1,93
13. AMI	4 261 333	1,58	5 323 633	1,76	6 466 339	1,72
14. EI AMANA.TAKAFUL	857 291	0,32	1 972 502	0,65	6 251 239	1,66
15. MAE	3 878 461	1,44	4 031 739	1,33	4 659 378	1,24
16. COMAR	3 933 366	1,46	3 657 784	1,21	3 769 861	1,00
17. GAT	5 776 403	2,14	2 659 012	0,88	2 273 252	0,60
18. At-TAKAFULIA	317 241	0,12	1 002 858	0,33	1 751 436	0,47
TOTAL	270 193 555	100	302 125 753	100	376 208 832	100
TAUX DE CROISSANCE En %	22,09		11,82		24,52	
EN % Du CA Totales	17,36		18,00		20,26	

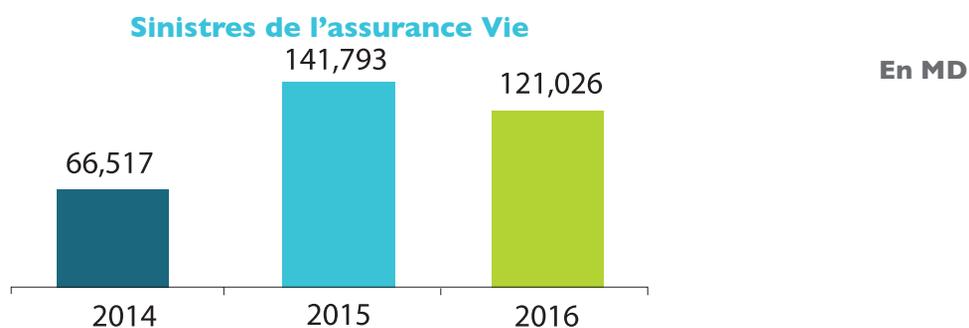
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2014		2015		2016	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
ATTIJARI.ASS MAGHREBIA VIE HAYETT	40,85	ATTIJARI.ASS MAGHREBIA VIE HAYETT	42,27	ATTIJARI.ASS MAGHREBIA VIE HAYETT	39,85

La part des trois premières entreprises dans les émissions totales de la branche vie durant les trois dernières années est passée de 40,85 % en 2014 et de 42,27 % en 2015 à 39,85 % en 2016.

2- Les Sinistres :

Les sinistres payés et les capitaux échus en 2016 ont atteint le montant de 121,026 MD contre 141,793 MD en 2015 et 66,517 MD en 2014 enregistrant ainsi une baisse de 14,65 % en 2016.



Les sinistres payés et les capitaux échus par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

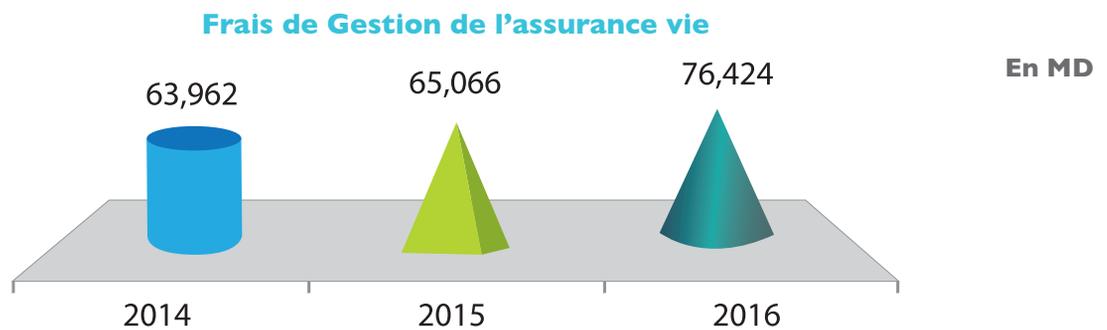
Intitulé	2014	2015	En %	2016	En %	Evolution 16/15 %
1- HAYETT	13 143 120	21 837 458	15,40	31 113 232	25,71	42,48
2-GAT VIE	2 718 425	5 390 682	3,80	13 423 490	11,09	149,01
3-MAGHREBIA VIE	12 200 297	13 861 891	9,78	12 582 172	10,40	-9,23
4-CARTE VIE	7 421 092	12 638 146	8,91	10 850 343	8,97	-14,15
5-ASS.BIAT	5 503 003	4 698 359	3,31	9 939 669	8,21	111,56
6-G/CTAMA	3 306 946	5 558 494	3,92	9 900 925	8,18	78,12
7-SALIM	4 187 853	8 532 283	6,02	8 445 776	6,98	-1,01
8- ATTIJARI.ASS	2 195 340	3 944 723	2,78	5 543 938	4,58	40,54
9-ASTREE	6 252 303	55 088 252	38,85	5 473 274	4,52	-90,06
10-STAR	2 549 905	3 113 473	2,20	5 290 216	4,37	69,91
11-COMAR	1 217 819	1 221 462	0,86	2 287 718	1,89	87,29
12-LLOYD	1 134 836	1 290 811	0,91	1 915 141	1,58	48,37
13-AMI	1 522 616	2 002 907	1,41	1 830 041	1,51	-8,63
14-MAE	1 167 068	1 678 120	1,18	1 349 444	1,11	-19,59
15-GAT	1 919 657	515 729	0,36	607 875	0,50	17,87
16-ZITOUNA.TAK	70 722	261 764	0,18	180 357	0,15	-31,10
17-EIAMANA .TAK	-	126 478	0,09	142 961	0,12	13,03
18-At-TAKAFULIA	6 470	31 921	0,02	149 842	0,12	369,42
TOTAL	66 517 472	141 792 953	100	121 026 414	100	-14,65

La provision mathématique vie s'élève à 1 137,738 MD en 2016 contre 959,824 MD en 2015 et 767,441 MD en 2014, soit une augmentation de 18,54 % par rapport à 2015.

	EN MD				
	2014	2015	Variat°. %	2016	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	66,517	141,793	113,17	121,026	-14,65
• Variat° Provision pour sinistres à payer	155,267	101,403	-34,69	186,485	83,90
• Cadence de règlement en %	29,99	58,30	28,31	39,36	-18,94
• Provision mathématique	767,441	959,824	25,07	1 137,738	18,54

3- Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche vie s'élèvent à 76,424 MD en 2016 contre 65,066 MD en 2015 et 63,962 MD en 2014 soit une augmentation de 17,46% en 2016.



La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 20,31 % en 2016 (13,42 % pour les frais d'acquisition et 6,89 % pour les charges de gestion) contre 21,55 % en 2015 (14,31 % pour les frais d'acquisition et 7,24 % pour les charges de gestion) et 23,68% en 2014 (16,78% pour les frais d'acquisition et 6,90% pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Vie

	EN MD							
	2014		2015			2016		
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	45,327	16,78	43,208	14,31	-4,68	50,501	13,42	16,88
Autres charges de gestions nettes	18,635	6,90	21,858	7,24	17,30	25,923	6,89	18,60
TOTAL	63,962	23,68	65,066	21,55	1,73	76,424	20,31	17,46

4- Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 67,458 MD en 2016 contre 55,118 MD en 2015 et de 45,541 MD en 2014.

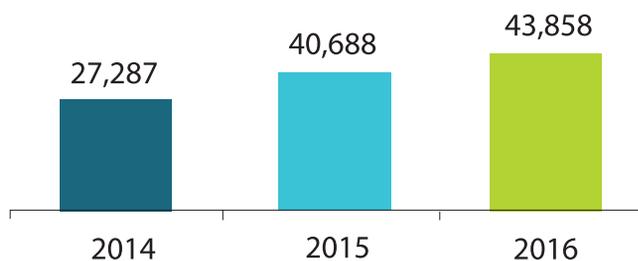
Les frais de gestion sont passés de 63,962 MD en 2014 et de 65,066 MD en 2015 à 76,424 MD en 2016.

Le solde financier dégage un résultat de 55,550 MD en 2016 contre 50,206 MD en 2015 et 41,859 MD en 2014. Par ailleurs, le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un excédent de 3,849 MD en 2014 et un excédent de 0,429 MD en 2015 à un déficit de 2,726 MD en 2016.

Le résultat technique est excédentaire de 43,858 MD en 2016 contre 40,688 MD en 2015 et 27,287 MD en 2014. Il représente 11,66 % des primes émises en 2016.

Résultat Technique de l'assurance Vie

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance vie

En DT

- Primes acquises	376 208 832
- Primes émises	376 208 832
- Variation des provisions pour primes non acquises	0
- Charge de prestation	-308 751 000
- Prestation et frais payés	-121 026 414
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-186 484 839
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-876 869
- Autres charges techniques	-362 878
SOLDE DE SOUSCRIPTION	67 457 832
SOLDE DE GESTION	-76 423 861
SOLDE FINANCIER	55 549 782
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-2 725 653
RÉSULTAT TECHNIQUE	43 858 100



ANNEXES

I - BILAN DU SECTEUR DES ASSURANCES 2015-2016

II - LES PRIMES ÉMISES PAR BRANCHE ET PAR ENTREPRISE

III - LES SINISTRES RÉGLÉS PAR BRANCHE ET PAR ENTREPRISE

IV - LE COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE (NON VIE ET VIE)

V - LE COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE (AFFAIRES DIRECTES ET ACCEPTATIONS)

VI - TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2016

VII - LA LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCE

BILAN DU SECTEUR DES ASSURANCES EN TUNISIE 2015/2016

	Net		CP & PASSIFS	Net	
	2015	2016		2015	2016
ACTIFS					
Actifs Incorporels	30 841 265	33 385 598	Capitaux propres(avec RT Rep)	1 089 882 557	1 205 457 683
	0,55%	0,55%		19,57%	20,00%
Actifs corporels	29 250 835	32 302 285	RT de l'exercice	156 684 405	133 933 999
	0,53%	0,54%		2,81%	2,22%
Placements	4 101 148 205	4 470 376 558	PROVISIONS	3 545 469 357	3 818 820 669
	73,63%	74,18%		63,66%	63,37%
Part des reassureurs dans les PT	471 383 693	474 368 010	Dettes	654 877 804	703 076 129
	8,46%	7,87%		11,76%	11,67%
Créances	617 034 211	667 159 233			
	11,08%	11,07%			
Autres éléments d'actifs	320 118 566	348 414 091	Autres passifs	122 862 652	164 717 295
	5,75%	5,78%		2,21%	2,73%
	5 569 776 775	6 026 005 775		5 569 776 775	6 026 005 775

EN DT

**CHIFFRES D'AFFAIRE PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE
AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2016**

	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Credit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ASS.VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS	TOTAL (AFF. DIR & ACC)
STAR	182 990 230	81 698 913	17 337 727	14 780 472	10 053 499	0	588 983	0	12 565 920	320 015 744	2 108 903	322 124 647
COMAR	97 043 706	18 584 098	17 365 522	16 475 588	7 054 937	236 034	713 250	- 90	3 769 861	161 242 906	9 668 764	170 911 670
AMI	134 695 405	8 685 919	2 749 646	2 077 359	1 355 348	0	0	0	6 466 339	156 030 016	0	156 030 016
GAT	66 189 938	27 621 563	10 253 968	17 456 968	11 582 341	0	355 385	0	2 273 252	135 733 415	1 925 409	137 658 824
MAGHREBIA	49 737 838	36 535 047	24 170 584	22 515 824	3 791 789	0	0 000	0	0 000	136 751 082	0	136 751 082
ASTREE	47 045 559	27 750 525	9 091 130	11 788 169	4 970 182	732 176	650 053	0	27 891 841	129 919 635	1 105 608	131 025 243
CARTE	25 962 027	11 766 254	41 310 783	10 838 848	6 435 844	2 261 191	0	0	0 000	98 574 947	33 286	98 608 233
ASS.BIAT	19 931 178	12 729 526	9 894 558	7 354 996	2 016 567	0	0	0	44 078 397	96 005 222	0	96 005 222
MAE	82 639 444	1 791 688	5 053 801	206 465	1 499 939	0	0	0	4 659 378	95 850 715	0	95 850 715
G. CTAMA	34 339 443	8 884 046	8 192 781	2 138 842	1 322 452	0	2 938 655	0	20 988 398	78 804 617	212 415	79 017 032
LLOYD	41 613 508	7 123 192	9 787 157	6 118 996	2 784 266	0	343 815	0	7 433 140	75 204 074	438 475	75 642 549
SALIM	17 501 277	16 034 360	4 518 444	4 455 590	2 290 247	0	0	0	28 477 029	73 276 947	0	73 276 947
ATTIJARI-ASS									531 184 660	53 118 460		53 118 460
HAYETT									50 978 426	50 978 426		50 978 426
MAGHREBIA-VIE									45 817 277	45 817 277	0	45 817 277
ZITOUNA.TAK	18 455 614	2 029 412	4 070 078	2 242 833	1 648 816	0	0	0	7 271 373	35 718 126	0	35 718 126
CARTE- VIE									33 844 506	33 844 506		33 844 506
EL AMANA.TAK	8 206 459	3 123 003	2 419 264	989 348	1 182 550	0	0	0	6 251 239	22 171 863	0	22 171 863
GAT VIE									18 572 560	18 572 560	0	18 572 560
AT-TAKAFULIA	7 597 736	995 355	686 555	744 091	805 499	0	0	0	1 751 436	12 580 672	195 206	12 775 878
COTUNACE	0	0	0	0	0	11 127 431	0	0	0	11 127 431	0	11 127 431
TOTAL	833 949 362	265 352 901	166 901 998	120 184 389	58 794 276	14 356 832	5 590 141	- 0 090	376 208 832	1 841 338 641	15 688 066	1 857 026 707

EN DT

SINISTRES REGLES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE
AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2016

	EN DT											
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Credit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ASS. VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS	TOTAL (AFF. DIR & ACC)
STAR	131 571 917	71 503 200	9 803 843	4 014 728	2 045 171	0	438 815	1 383 626	5 290 216	226 051 516	857 427	226 908 943
AMI	92 511 672	8 174 400	555 647	637 729	20 483	0	0	0	1 830 041	103 729 972	0	103 729 972
COMAR	59 965 963	15 410 625	4 746 642	6 094 113	472 689	105 378	340 017	446 487	2 287 718	89 869 632	6 104 710	95 974 342
GAT	49 437 793	24 734 159	3 610 824	3 041 566	1 717 328	0	552 886	318 037	607 875	84 020 468	514 052	84 534 520
MAGHREBIA	30 439 896	29 040 089	8 975 980	5 588 469	873 238	0	0	77 802	0	74 995 474	0	74 995 474
MAE	60 905 193	1 011 000	271 821	673 200	0	0	0	0	1 349 444	64 210 658	0	64 210 658
ASTREE	29 375 758	24 773 058	807 377	1 877 785	319 099	29 709	281 452	97 518	5 473 274	63 035 030	184 937	63 219 967
G/CTAMA	28 389 805	10 178 472	142 015	644 353	2 866 633	0	1 088 229	299 791	9 900 925	53 510 223	120 438	53 630 661
LLOYD	30 597 933	6 172 881	4 801 097	3 889 501	525 963	0	19 893	89 940	1 915 141	48 012 349	-31 981	47 980 368
ASS.BIAT	13 216 680	9 857 381	3 328 155	3 342 310	598 065	0	0	0	9 939 669	40 282 260	0	40 282 260
SALIM	11 354 492	15 757 778	227 354	1 523 523	251 941	0	0	0	8 445 776	37 560 864	0	37 560 864
CARTE	17 613 661	9 963 673	5 478 176	2 246 842	1 002 323	230 893	0	348 446	0	36 884 014	14 457	36 898 471
HAYETT									31 113 232	31 113 232	0	31 113 232
GAT VIE									13 423 490	13 423 490	0	13 423 490
MAGHREBIA-VIE									12 582 172	12 582 172	0	12 582 172
CARTE- VIE									10 850 343	10 850 343	0	10 850 343
ZITOUNA,TAK	6 605 214	1 905 240	122 933	1 15 114	280 629	0	0	0	180 357	9 209 487	0	9 209 487
EL AMANA	3 505 447	2 119 477	190 755	183 762	687 445	0	0	0	1 42 961	6 829 847	0	6 829 847
ATTIARI,ASS									5 543 938	5 543 938		5 543 938
Ac-TAKAFULIA	2 169 965	858 084	16 536	49 128	53 011	0	0	0	1 49 842	3 296 566	4	3 296 570
COTUNACE	0	0	0	0	0	1 357 401	0	0	0	1 357 401	0	1 357 401
TOTAL	567 661 389	231 459 517	43 079 155	33 922 123	11 714 018	1 723 381	2 721 292	3 061 647	121 026 414	1 016 368 936	7 764 044	1 024 132 980

COMPTÉ D'EXPLOITATION PAR BRANCHE EN 2016 (AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS)

	EN DT										TOTAL (AFF. DIR+ACC)	
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Credit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ASS. VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS	
1 primes acquises	807 835 074	265 367 222	163 902 298	118 183 767	60 762 342	14 129 415	5 912 795	-0 090	376 208 832	1 812 301 655	17 410 092	1 829 711 747
2 primes émises	833 949 362	265 352 901	166 901 998	120 184 389	58 794 276	14 356 832	5 590 141	-0 090	376 208 832	1 841 338 641	15 688 066	1 857 026 707
3 variation des provisions pour primes non acquises	-26 114 288	14 321	-2 999 700	-2 000 622	1 968 066	-227 417	322 654	0	0	-29 036 986	1 722 026	-27 314 960
4 charges de prestations	-596 730 992	-237 829 646	-56 070 976	-40 293 783	-2 998 609	-10 832 421	-1 106 627	-2 136 694	-308 751 000	-1 256 750 748	-10 273 588	-1 267 024 336
5 prestation et frais payés	-567 661 389	-231 459 517	-43 079 155	-33 922 123	-11 714 018	-1 723 381	-2 721 292	-3 061 647	-121 026 414	-1 016 368 936	-7 764 044	-1 024 132 980
6 variation de provision pour prestation diverses	-40 570 145	-5 927 618	-11 761 144	-6 533 026	7 210 413	-7 014 382	245 924	-466 199	-186 484 839	-251 301 016	-2 483 954	-253 784 970
7 provisions pour égalisation et équilibrage	0	-566 465	-117 049	0	0	-931 684	367 684	0	-876 869	-2 124 383	0	-2 124 383
8 autres charges techniques	11 500 542	123 954	-1 113 628	161 366	1 504 996	-1 162 974	1 001 057	1 391 152	-362 878	13 043 587	-25 590	13 017 997
9 solde de souscription	211 104 082	27 537 576	107 831 322	77 889 984	57 763 733	3 296 994	4 806 168	-2 136 784	67 457 832	555 550 907	7 136 504	562 687 411
10 frais d'acquisition	-102 445 881	-17 982 993	-21 590 105	-19 946 179	-9 136 735	-1 510 237	-1 146 190	-12 313	-50 500 684	-224 271 317	-1 317 690	-225 589 007
11 autres charges de gestion nettes	-102 178 439	-21 450 523	-21 523 512	-14 826 735	-8 828 736	-1 555 110	-1 255 831	-271 628	-25 923 177	-197 813 691	-1 091 251	-198 904 942
12 charges d'acquisition et de gestion nettes	-204 624 320	-39 433 516	-43 113 617	-34 772 914	-17 965 471	-3 065 347	-2 402 021	-283 941	-76 423 861	-422 085 008	-2 408 941	-424 493 949
13 produits nettes des placements	72 878 461	5 780 533	11 418 662	7 153 293	2 960 453	1 520 354	400 223	1 310 261	58 132 260	161 554 500	408 480	161 962 980
14 participation aux résultats	-1 499 851	-671 948	-1 457 350	-1 636 983	-4 832 301	-322 081	-104 079	0	-2 582 478	-13 107 071	-106 557	-13 213 628
15 solde financier	71 378 610	5 108 585	9 961 312	5 516 310	-1 871 848	1 198 273	296 144	1 310 261	55 549 782	148 447 429	301 923	148 749 352
16 part réassureurs dans les primes acquises	-63 875 486	-7 345 521	-102 542 938	-90 943 347	-40 647 711	-9 531 554	-3 754 912	0	-36 276 411	-354 917 880	-1 519 884	-356 437 764
17 part réassureurs dans les prestations et frais payés	16 936 183	2 183 222	18 776 754	21 059 038	8 913 841	796 134	1 420 510	27 026	8 429 795	78 542 503	302 255	78 844 758
18 part réassureurs dans les charges de provision	2 374 914	688 604	6 613 581	7 394 685	-6 946 440	6 278 071	-170 121	-39 941	8 751 195	24 944 548	271 225	25 215 773
19 part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et ristournes	292 797	0	541 193	1 378 721	2 353 868	426 714	1 565	0	1 446 747	6 441 605	70 509	6 512 114
20 commissions écrites des réassureurs	17 643 170	664 004	17 593 670	24 943 067	6 456 135	2 842 835	854 654	0	14 934 975	85 932 510	348 328	86 280 838
21 autres éléments de débit au de crédit à la charges de réassureurs	-146 494	0	-38 199	-140 075	-14 993	0	0	0	-11 954	-351 715	0	-351 715
22 solde de réassurance	-26 774 916	-3 809 691	-59 055 939	-36 307 911	-29 885 300	812 200	-1 648 304	-12 915	-2 725 653	-159 408 429	-527 567	-159 935 996
résultat technique	51 083 456	-10 597 046	15 623 078	12 325 469	8 041 114	2 242 120	1 051 987	-1 123 379	43 858 100	122 504 899	4 501 919	127 006 818

COMpte D'EXPloIATIoN PAR BRANCHE EN 2016
(NON VIE ET VIE)

	EN DT										TOTAL (NON VIE & VIE)	
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ACCEPTATIONS	TOTAL (NON VIE)	ASS. VIE	TOTAL (NON VIE & VIE)
primes acquises	807 835 074	265 367 222	163 902 598	118 183 767	60 762 342	14 129 415	5 912 795	-0 090	17 410 092	1 453 502 915	376 208 832	1 829 711 747
primes émises	833 949 362	265 352 901	166 901 998	120 184 389	58 794 276	14 356 832	5 590 141	-0 090	15 688 066	1 480 817 875	376 208 832	1 857 026 707
variation des provisions pour primes non acquises	-26 114 288	14 321	-2 999 700	-2 000 622	1 968 066	-227 417	322 654	0	1 722 026	-27 314 960	0	-27 314 960
charges de prestations	-596 730 992	-237 829 646	-56 070 976	-40 293 783	-2 998 609	-10 832 421	-1 106 627	-2 136 694	-10 273 588	-958 273 336	-308 751 000	-1 267 024 336
prestation et frais payés	-567 661 389	-231 459 517	-43 079 155	-33 922 123	-11 714 018	-1 723 381	-2 721 292	-3 061 647	-7 764 044	-903 106 566	-121 026 414	-1 024 132 980
variation de provision pour prestation diverses	-40 570 145	-5 927 618	-11 761 144	-6 533 026	7 210 413	-7 014 382	245 924	-466 199	-2 483 954	-67 300 131	-186 484 839	-253 784 970
provisions pour égalisation et équilibrage	0	-566 465	-117 049	0	0	-931 684	367 684	0	0	-1 247 514	-876 869	-2 124 383
autres charges techniques	11 500 542	123 954	-1 113 628	161 366	1 504 996	-1 162 974	1 001 057	1 391 152	-25 590	13 380 875	-362 878	13 017 997
solde de souscription	211 104 082	27 537 576	107 831 322	77 889 984	57 763 733	3 296 994	4 806 168	-2 136 784	7 136 504	495 229 579	67 457 832	562 687 411
frais d'acquisition	-102 445 881	-17 982 993	-21 590 105	-19 946 179	-9 136 735	-1 510 237	-1 146 190	-12 313	-1 317 690	-175 088 323	-50 500 684	-225 589 007
autres charges de gestion nettes	-102 178 439	-21 450 523	-21 523 512	-14 826 735	-8 828 736	-1 555 110	-1 255 831	-271 628	-1 091 251	-172 981 765	-25 923 177	-198 904 942
charges d'acquisition et de gestion nettes	-204 624 320	-39 433 516	-43 113 617	-34 779 914	-17 965 471	-3 065 347	-2 402 021	-283 941	-2 408 941	-348 070 088	-76 423 861	-424 493 949
produits nettes des placements	72 878 461	5 780 533	11 418 662	7 153 293	2 960 453	1 520 354	400 223	1 310 261	408 480	103 830 720	58 132 260	161 962 980
participation aux résultats	-1 499 851	-671 948	-1 457 350	-1 636 983	-4 832 301	-322 081	-104 079	0	-106 557	-10 631 150	-2 582 478	-13 213 628
solde financier	71 378 610	5 108 585	9 961 312	5 516 310	-1 871 848	1 198 273	296 144	1 310 261	301 923	93 199 570	55 549 782	148 749 352
part réassureurs dans les primes acquises	-63 875 486	-7 345 521	-102 542 938	-90 943 347	-40 647 711	-9 531 554	-3 754 912	0	-1 519 884	-320 161 353	-36 276 411	-356 437 764
part réassureurs dans les prestations et frais payés	16 936 183	2 183 222	18 776 754	21 059 038	8 913 841	796 134	1 420 510	27 026	302 255	70 414 963	8 429 795	78 844 758
part réassureurs dans les charges de provision	2 374 914	688 604	6 613 581	7 394 685	-6 946 440	6 278 071	-170 121	-39 941	271 225	16 464 578	8 751 195	25 215 773
part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et ristournes	292 797	0	541 193	1 370 721	2 353 868	426 714	1 565	0	70 509	5 065 367	1 446 747	6 512 114
commissions reçues des réassureurs	17 643 170	664 004	17 593 670	24 943 067	6 456 135	2 842 835	854 654	0	348 328	71 345 863	14 934 975	86 280 838
autres éléments de débit au de crédit à la charges de réassureurs	-146 494	0	-38 199	-140 075	-14 993	0	0	0	0	-339 761	-11 954	-351 715
solde de réassurance	-26 774 916	-3 809 691	-59 055 939	-36 307 911	-29 885 300	812 200	-1 648 304	-12 915	-527 567	-157 210 343	-2 725 653	-159 935 996
résultat technique	51 083 456	-10 597 046	15 623 078	12 325 469	8 041 114	2 242 120	1 051 987	-1 123 379	4 501 919	83 148 718	43 858 100	127 006 818



TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2016

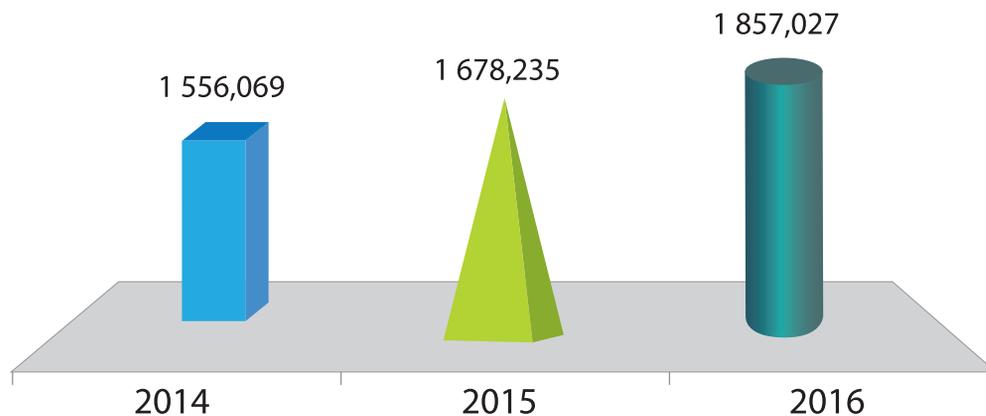
KEY FIGURES OF THE INSURANCE SECTOR

In MD

	2015	2016	Ev. 16/15 in %
Written Premiums (Direct Business + Acceptances)	1 678 234 925	1 857 026 707	10,65
Claims Paid (Direct Business + Acceptances)	949 372 433	1 024 132 980	7,87
Management Expenses (Direct Business + Acceptances)	405 447 920	424 493 949	4,70
Technical Provisions	3 545 375 595	3 818 820 669	7,71
Cessions and Retrocessions	356 741 052	356 437 764	-0,09
Investments	4 101 148 206	4 470 376 558	9,00
Financial Balance	173 363 605	148 749 352	-14,20
Reinsurance Balmance (cession results)	- 140 383 941	-159 935 996	13,93
Net Technical Results	133 908 432	127 006 818	-5,15
Balance Sheet Results	157 948 243	133 933 999	-15,20

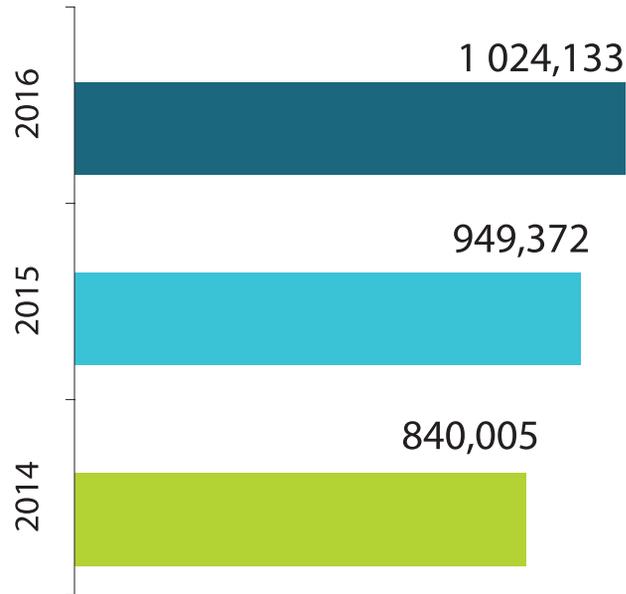
WRITTEN PREMIUMS

in MTD



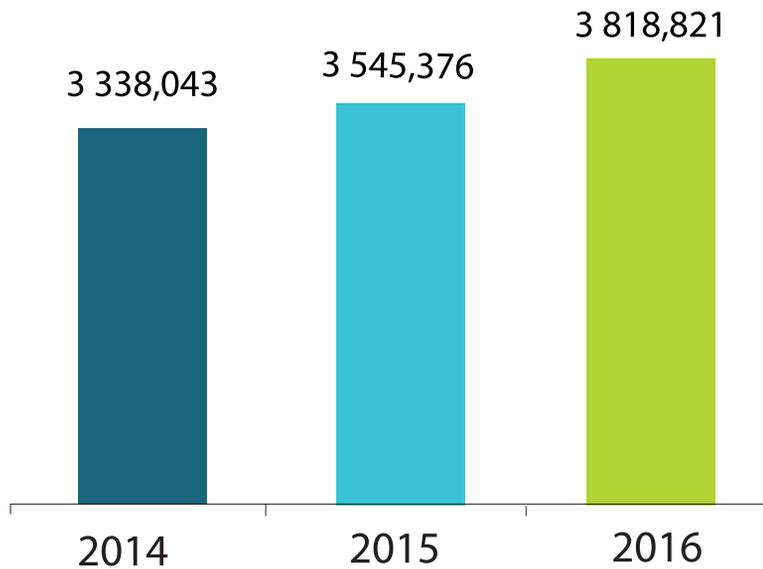
CLAIMS PAID

in MTD



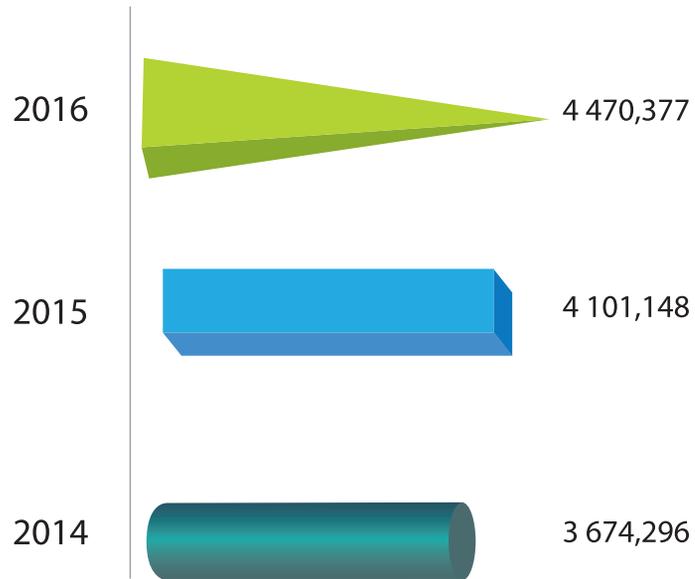
TECHNICAL PROVISIONS

in MTD



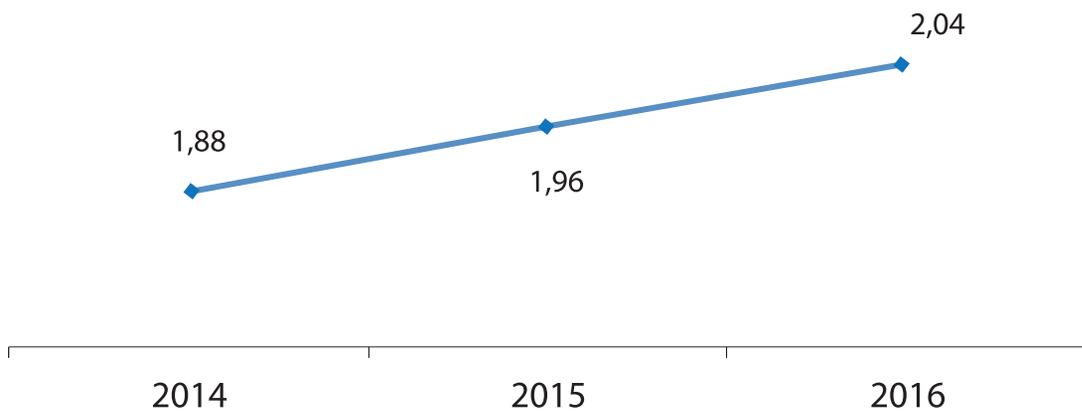
INVESTMENTS

in MTD



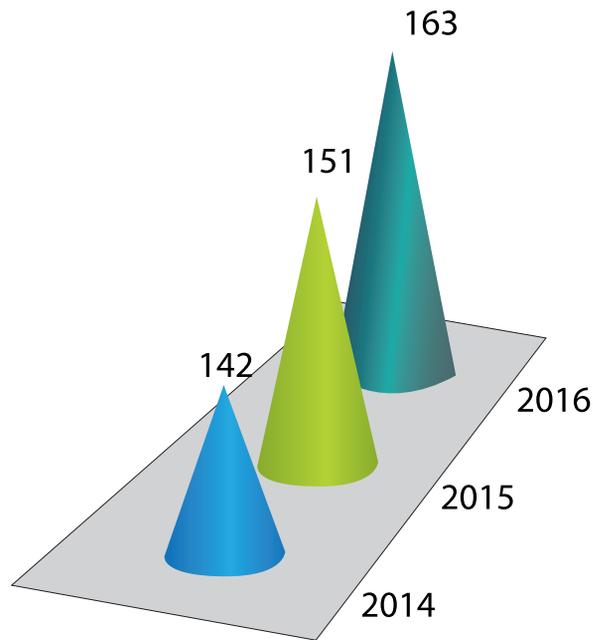
RATE OF PENETRATION

in %



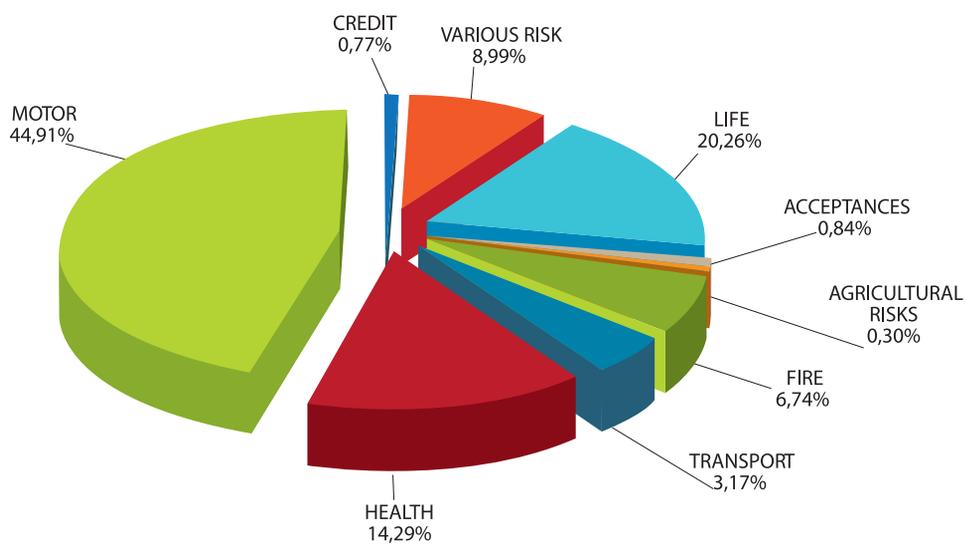
PREMIUMS PER CAPITA

in TD



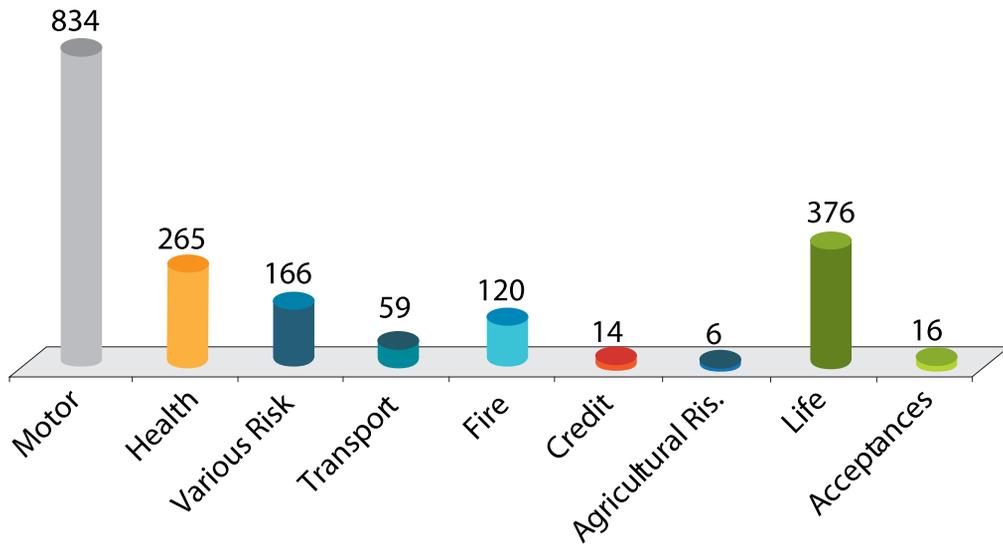
STRUCTURE OF THE PORTFOLIO OF THE MARKET BY BRANCH

in %



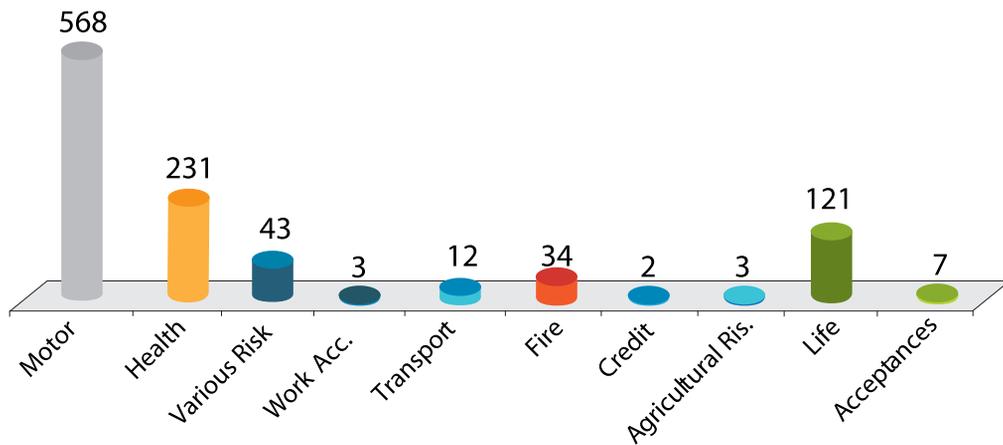
WRITTEN PREMIUMS BY BRANCH IN 2016

in MTD

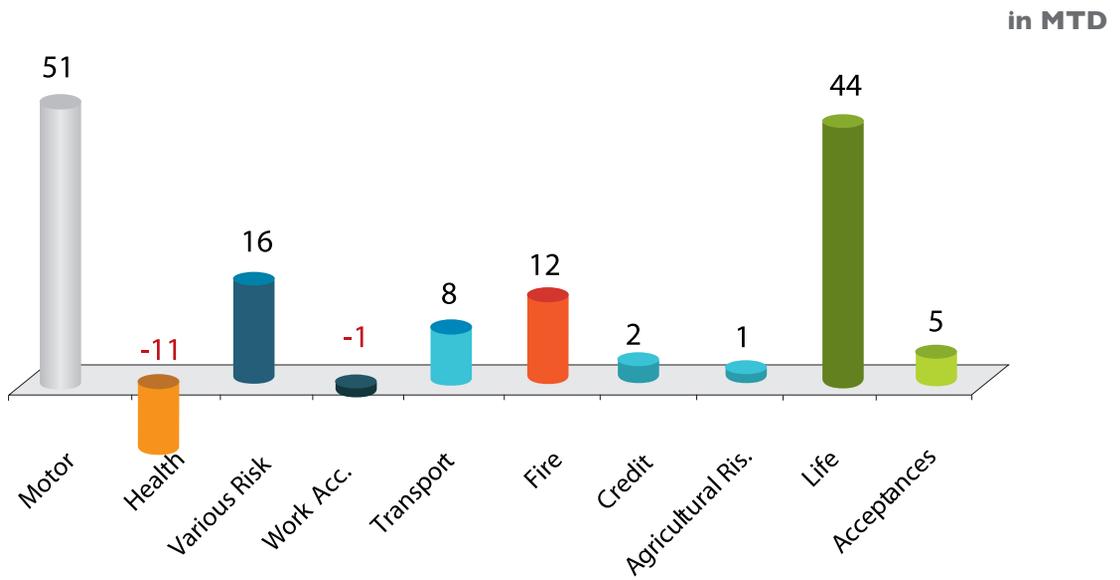


CLAIMS PAID BY BRANCH IN 2016

in MTD



TECHNICAL RESULTS BY BRANCH IN 2016



BALANCE SHEET OF THE INSURANCE SECTOR IN TUNISIA 2015/2016

ASSETS	Net		Stockholders' equity & Liabilities	Net	
	2015	2016		2015	2016
Intangible assets	30 841 265	33 385 598	Stockholders' equity	1 089 882 557	1 205 457 683
	0.55%	0.55%		19.57%	20.00%
Tangible assets	29 250 835	32 302 285	Operating income	156 684 405	133 933 999
	0.53%	0.54%		2.81%	2.22%
Investments	4 101 148 205	4 470 376 558	Provisions	3 545 469 357	3 818 820 669
	73.63%	74.18%		63.66%	63.37%
Reinsurers share of TP	471 383 693	474 368 010	Debts	654 877 804	703 076 129
	8.46%	7.87%		11.76%	11.67%
Dept	617 034 211	667 159 233			
	11.08%	11.07%			
Other assets	320 118 566	348 414 091	Other liabilities	122 862 652	164 717 295
	5.75%	5.78%		2.21%	2.73%
	5 569 776 775	6 026 005 775		5 569 776 775	6 026 005 775

IN DT

MARKET TURNOVER OF 2016 BY BRANCH & BY INSURANCE COMPANIES (Direct Business & Acceptances)

IN TD

	MOTOR INSURANCE	HEALTH INSURANCE	VARIOUS RISKS INSURANCE	FIRE INSURANCE	TRANSPORT INSURANCE	CREDIT INSURANCE	AGRICULTURAL RISK	WORKERS COMPENSATION INSURANCE	LIFE INSURANCE	TOTAL (DIRECT BUSINESS)	ACCEPTANCES	TOTAL (DIRECT BUSINESS & ACCEPTANCES)
STAR	182 990 230	81 698 913	17 337 727	14 780 472	10 053 499	0	588 983	0	12 565 920	320 015 744	2 108 903	322 124 647
COMAR	97 043 706	18 584 098	17 365 522	16 475 588	7 054 937	236 034	713 250	- 0 090	3 769 861	161 242 906	9 668 764	170 911 670
AMI	134 695 405	8 685 919	2 749 646	2 077 359	1 355 348	0	0	0	6 466 339	156 030 016	0	156 030 016
GAT	66 189 938	27 621 563	10 253 968	17 456 968	11 582 341	0	355 385	0	2 273 252	135 733 415	1 925 409	137 658 824
MAGHREBIA	49 737 838	36 535 047	24 170 584	22 515 824	3 791 789	0	0 000	0	0 000	136 751 082	0	136 751 082
ASTREE	47 045 559	27 750 525	9 091 130	11 788 169	4 970 182	732 176	650 053	0	27 891 841	129 919 635	1 105 608	131 025 243
CARTE	25 962 027	11 766 254	41 310 783	10 838 848	6 435 844	2 261 191	0	0	0 000	98 574 947	33 286	98 608 233
ASS.BIAT	19 931 178	12 729 526	9 894 558	7 354 996	2 016 567	0	0	0	44 078 397	96 005 222	0	96 005 222
MAE	82 639 444	1 791 688	5 053 801	206 465	1 499 939	0	0	0	4 659 378	95 850 715	0	95 850 715
G. CTAMA	34 339 443	8 884 046	8 192 781	2 138 842	1 322 452	0	2 938 655	0	20 988 398	78 804 617	212 415	79 017 032
LLOYD	41 613 508	7 123 192	9 787 157	6 118 996	2 784 266	0	343 815	0	7 433 140	75 204 074	438 475	75 642 549
SALIM	17 501 277	16 034 360	4 518 444	4 455 590	2 290 247	0	0	0	28 477 029	73 276 947	0	73 276 947
ATTJARIASS									53 118 460	53 118 460		53 118 460
HAYETT									50 978 426	50 978 426		50 978 426
MAGHREBIA-VIE									45 817 277	45 817 277	0	45 817 277
ZITOUNA.TAK	18 455 614	2 029 412	4 070 078	2 242 833	1 648 816	0	0	0	7 271 373	35 718 126	0	35 718 126
CARTE- VIE									33 844 506	33 844 506		33 844 506
EL AMANA.TAK	8 206 459	3 123 003	2 419 264	989 348	1 182 550	0	0	0	6 251 239	22 171 863	0	22 171 863
GAT VIE									18 572 560	18 572 560	0	18 572 560
AT-TAKAFULIA	7 597 736	995 355	686 555	744 091	805 499	0	0	0	1 751 436	12 580 672	195 206	12 775 878
COTUNACE	0	0	0	0	0	11 127 431	0	0	0	11 127 431	0	11 127 431
TOTAL	833 949 362	265 352 901	166 901 998	120 184 389	58 794 276	14 356 832	5 590 141	- 0 090	376 208 832	1 841 338 641	15 688 066	1 857 026 707

CLAIMS PAID OF 2016 BY BRANCH & BY INSURANCE COMPANIES
(Direct Business & Acceptances)

	MOTOR INSURANCE	HEALTH IN- SURANCE	VARIOUS RISKS INSURANCE	FIRE INSURANCE	TRANS- SPORT INSURANCE	CREDIT INSURANCE	AGRICULTURAL RISK	WORKERS COMPENSATION INSURANCE	LIFE INSURANCE	TOTAL (DIRECT BUSINESS)	ACCEPTANCES	TOTAL (DIRECT BUSINESS & ACCEPTANCES)
STAR	131 571 917	71 503 200	9 803 843	4 014 728	2 045 171	0	438 815	1 383 626	5 290 216	226 051 516	857 427	226 908 943
AMI	92 511 672	8 174 400	555 647	637 729	20 483	0	0	0	1 830 041	103 729 972	0	103 729 972
COMAR	59 965 963	15 410 625	4 746 642	6 094 113	472 689	105 378	340 017	446 487	2 287 718	89 869 632	6 104 710	95 974 342
GAT	49 437 793	24 734 159	3 610 824	3 041 566	1 717 328	0	552 886	318 037	607 875	84 020 468	514 052	84 534 520
MAGHREBIA	30 439 896	29 040 089	8 975 980	5 588 469	873 238	0	0	77 802	0	74 995 474	0	74 995 474
MAE	60 905 193	1 011 000	271 821	673 200	0	0	0	0	1 349 444	64 210 658	0	64 210 658
ASTREE	29 375 758	24 773 058	807 377	1 877 785	319 099	29 709	281 452	97 518	5 473 274	63 035 030	184 937	63 219 967
G/CTAMA	28 389 805	10 178 472	142 015	644 353	2 866 633	0	1 088 229	299 791	9 900 925	53 510 223	120 438	53 630 661
LLOYD	30 597 933	6 172 881	4 801 097	3 889 501	525 963	0	19 893	89 940	1 915 141	48 012 349	-31 981	47 980 368
ASS.BIAT	13 216 680	9 857 381	3 328 155	3 342 310	598 065	0	0	0	9 939 669	40 282 260	0	40 282 260
SALIM	11 354 492	15 757 778	227 354	1 523 523	251 941	0	0	0	8 445 776	37 560 864	0	37 560 864
CARTE	17 613 661	9 963 673	5 478 176	2 246 842	1 002 323	230 893	0	348 446	0	36 884 014	14 457	36 898 471
HAYETT									31 113 232	31 113 232	0	31 113 232
GAT VIE									13 423 490	13 423 490	0	13 423 490
MAGHREBIA-VIE									12 582 172	12 582 172	0	12 582 172
CARTE- VIE									10 850 343	10 850 343	0	10 850 343
ZITOUNA, TAK	6 605 214	1 905 240	122 933	115 114	280 629	0	0	0	180 357	9 209 487	0	9 209 487
EL AMANA	3 505 447	2 119 477	190 755	183 762	687 445	0	0	0	142 961	6 829 847	0	6 829 847
ATTIJARI, ASS									5 543 938	5 543 938		5 543 938
AC-TAKAFULIA	2 169 965	858 084	16 536	49 128	53 011	0	0	0	149 842	3 296 566	4	3 296 570
COTUNACE	0	0	0	0	0	1 357 401	0	0	0	1 357 401	0	1 357 401
TOTAL	567 661 389	231 459 517	43 079 155	33 922 123	11 714 018	1 723 381	2 721 292	3 061 647	121 026 414	1 016 368 936	7 764 044	1 024 132 980

IN TD

OPERATING STATEMENT OF 2016 BY BRANCH
(Direct Business & Acceptances)

IN TD

	MOTOR INSURANCE	HEALTH INSURANCE	VARIOUS RISKS INSURANCE	FIRE INSURANCE	TRANSPORT INSURANCE	CREDIT INSURANCE	AGRICULTU- RAL RISK	WORKERS COMPENSATION INSURANCE	LIFE INSURANCE	TOTAL (DIRECT BUSINESS)	ACCEPTANCES	TOTAL (DIRECT BUSINESS & ACCEPTANCES)
Earned premiums	807 835 074	265 367 222	163 902 298	118 183 767	60 762 342	14 129 415	5 912 795	-0 090	376 208 832	1 812 301 655	17 410 092	1 829 711 747
Written premiums	833 949 362	265 352 901	166 901 998	120 184 389	58 794 276	14 356 832	5 590 141	-0 090	376 208 832	1 841 338 641	15 688 066	1 857 026 707
Variation of provisions for unearned premiums	-26 114 288	14 321	-2 999 700	-2 000 622	1 968 066	-227 417	322 654	0	0	-29 036 986	1 722 026	-27 314 960
Services expenses	-596 730 992	-237 829 646	-56 070 976	-40 293 783	-2 998 609	-10 832 421	-1 106 627	-2 136 694	-308 751 000	-1 256 750 748	-10 273 588	-1 267 024 336
Paid services	-567 661 389	-231 459 517	-43 079 155	-33 922 123	-11 714 018	-1 723 381	-2 721 292	-3 061 647	-121 026 414	-1 016 368 936	-7 764 044	-1 024 132 980
Variation of provisions for various services	-40 570 145	-5 927 618	-11 761 144	-6 533 026	7 210 413	-7 014 382	245 924	-466 199	-186 484 839	-251 301 016	-2 483 954	-253 784 970
Provisions for levelling and balancing	0	-566 465	-117 049	0	0	-931 684	367 684	0	-876 869	-2 124 383	0	-2 124 383
Other technical expenses	11 500 542	123 954	-1 113 628	161 366	1 504 996	-1 162 974	1 001 057	1 391 152	-362 878	13 043 587	-25 590	13 017 997
Subscription balance	211 104 082	27 537 576	107 831 322	77 889 984	57 763 733	3 296 994	4 806 168	-2 136 784	67 457 832	555 550 907	7 136 504	562 687 411
Acquisition expenses	-102 445 881	-17 982 993	-21 590 105	-19 946 179	-9 136 735	-1 510 237	-1 146 190	-12 313	-50 500 684	-224 271 317	-1 317 690	-225 589 007
Other net management expenses	-102 178 439	-21 450 523	-21 523 512	-14 826 735	-8 828 736	-1 555 110	-1 255 831	-271 628	-25 923 177	-197 813 691	-1 091 251	-198 904 942
Net acquisition and management expenses	-204 624 320	-39 433 516	-43 113 617	-34 772 914	-17 965 471	-3 065 347	-2 402 021	-283 941	-76 423 861	-422 085 008	-2 408 941	-424 493 949
Net allocated investment income	72 878 461	5 780 533	11 418 662	7 153 293	2 960 453	1 520 354	400 223	1 310 261	58 132 260	161 554 500	408 480	161 962 980
Participation in results	-1 499 851	-671 948	-1 457 350	-1 636 983	-4 832 301	-322 081	-104 079	0	-2 582 478	-13 107 071	-106 557	-13 213 628
Financial balance	71 378 610	5 108 585	9 961 312	5 516 310	-1 871 848	1 198 273	296 144	1 310 261	55 549 782	148 447 429	301 923	148 749 352
Reinsurers' share on the earned premiums	-63 875 486	-7 345 521	-102 542 938	-90 943 347	-40 647 711	-9 531 554	-3 754 912	0	-36 276 411	-354 917 880	-1 519 884	-356 437 764
Reinsurers' share on paid services	16 936 183	2 183 222	18 776 754	21 059 038	8 913 841	796 134	1 420 510	27 026	8 429 795	78 542 503	302 255	78 844 758
Reinsurers' share on the provision expenses	2 374 914	688 604	6 613 581	7 394 685	-6 946 440	6 278 071	-170 121	-39 941	8 751 195	24 944 548	271 225	25 215 773
Reinsurers' share on the provision for the participation in profits and refunds	292 797	0	541 193	1 378 721	2 353 868	426 714	1 565	0	1 446 747	6 441 605	70 509	6 512 114
Commissions received from reinsurers	17 643 170	664 004	17 593 670	24 943 067	6 456 135	2 842 835	854 654	0	14 934 975	85 932 510	348 328	86 280 838
Other elements of debit or credit charged to reinsurers	-146 494	0	-38 199	-140 075	-14 993	0	0	0	-11 954	-351 715	0	-351 715
Reinsurance balance	-26 774 916	-3 809 691	-59 055 939	-36 307 911	-29 885 300	812 200	-1 648 304	-12 915	-2 725 653	-159 408 429	-527 567	-159 935 996
Technical results	51 083 456	-10 597 046	15 623 078	12 325 469	8 041 114	2 242 120	1 051 987	-1 123 379	43 858 100	122 504 899	4 501 919	127 006 818

OPERATING STATEMENT OF 2016 BY BRANCH
(Non-Life & Life)

IN TD

	MOTOR INSU- RANCE	HEALTH INSU- RANCE	VARIOUS RISKS INSURANCE	FIRE INSURANCE	TRANSPORT INSURANCE	CREDIT INSURANCE	AGRICULTURAL RISK	WORKERS COMPENSATION INSURANCE	ACCEPTANCES	TOTAL (NON LIFE)	LIFE INSU- RANCE	TOTAL (NON LIFE & LIFE)
1- Earned premiums	807 835 074	265 367 222	163 902 298	118 183 767	60 762 342	14 129 415	5 912 795	-0 090	17 410 092	1 453 502 915	376 208 832	1 829 711 747
2- Written premiums	833 949 362	265 352 901	166 901 998	120 184 389	58 794 276	14 356 832	5 590 141	-0 090	15 688 066	1 480 817 875	376 208 832	1 857 026 707
3- Variation of provisions for unearned premiums	-26 114 288	14 321	-2 999 700	-2 000 622	1 968 066	-227 417	322 654	0	1 725 026	-27 314 960	0	-27 314 960
4- Services expenses	-596 730 992	-237 829 646	-56 070 976	-40 293 783	-2 998 609	-10 832 421	-1 106 627	-2 136 694	-10 273 588	-958 273 336	-308 751 000	-1 267 024 336
5- Paid services	-567 661 389	-231 459 517	-43 079 155	-33 922 123	-11 714 018	-1 723 381	-2 721 292	-3 061 647	-7 764 044	-903 106 566	-121 026 414	-1 024 132 980
6- Variation of provisions for various services	-40 570 145	-5 927 618	-11 761 144	-6 533 026	7 210 413	-7 014 382	245 924	-466 199	-2 483 954	-67 300 131	-186 484 839	-253 784 970
7- Provisions for levelling and balancing	0	-566 465	-117 049	0	0	-931 684	367 684	0	0	-1 247 514	-876 869	-2 124 383
8- Other technical expenses	11 500 542	123 954	-11 113 628	161 366	1 504 996	-1 162 974	1 001 057	1 391 152	-25 590	13 380 875	-362 878	13 017 997
9- Subscription balance	211 104 082	27 537 576	107 831 322	77 889 984	57 763 733	3 296 994	4 806 168	-2 136 784	7 136 504	495 229 579	67 457 832	562 687 411
10- Acquisition expenses	-102 445 881	-17 982 993	-21 590 105	-19 946 179	-9 136 735	-1 510 237	-1 146 190	-12 313	-1 317 690	-175 088 323	-50 500 684	-225 589 007
11- Other net management expenses	-102 178 439	-21 450 523	-21 523 512	-14 826 735	-8 828 736	-1 555 110	-1 255 831	-271 628	-1 091 251	-172 981 765	-25 923 177	-1 98 904 942
12- Net acquisition and management expenses	-204 624 320	-39 433 516	-43 113 617	-34 778 914	-17 965 471	-3 065 347	-2 402 021	-283 941	-2 408 941	-348 070 088	-76 423 861	-424 493 949
13- Net allocated investment income	72 878 461	5 780 533	11 418 662	7 153 293	2 960 453	1 520 354	400 223	1 310 261	408 480	103 830 720	58 132 260	1 61 962 980
14- Participation in results	-1 499 851	-671 948	-1 457 350	-1 636 983	-4 832 301	-322 081	-104 079	0	-106 557	-10 631 150	-2 582 478	-13 213 628
15- Financial balance	71 378 610	5 108 585	9 961 312	5 516 310	-1 871 848	1 198 273	296 144	1 310 261	301 923	93 199 570	55 549 782	148 749 352
16- Reinsurers' share on the earned premiums	-63 875 486	-7 345 521	-102 542 938	-90 943 347	-40 647 711	-9 531 554	-3 754 912	0	-1 519 884	-320 161 353	-36 276 411	-356 437 764
17- Reinsurers' share on paid services	16 936 183	2 183 222	18 776 754	21 059 038	8 913 941	796 134	1 420 510	27 026	302 255	70 414 963	8 429 795	78 844 758
18- Reinsurers' share on the provision expenses	2 374 914	688 604	6 613 581	7 394 685	-6 946 440	6 278 071	-170 121	-39 941	271 225	16 464 578	8 751 195	25 215 773
19- Reinsurers' share on the provision for the participation in profits and refunds	292 797	0	541 193	1 378 721	2 353 868	426 714	1 565	0	70 509	5 065 367	1 446 747	6 512 114
20- Commissions received from reinsurers	17 643 170	664 004	17 593 670	24 945 067	6 456 135	2 842 835	854 654	0	348 328	71 345 863	14 934 975	86 280 838
21- Other elements of debit or credit charged to reinsurers	-146 494	0	-38 199	-140 075	-14 993	0	0	0	0	-339 761	-11 954	-351 715
22- Reinsurance balance	-26 774 916	-3 809 691	-59 055 939	-36 307 911	-29 885 300	812 200	-1 648 304	-12 915	-527 567	-157 210 343	-2 725 653	-159 935 996
23- Technical results	51 083 456	-10 597 046	15 623 078	12 325 469	8 041 114	2 242 120	1 051 987	-1 123 379	4 501 919	83 148 718	43 858 100	127 006 818



Liste des Entreprises d'Assurances et de Réassurance

Liste des Entreprises d'Assurances et de Réassurance



DG : **Mohamed Skander NAIJA**
Adresse : Cité Essanaouber - les Berges du Lac II 1053 Tunis
Téléphone : 70.026.001
Fax : 71.268.400
Site Web : www.assurancesami.com



ASSURANCES BIAT

DG : **Nejla MOALLA HARROUCH**
Adresse : Immeuble Assurances BIAT les jardins du lac 1053 les berges du lac
Téléphone : 71.197.820
Fax : 71.197.810
Site Web : www.assurancesbiat.com.tn



PDG : **Abdelmonem KOLSI**
Adresse : 45, Av. Kheireddine Pacha 1080 Tunis
Téléphone : 71.792.211
Fax : 71.794.723
Site Web : www.astree.com.tn



DG : **Abdellatif CHAABANE**
Adresse : 13, Rue Borjine, Montplaisir 1073 Tunis
Téléphone : 70.015.151
Fax : 71.901.251
Site Web : www.elamanatakaful.com



تأمينات التكافلية
Assurances At-Takafulia

PDG : **Ali HAMMAMI**
Adresse : 15, Rue El Kods - Le Belvédère. Tunis
Téléphone : 31.331.800
Fax : 71.843.384
Site Web : <http://www.attakafulia.tn>



التجاري تأمين
Attijari Assurance

DG : **Ali CHRAIBI**
Adresse : Angle rue winnipeg et Anneey - Les berges du lac - Tunis
Téléphone : 70.643.400
Fax : 70.242.616
Site Web :



PDG : **Hassine DOGHRI**
Adresse : Lot BC4 - Centre Urbain Nord/Tunis
Téléphone : 71.184.000
Fax : 71.184.184
Site Web : www.carte.tn



DG : **Afifa BOUGHZOU**
Adresse : Immeuble CARTE, Entrée B - Lot BC4 Centre Urbain Nord, 1082 Tunis
Téléphone : 71.184.160
Fax : 71.184.170
Site Web : www.carte.tn

**L'ASSURANCE
TUNISIENNE
en 2016**



DG : **Hakim BEN YEDDER**
Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis
Téléphone : 71.333.400
Fax : 71.254.099
Site Web : www.comar.com.tn



PDG : **Souheïla CHABCHOUB**
Adresse : 14 Rue Borjine - 1073 Montplaisir - Tunis
Téléphone : 71.908.600
Fax : 71.909.439
Site Web : www.cotunace.com.tn



PDG : **Mohamed DKHILI**
Adresse : 92-94, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 71.843.900
Fax : 71.783.607
Site Web : www.gat.com.tn



PDG : **Mohamed DKHILI**
Adresse : 92-94, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 31 350 000
Fax : 71 783 607
Site Web : www.gat.com.tn



DG : Lamjed **BOUKHRIS**
Adresse : 6, Av. Habib THAMEUR 1069 Tunis
Téléphone : 71.340.933
Fax : 71.332.276
Site Web : www.ctamamga.com



DG : Lotfi **HAJ KACEM**
Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis
Téléphone : 71.333.400
Fax : 71.254.099
Site Web : www.hayett.com.tn



PDG : Yazid **SELLAOUTI**
Adresse : Im. LLoyd, Av. Taher El Haddad, les Berges du lac- 1053 Tunis
Téléphone : 71.962.777
Fax : 71.962.440
Site Web : www.lloyd.com.tn



معاونية التأمين للتعليم
Mutuelle Assurance de l'Enseignement

D.G : Lassaad **ZARROUK**
Adresse : Complexe el Mechtel Avenue Aouled Hafouz B.P. 61 - 1075 Tunis
Téléphone : 70.020.300
Fax : 71.845.440
Site Web :

L'ASSURANCE TUNISIENNE en 2016



DG : **Habib BEN HASSINE**
Adresse : 64, Rue de Palestine 1002 Tunis
Téléphone : 71.788.800
Fax : 71.788.334
Site Web : www.maghreb.com.tn



DG : **Habib BEN HASSINE**
Adresse : 24, Rue du Royaume d'Arabie Saoudite - 1002 Tunis
Téléphone : 71.840.488
Fax : 71.843.993
Site Web : www.maghreb.com.tn



DG : **Dalila BADR KOUBAA**
Adresse : Immeuble Assurances SALIM, 5 Centre Urbain Nord 1003 Tunis, Tunisie
Téléphone : 71.948.700
Fax : 71.948.364
Site Web : www.salim-ins.com



PDG : **Hassene FEKI**
Adresse : Square Avenue de Paris 1080 Tunis
Téléphone : 71.340.866
Fax : 71.340.835
Site Web : www.star.com.tn



PDG : Lamia BEN MAHMOUD
Adresse : Avenue du Japon - Montplaisir -BP29 1073 TUNIS
Téléphone : 71.904.911
Fax : 71.904.930
Site Web : www.tunisre.com.tn



DG : Makrem BEN SASSI
Adresse : Immeuble Zitouna TAKAFUL Bloc A-Avenue de la Bourse 1053 Lac II
Téléphone : 71.198 080
Fax : 71.198.053
Site Web : www.zitounatakaful.com.tn



D. Exécutif : Kamel CHIBANI
Adresse : 9 bis, Rue de la Nouvelle Delhi-1002 Tunis-Belvédère
Téléphone : 71.905.590
Fax : 71.908.422
Site Web : www.ftusanet.org

Réalisation - Impression

SIMPACT

Tél. : 216 71 236 111

